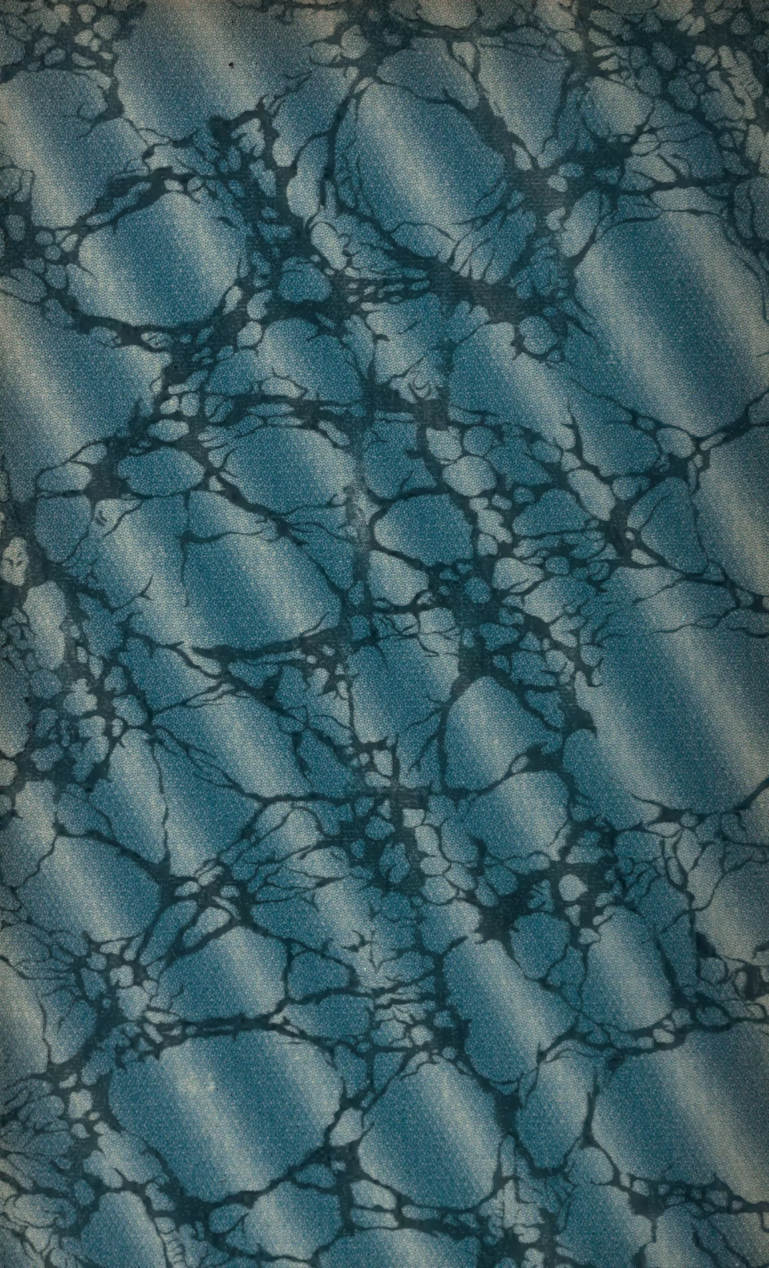






HISTOIRE

DE

TROIS GÉNÉRATIONS

DU MÊME AUTEUR

A LA NOUVELLE LIBRAIRIE NATIONALE

Louis II de Bavière.
Bismarck et la France.
Le Coup d'Agadir et la Guerre d'Orient.
Histoire de deux peuples.
Comment est née la révolution russe.

CHEZ A. FAYARD & C[ie]

La Guerre et l'Italie.

A LA SOCIÉTÉ LITTÉRAIRE DE FRANCE

Petit musée germanique.

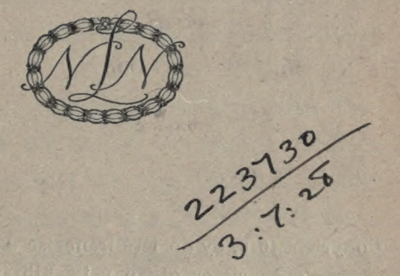
CHEZ HODDER & STOUGHTON, A LONDRES

Italy and the war.

JACQUES BAINVILLE

HISTOIRE
DE
TROIS GÉNÉRATIONS

1815-1918



NOUVELLE LIBRAIRIE NATIONALE
11, RUE DE MÉDICIS, PARIS
MCMXVIII

Il a été tiré du présent ouvrage
sur Vergé teinté pur fil
des Papeteries Lafuma de Voiron
cinquante exemplaires numérotés à la presse.

AVANT-PROPOS

On compte, en moyenne, trois générations par siècle. Nous touchons donc presque tous, par nos grands-pères, à la période qui a suivi Waterloo.

Ces cent années, qui ont mûri la plus grande guerre de tous les temps, qui sont si proches de nous et qui nous ont faits ce que nous sommes, elles sont pourtant mal connues. Nous avons essayé d'en présenter un raccourci et une synthèse et de montrer la suite et le fil des événements.

De longtemps, l'histoire ne pourra plus être écrite qu'au point de vue de la guerre universelle, comme elle a été écrite, pendant le XIXe siècle, en France au point de vue de la Révolution, en Allemagne au point de vue de l'unité allemande. L'histoire, chez nous, devra être nationale comme la politique elle-même. Dans l'exposé aes causes profondes d'où a surgi l'orage

de 1914, il y a un élément de démonstration. Il y a aussi un élément de conciliation.

L'étude du passé donne la clef de ces agitations, à première vue incohérentes, par lesquelles le peuple français, en cent ans, a établi et renversé tant de régimes. A tâtons, en se querellant, les pères et les grands-pères avaient cherché la solution définitive. Au bout de leurs rêves, de leurs illusions, de leurs expériences, les petits-fils se sont retrouvés en face de l'Allemagne, en présence du vieil ennemi... Nos révolutions s'éclairent quand on se place à ce point de vue pratique et national. Elles perdent leur caractère religieux et, partant, leur caractère diviseur. On ressent surtout une grande pitié pour ces foules dont la marche a ressemblé à celle des aveugles dans le tableau de Breughel. Tel est du moins l'esprit sympathique dans lequel ce livre a été conçu.

On y verra peut-être que le hasard et la force des choses n'expliquent pas toute la vie et toute la destinée des nations. La puissance des grands courants intellectuels rend compte de beaucoup de circonstances. Il n'en est pas moins vrai que la volonté et l'action des hommes interviennent

pour une large part dans les affaires humaines. Seul le fatalisme de l' « évolution » enseigne le contraire. Ce fatalisme n'a malheureusement pas cédé aux plus cruelles leçons de ces longues années de guerre. Et pourtant, de toutes les superstitions dont les conducteurs de peuples puissent être affligés, celle-là est la plus funeste.

A vingt endroits de cette histoire, on verra que le sort du monde a tenu à une décision prise ou rejetée dans un cabinet de chef d'État, de ministre ou de simple ambassadeur. Mais la faute commise, — et il y en a eu au XIXe siècle qui crèvent le cœur, — est née presque toujours des idées et des sentiments qui régnaient, de la tendance qui triomphait à un moment donné. Les hommes pensent d'abord. Ensuite ils se déterminent d'après leur manière de penser. C'est pourquoi il importe de penser juste. Les erreurs des gouvernements et des peuples sont celles de leur esprit.

Si la question d'Allemagne s'est posée à la France, à l'Europe, au monde, c'est que la France, l'Europe, le monde, au moment où s'est formée l'Allemagne moderne, ont été trahis par leurs idées et leurs doctrines préférées. Au-

jourd'hui que le mal est fait, il s'agit de le guérir. Il y aura fallu la force dont le président Wilson a fait l'éloge. Il y faudra en outre, pour que la guérison soit complète, l'expérience et la raison...

Et maintenant, en remettant ce livre au public, nous demandons indulgence pour lui et aussi pour les cent années qu'il résume. Notre cher XIXe siècle ! Il est souvent maltraité dans ce récit, le vieil utopiste ! Nous lui en voulons des douleurs et des tâches qu'il a léguées au XXe. Mais c'est de lui que nous sortons et que nous aurons vécu. Sans doute les générations à venir ne le verront plus qu'à travers le brouillard de la guerre, un brouillard couleur de sang. Cette histoire dira peut-être un peu de ce qu'il fut pour les hommes dont il a enclos les jours.

J. B.

Septembre 1918.

HISTOIRE

DE

TROIS GÉNÉRATIONS

CHAPITRE PREMIER

L'ÉVANGILE DE SAINTE-HÉLÈNE

> « Nous demeurons les martyrs d'une cause immortelle... Nous luttons ici contre l'oppression des dieux et les vœux des nations sont pour nous. »
>
> MÉMORIAL DE SAINTE-HÉLÈNE.

Ma généalogie ne remonte pas haut et je ne suis pas riche en papiers de famille. Bien des fois, dans mon enfance, j'ai entendu raconter que, sous la Terreur, tandis que tremblait le monde, un de mes arrière-grands oncles avait

profité du vaste remue-ménage pour épouser, malgré ses parents, une blanchisseuse dont il était épris.

Lorsque nous lisons l'histoire, il semble toujours qu'aux périodes de grand drame les hommes n'aient pas détaché les yeux du théâtre des affaires publiques. Pourtant, les luttes de la Convention et la guillotine avaient laissé à ce jeune homme l'esprit libre et le cœur léger. Du bouleversement général, il avait retenu ce qui était propice à ses amours. La chute de l'ancienne morale et de l'autorité paternelle lui avait paru le résultat le plus clair de ces immenses évènements. Quatre-vingt-dix ans plus tard, on parlait encore chez nous de ce mariage comme d'un scandale, en sorte que la principale horreur de la Révolution semblait consister dans la fantaisie de ce libertaire qui avait pris femme à la boutique de *Madame Sans-Gêne*.

L'idée de mésalliance a ses degrés. Tel qu'il s'est transmis jusqu'à moi, le récit de ce mariage sous la Terreur permet de déduire qu'il s'agissait d'une famille de bourgeoisie modeste et fraîchement promue qui s'estimait pourtant

supérieure à l'ouvrier et au paysan. De l'époque révolutionnaire et napoléonienne, cette famille n'avait pas gardé un mauvais souvenir. Les aventures prodigieuses de la nation pendant ces vingt années de guerre s'étaient traduites en millions d'aventures individuelles, quelquefois profitables, toujours romanesques. Les courses de la Révolution et de l'Empire avaient laissé la France épuisée, finalement battue et dépouillée, mais couverte de gloire militaire et ivre de cette gloire. Et puis, ce roman épique avait renouvelé les destinées. Les Français s'étaient divertis comme des dieux. Voilà pourquoi, loin d'en vouloir à Napoléon, ils lui ont si longtemps voué un culte. A défaut d'un autre empire, il leur avait légué celui de l'imagination, et ce n'est pas en vain qu'il les avait promenés à travers les cités conquises, à travers les pays de soleil et d'Orient. Qui oserait jurer que, plus tard, les Allemands, même battus, ne sentiront rien de pareil pour leur empereur ?...

Je sais peu de chose du capitaine Corasse, officier de fortune dans la Grande Armée et dont ma grand'mère conservait le sabre, sinon

que, quand il logeait chez l'habitant, il avait coutume de dire : « Tu as l'oreille rouge, tu dois avoir du bon vin. » Et, comme Napoléon à ses maréchaux, il pinçait le lobe vermeil, manière d'avertir l'hôte qu'il eût à chercher du meilleur. Je ne sais guère mieux quelle parenté unissait ce brave à une jeune femme dont le portrait est venu jusqu'entre mes mains. C'est un simple crayon de David d'Angers, mais où brille le feu de l'amour. David était à l'école de Rome dans le temps où, lectrice chez le roi de Naples, la belle courait les grands chemins. Il est clair que ces jeunes gens se sont aimés. D'une écriture estompée, sur la tranche du livre posé devant sa maîtresse, David a écrit son nom : *Gabrielle*. Beaux jours, sans doute, qui durèrent moins encore que le royaume de Murat. J'ai entendu dire de cette aimable grand'tante qu'elle était morte avant l'âge, un soir qu'elle chantait au clavecin. Elle est allée rejoindre le capitaine Corasse, amateur de bon vin, avec les autres ombres de la féerie napoléonienne...

*
* *

De ces évènements, nul témoin, nul acteur, n'avait mieux compris la portée, mieux dégagé le sens général que Napoléon lui-même. Sur son rocher de Sainte-Hélène, il conçut une idée qui valait ses plans de bataille et le Code civil : pour lui ou pour quelqu'un de sa race, il préparerait plus qu'un retour de l'île d'Elbe, plus qu'un coup de Brumaire. Devinant le siècle, il allait en façonner, en diriger la pensée à distance. Législateur et capitaine, il se révéla profond psychologue et psychologue d'action.

De son île perdue, à deux mille lieues de la France, presque sans livres et sans journaux, il sonda mieux que personne l'esprit et le cœur des Français. Par une intuition géniale, il pressentit le mélange de sentiments qui allait se former chez eux et il vit la semence à faire fructifier. En s'écoutant lui-même, en racontant son histoire prodigieuse à Las-Cases et à Montholon, il entendait distinctement ce que la France se formulait mal encore. Austerlitz et Waterloo, le drapeau tricolore tour à

tour victorieux et humilié, la révolution de 1789 s'achevant par le retour des Bourbons : toutes les nostalgies, celle de la liberté et celle de la gloire, allaient tourmenter le peuple français. Des désirs un moment étouffés renaîtraient. Ils s'aviveraient par le regret et par la magie des souvenirs. Dans une sorte de captivité morale, équivalant à celle que subissait l'empereur vaincu, un état d'esprit nouveau se formerait. *Sed non satiata.* La France n'était pas rassasiée de gloire, même de gloire vaine, coûteuse, soldée par des invasions. Les principes de sa Révolution ne cesseraient pas de lui être chers. Le désastre final, les traités de 1815, en laissant un sentiment d'humiliation et d'impuissance, inspireraient aussi la passion d'une revanche à prendre par les idées et par les armes. L'empereur voulut que son nom fût le symbole de cette revanche.

Car ce n'était pas seulement à l'intérieur que la Révolution, continuée par Bonaparte, avait fait faillite. Elle avait échoué au dehors : pour elle, vingt ans de guerre n'avaient pas assez transfiguré le monde. Le cycle révolutionnaire se fermait chez nous par la restauration de la

monarchie, par le gouvernement des prudents et des sages. En Europe, la réorganisation de Vienne et la Sainte-Alliance des rois fondaient la tranquillité du continent sur les anciennes méthodes de l'équilibre, sur une combinaison de droits et d'intérêts propre à garantir chacun et tous contre les exigences des peuples, contre les mouvements nationaux et les appétits de domination des États. Ainsi d'immenses calamités étaient épargnées à la communauté européenne, où personne ne peut bouger que tous ne se heurtent. Ainsi apparaissaient des horizons sûrs. Mais c'étaient des horizons limités. Le repos, le travail pacifique et fécond succédaient à une ère de bouleversements. Était-ce assez pour contenter les hommes ? Napoléon ne le crut pas. Toujours il avait su parler à la nation française. A Sainte-Hélène, il eut la divination des paroles qu'elle voudrait entendre encore.

Par le système européen sorti du Congrès de Vienne, les ambitions et les passions des peuples, — non seulement du peuple français, mais celles des autres, bien plus dangereuses, — se trouvaient comprimées. Napoléon savait

que les peuples ne se gouvernent pas par la raison, encore moins par le bon sens. Les rois calmaient l'Europe. Il paria pour le réveil et pour l'explosion. Dans sa solitude, il élabora une doctrine qui devait attirer à sa cause les sentiments confus qu'il sentait destinés à grandir. Déjà, pendant les Cent Jours, il avait fait alliance avec les républicains et les libéraux. Il avait vu, après la seconde abdication, le grand Carnot pleurer sur son épaule. De ce moment lui apparut une politique nouvelle, la seule qu'il eût encore à tenter. Les années qui lui restaient à vivre en exil, il allait les employer à rajeunir l'idée napoléonienne, à changer le plumage de l'aigle.

Parfois il eut l'illusion qu'il travaillait pour lui-même et que, chassant les rois, les peuples viendraient le délivrer, enflammés par ses promesses. En tout cas, il travaillait pour son fils, il travaillait pour l'avenir. Il donnait à la cause napoléonienne un fondement plus vaste et plus solide que sa personne et son génie. Il l'associait à une force universelle. Tôt ou tard, quelqu'un des siens devait profiter de cette alliance entre les souvenirs d'Austerlitz, les aspirations

des peuples, les espoirs et les regrets de la Révolution.

C'est peut-être de Sainte-Hélène que Napoléon aura eu le plus d'action sur les destinées de la France. Là-bas, il a préparé la démocratie impériale, le règne de Napoléon III, les malheurs qui s'en sont suivis. Le premier Empire, terminé par deux invasions, avait été liquidé par Louis XVIII dans les conditions les meilleures que pût espérer la France, alors que de folles entreprises avaïent conduit quatre armées ennemies sur notre territoire. La France telle qu'elle était en 1789, avant ses aventures, ne se retrouvait plus tout à fait intacte. Du moins, l'essentiel était sauf. Nos anciennes frontières étaient à peu près respectées. Le vieux péril germanique, conjuré au XVII[e] siècle, après tant de luttes, par les traités de Westphalie, ne reparaissait pas à nos portes. Nous gardions le contact et la protection du Rhin. Il n'y avait pas de puissante Allemagne unie pour menacer à toute heure du jour la paix et notre existence nationale. L'élément positif laissé par vingt ans de guerre nous restait aussi : un capital de gloire accru, une réputation de valeur

militaire qui enseignait de quoi les Français étaient capables, qui conseillait aux convoitises étrangères de ne pas s'y frotter. La France, à l'abri du danger allemand, son grand danger de toujours, pouvait vivre, prospérer, se développer conformément à son génie. Avec un peu de prudence, cette situation serait maintenue. Avec du temps, de la patience, elle fût devenue encore meilleure. Les dernières conséquences de Waterloo eussent été réparées. Sur tous les points, sans irriter ni blesser aucune nation, nos limites naturelles auraient pu être atteintes. Il suffisait de laisser faire ceux qui savaient, ceux qui prévoyaient, ceux qui possédaient les saines méthodes et les traditions éprouvées.

Le *vade mecum* diplomatique rédigé par La Besnardière, sous l'inspiration de Louis XVIII et de Talleyrand, pour nos représentants au Congrès de Vienne, traçait très exactement la ligne de conduite qu'il y avait à suivre pour épargner à la France l'invasion de 1870 et celle de 1914. Il n'était pas possible d'être plus pénétrant. Cette instruction mémorable, dont la clairvoyance a été admirée trop tard, disait en

quelques mots le suffisant et le nécessaire :

« En Italie, c'est l'Autriche qu'il faut em-
« pêcher de dominer ; en Allemagne, c'est la
« Prusse. La constitution de sa Monarchie lui
« fait de l'ambition une sorte de nécessité.
« Tout prétexte lui est bon. Nul scrupule ne
« l'arrête. La convenance est son droit... Les
« Alliés ont, dit-on, pris l'engagement de la
« replacer dans le même état de puissance où
« elle était avant sa chute, c'est-à-dire avec
« dix millions de sujets. Qu'on la laissât faire,
« bientôt elle en aurait vingt, et l'Allemagne
« entière lui serait soumise. Il est donc néces-
« saire de mettre un frein à son ambition, en
« restreignant d'abord, autant qu'il est pos-
« sible, son état de possession en Allemagne,
« et ensuite en restreignant son influence par
« l'organisation fédérale. »

Talleyrand, qu'il ne faut ni exalter ni diminuer, n'a pas été sans montrer des contradictions et des faiblesses dans son œuvre diplomatique. Mais il a représenté au plus haut point les idées raisonnables qui s'imposaient après 1815 comme après 1830. Il était de l'école du possible. Il voyait juste et loin dans l'ave-

nir quand il travaillait à l'alliance anglaise. En dépit des passions révolutionnaires, alors hostiles à tout ce qui était anglais, Talleyrand, suivant une pensée qui, déjà, avait été celle de Mirabeau, son ami, rêvait comme lui de « confier aux soins paternels et vigilants de la France et de l'Angleterre la paix et la liberté des deux mondes ». Talleyrand ne se trompait pas non plus lorsqu'il luttait contre le préjugé funeste du XVIII[e] siècle, contre l'absurde faveur dont jouissait en France la Prusse « libérale ». Il avait écrit un jour à Napoléon, au début de l'Empire : « On ne peut espérer que, d'ici à un demi-siècle, la Prusse s'associe à aucune noble entreprise. » Son seul tort était d'admettre qu'une période de cinquante années pût suffire à changer la nature prussienne. Mais enfin toutes les conditions nécessaires à la tranquillité de la France, à l'équilibre de l'Europe, Talleyrand les avait comprises ou entrevues à travers les bouleversements de son époque. Sous Louis XVIII d'abord, sous Louis-Philippe ensuite, il put faire à Vienne, ébaucher à Londres la politique de notre intérêt. Il donnait la formule française de toujours, et qui sera encore

celle du xxe siècle, lorsqu'il définissait sa position comme celle du « bon européen ». Talleyrand, ce n'est pas seulement l'opportunisme et l'habileté. C'est ce bon sens, cette modération, ce jugement qui, au cours des âges, avaient servi à créer et à conserver la France et faute de quoi la nation française est toujours allée à des catastrophes. Voilà ce qui a fait mépriser et honnir Talleyrand par les chimériques.

Victor Hugo a lancé contre lui des injures célèbres. Avant Hugo, Napoléon avait nommé son ancien ministre parmi les quelques hommes pour lesquels il demandait que la France n'eût pas de pardon. Il savait cependant que la rancune n'est pas un état d'esprit politique. Chateaubriand, par sa fameuse brochure *dè Buonaparte et des Bourbons* avait fait autant que l'ancien évêque d'Autun pour le retour de Louis XVIII, et pourtant le testament napoléonien n'est qu'indulgence pour Chateaubriand : avec une sûreté de jugement étonnante, Napoléon avait reconnu dans le romantisme littéraire un auxiliaire du romantisme politique auquel il attachait désormais sa cause. Quant à la personne et à la qualité morale de Talley-

rand, elles lui importaient peu. C'est contre les idées dont le négociateur de Vienne était devenu le représentant qu'il provoquait l'impopularité et la défiance. Le système que Napoléon élaborait à Sainte-Hélène prenait, en effet, le contre-pied de cette diplomatie expérimentale par laquelle la Restauration et la Monarchie de juillet devaient assurer trente-trois ans de repos et de prospérité à notre pays.

La chimère a toujours été plus séduisante que les calculs des sages. Notre fabuliste l'a dit : « L'homme est de glace aux vérités, il est de feu pour les mensonges. » La vérité, c'était cette raison constructive qui devait rendre à notre pays sa place dans le monde sans soulever d'orages au dehors. Le mensonge n'eut pas de peine à obtenir la préférence.

Que disait Napoléon dans ces entretiens que les compagnons de sa captivité se chargeaient de répandre ? Il se faisait l'apôtre d'une politique nouvelle, et cette politique avait les caractères et les attraits d'une religion. C'était un vaste programme idéaliste, une déclaration des droits et des devoirs du peuple français, une audacieuse refonte de l'Europe d'après les

principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de justice... Que voulaient ces gouvernements timorés, ces diplomates professionnels asservis aux vieilles recettes d'équilibre et que l'empereur déchu, à qui ils avaient succédé, traitait avec un suprême dédain ? Ce qu'ils avaient restauré, c'était la routine. Leur prudence diminuait, déshonorait la nation française, l'empêchait de se relever. Sans eux, contre eux, la politique dont Napoléon traçait les grandes lignes rénoverait le monde, et elle le rénoverait d'un seul coup, sans attendre le travail du temps, dédaignant les précautions égoïstes et lâches. La cause de la France, c'était celle de l'affranchissement universel. La liberté serait la formule magique de notre grandeur. La France se devait à elle-même de briser les chaînes des nationalités. A la Sainte-Alliance des rois, elle substituerait la Sainte-Alliance des peuples. Des maximes de 89, naîtraient les Etats-Unis d'Europe. Alors tous les problèmes seraient résolus. Les conflits n'auraient plus de causes. Sur les races apaisées, devenues semblables par les institutions et par les mœurs, régnerait, dans un monde fraternel, une paix et une joie sans

mélange, sous l'égide de la nation française, mère aimée de tous ces bienfaits...

Ce rêve, la Révolution l'avait parfois entrevu. Il mêlait, à des chimères ignorantes, des souvenirs confus, mal compris, de la politique généreuse, raisonnée et féconde que la France avait pratiquée comme protectrice des faibles dans son dessein constant d'empêcher une hégémonie en Europe. La guerre, l'action, les victoires sous des généraux heureux, avaient dissipé cette rêverie qui, très vite, avait fait place au goût de la domination et à l'appétit des conquêtes. Mais loin de ramener les esprits à la réalité, la chute de l'empire napoléonien fit renaître le vieux songe obscurci. Ce songe grandit, il prit des formes précises, lorsque, de Sainte-Hélène, monta la voix de celui qui, déjà, avait manié et partagé le vieux monde.

Napoléon disait ce qu'il eût voulu faire, ce que la méchanceté des rois, les retours offensifs du passé ne lui avaient pas permis de finir. Waterloo avait été la tombe des peuples libres. Napoléon convoquait le peuple français à reprendre, avec lui ou avec les siens, l'œuvre interrompue. « Il y a des désirs de nationalité

qu'il faut satisfaire tôt ou tard, » disait la voix du captif. Allemagne, Italie, Pologne sont nos sœurs. Elles doivent être affranchies et unifiées comme nous-mêmes. Nul peuple ne doit plus souffrir. Aucun ne doit rester sous la tyrannie d'un autre et toutes les fractions d'une même race qui veulent se rassembler, vivre d'une vie commune, ne devront plus être séparées à l'avenir. « On compte, en Europe, bien qu'épars, plus de trente millions de Français, quinze millions d'Espagnols, quinze millions d'Italiens, trente millions d'Allemands, disait le *Mémorial*. J'eusse voulu faire de chacun de ces peuples un seul et même corps de nation. » Voilà donc pourquoi, pendant quinze ans, Napoléon avait fait la guerre. Il s'en persuadait lui-même. A distance, il reconstruisait sa propre histoire, il lui donnait une couleur libérale et humanitaire, il en accentuait les caractères d'idéologie.

C'est ainsi qu'il se vantait d'avoir été le bienfaiteur de l'Allemagne. Pourquoi les Allemands, comme nous-mêmes, n'auraient-ils pas leur unité ? Pourquoi ne formeraient-ils pas un État ? La France et l'Europe avaient été

injustes envers eux, depuis les traités de Westphalie jusqu'aux traités de Vienne. Erreur de les tenir en suspicion, de les diviser comme un peuple dangereux, de les mettre en surveillance. Napoléon se félicitait d'avoir « simplifié leur monstrueuse complication ». Son vœu eût été de « réaliser la nationalité germanique », d'en faire « une vaste et puissante monarchie fédérative, une grande union nationale ayant le même drapeau, les mêmes impôts et les mêmes intérêts ». Cette grande monarchie fédérative, la voici justement : c'est celle de Guillaume II. Elle est le fléau du monde et, contre elle, le monde a dû se liguer...

*
* *

Les nations, reines par nos conquêtes,
Ceignaient de fleurs le front de nos soldats...

Béranger, qui a été le poète populaire de la propagande napoléonienne, adoptait et vulgarisait, dans ces vers du *Vieux Sergent*, la légende et l'évangile de Sainte-Hélène. Napoléon avait porté dans les imaginations le coup qui

devait lui livrer la France du XIXe siècle. Sa cause se confondrait désormais avec celle de la liberté et de la Sainte-Alliance des peuples. Sa dictature elle-même, il l'avait représentée comme la dictature d'un libéral, d'un « Washington couronné », despote malgré lui et pour le bien du monde. Ses ennemis seuls ne lui avaient pas permis d'achever son dessein, de compléter l'affranchissement de l'Europe par des institutions libres à l'intérieur. J'ai été « le Messie » de la Révolution, disait-il, et mon nom sera pour les peuples « le cri de guerre de leurs efforts, la devise de leurs espérances. »

Par là, Sainte-Hélène est devenue pour le XIXe siècle le Sinaï de la religion démocratique. « Les visions de Sainte-Hélène conservaient le vague des prophéties, c'était l'éclair dans la nue, » a dit Emile Ollivier, qui a eu la charge funèbre de conduire à son terme de 1870 la politique des nationalités. Ces prophéties ne devaient pas tarder à se transformer en dogmes et en articles de foi destinés à trouver bientôt leur expression politique. La chanson devait les fixer dans la mémoire des plus humbles. Le premier, Béranger, poète médiocre, mais

dont le rôle n'a pas été égalé par les plus grands, mit en couplets la légende de l'Empereur et le credo de son testament. C'est plus tard seulement que Lamartine et Hugo ont repris les thèmes, consacrés par le succès, du chansonnier populaire. Ces thèmes, leur lyrisme les a grandis. Mais les hymnes les plus majestueux n'ont jamais trouvé dans le peuple l'écho des chansons de Béranger.

Ces chansons, inséparables de la vie sentimentale du peuple français de 1815 à 1870, je les ai encore entendues dans mon enfance et dans ma jeunesse. Pour en comprendre la vogue et l'action prodigieuses, il suffit de se souvenir de la place qu'elles ont occupée dans les imaginations et dans les mémoires. Renan s'est impatienté de leur philosophie vulgaire. Il n'a pas vu que la vulgarité de Béranger avait fait la puissance évocatrice de ses refrains, leur vertu de propagande politique, leur valeur pour l'histoire. C'est justement parce que Béranger était à la portée des esprits ordinaires, qu'il a pu conduire au romantisme le peuple et la petite bourgeoisie. Je garderai toujours dans l'oreille l'accent avec lequel des vieillards répé-

taient les vers où Chateaubriand avait reconnu un René moins aristocrate :

> ... plaisirs de mon bel âge,
> Que d'un coup d'aile a fustigés le temps...

Qu'une voix intérieure me chante, sur l'air de *Roger Bontemps*, « un portrait de maîtresse », avec l'inflexion attendrie qu'y mettaient nos grands-pères, alors, à mes yeux, se lève la France laborieuse des ateliers et des boutiques pour qui le chansonnier a exprimé les sentiments d'une génération entière, son rêve de liberté et de justice marié à ses souvenirs de jeunesse et d'amour. Alors cinquante années de notre histoire se déroulent, des « trois glorieuses » jusqu'à Sedan. Le XIXe siècle et la démocratie se confondent en Béranger. Sa chanson, qui mêle Lisette et Bonaparte, Marengo et le grenier où l'on est bien à vingt ans, le cabaret de Mme Grégoire et la grand'mère qui a vu l'Empereur, annonce et contient nos révolutions politiques, nos guerres civiles et étrangères, nos invasions et nos malheurs. Ce sont les plaisirs et la mystique du peuple, ses sentiments, ses souvenirs et ses illusions. C'est l'ado-

lescence du siècle. Les Français auront préparé leurs futures souffrances en chantant.

Les couplets de Béranger sont beaucoup moins républicains que bonapartistes, ou plutôt, comme l'avait souhaitè Napoléon lui-même, ils identifient la Révolution et l'Empire. Ils unissent le culte de l'honneur national et la passion de la gloire militaire au rêve d'un monde pacifique et fraternel : c'est le fonds de la doctrine des nationalités qui est à la fois humanitaire et belliqueuse. Ces chansons associent encore à la révélation de 1789 le souvenir de l'homme prédestiné. Ainsi elles ont puissamment aidé à former l'état d'esprit qui devait permettre la fortune extraordinaire de Louis-Napoléon-Bonaparte. Le second Empire et la politique napoléonienne leur doivent d'avoir existé. Sedan et une grande Allemagne aussi...

Dans l'une des plus célèbres parmi ces petites pièces que Sainte-Beuve a définies des espèces de chansons épiques, le vieux sergent de Béranger, au berceau de ses petits-fils, dit la nostalgie des victoires, l'aigle tombé, la revanche de Waterloo et des traités de 1815. L'aède chante la guerre sainte des nations qui vengera les

humiliations de la Patrie. Et son refrain exprime le souhait terrible d'un prophète inconscient :

Heureux celui qui mourut dans ces fêtes.
Dieu, mes enfants, vous donne un beau trépas

Le Dieu de Béranger, celui de la liberté et de la démocratie, n'a que trop exaucé ce vœu imprudent. Terrible Moloch ! Quelques années encore et il pourra se rassasier de sang. Pour la descendance du vieux sergent, pour les neveux et les arrière-neveux de Béranger, les occasions de mort héroïque ne manqueront pas. Sur les tombes de 1870 et de 1914, au milieu des tempêtes et des rumeurs du canon, des lambeaux de ces vieilles chansons passent encore. Ironiques ou courroucées, ces voix évoquent l'erreur d'un siècle. Aux oreilles des hommes qui ont le sens de l'histoire, elles apportent un écho de ces refrains meurtriers au son desquels les enfants auront été conduits au martyre par des pères aveugles et joyeux.

CHAPITRE II

LE CANTONNIER DE 1830

> « Nous avons chassé le gouvernement des Bourbons non pas parce qu'il nous rendait malheureux, car le peuple ne fut jamais plus heureux que de 1816 à 1829, mais parce qu'il nous avait été imposé par de prétendus vainqueurs, par la force étrangère et par les traîtres de l'intérieur. »
>
> *Étrennes d'un prolétaire*,
> par un ouvrier imprimeur, 1831.

A la tribune de la Chambre, M. de Serre, ministre de Louis XVIII, saluait un jour la Convention qui avait sauvé la France. Cet homme d'État, qui avait l'esprit national, s'élevait au-dessus des partis. Il eût voulu réconcilier la France de l'ancien régime et la France révolutionnaire. Son programme, digne d'un grand cœur, était de ne rien rejeter, de n'ex-

clure personne, de fonder la politique française, en vue du bien public, sur l'oubli des querelles et sur l'union. Effacer les traces de nos guerres civiles, en finir avec les disputes pour permettre à la France de prospérer et de grandir, ce fut le rêve non seulement de M. de Serre, mais du duc de Richelieu, de Villèle, de Martignac. Était-ce donc impossible ? Tous devaient périr, également victimes de la rage des partis.

La Restauration a eu l'hommage positiviste d'Auguste Comte. Combien parmi ceux qui avaient détruit ce régime l'ont regretté ! Je ne parle pas des royalistes « ultras » dont la folie furieuse, l'absence totale de sens politique devaient être funestes à la monarchie : fidèles à la méthode de Gribouille, ces hommes mêlaient voluptueusement leurs bulletins de vote à ceux de la gauche pour renverser les ministres que leur roi avait choisis. Mais les beaux esprits libéraux, les aristocrates doctrinaires n'avaient pas compris davantage qu'une fortune inespérée leur avait apporté, avec la Charte et le régime représentatif, la réalisation de leurs vœux. Il dépendait d'eux que cela durât et ils

ne devaient jamais revoir un état de choses où leur place fût mieux marquée. « Il fallait être aussi étourdis que nous le fûmes pour faire ce que nous fîmes, » a dit sentencieusement le duc Victor de Broglie, lorsqu'il eut touché du doigt les désastres auxquels, de conséquence en conséquence, la Révolution de 1830 avait conduit.

En rejetant sur une étourderie la faute commise, le noble duc ne s'avouait à lui-même qu'une part de la vérité. Ce qu'il y avait, au fond de tous ces opposants, c'était le goût des ruines, un instinct d'anarchie. Il parut alors des constructeurs, frappés à l'image des plus grands qu'ait connus notre histoire. Leur œuvre fut combattue et paralysée par la joie âcre qu'on éprouvait dans tous les camps à se déchirer et à démolir. C'était comme une maladie du siècle, et les plus graves, les plus vertueux cédaient à cette perversité. Le jour où Royer-Collard lut à Charles X l'adresse qui signifiait la rupture et le défi, aussitôt relevés par la réponse royale, le mot favori du doctrinaire était dans toutes les pensées. Comme des adolescents romantiques, comme des Werthers à cheveux

blancs, le vieux roi et le vieux parlementaire pensaient tous deux que « périr est aussi une solution ».

Charles X, a dit un démocrate césarien, était « passionné pour le relèvement national ». Son tort, ce fut de jouer sa couronne avec une insouciance extraordinaire, comme si la solidité de sa dynastie n'eût pas été la première condition d'une politique qui, avec l'aide du temps, devait panser les plaies de 1815. Charles X eût été plus prudent, il se fût soucié davantage de conserver d'abord le trône, s'il eût commencé par se regarder lui-même comme indispensable au salut public.

Mais cette idée n'était pas celle qui dirigeait le siècle. Elle était absente des esprits, absente des débats parlementaires, des querelles de la droite et de la gauche. C'est qu'au fond la France ne doutait pas de sa sécurité. Les traités de Vienne, tout maudits qu'ils étaient, n'avaient pas, en somme, si mal arrangé des choses qui, à la suite de deux invasions, avaient paru à peu près désespérées. Lorsque Victor Cousin prononçait son mot célèbre : « Non ! nous n'avons pas été vaincus à Waterloo, » il ne pen-

sait pas au désastre réparé. Il ne voyait pas d'où nous revenions. Il voulait dire que la défaite était rachetée, et au delà, par l'introduction en France du régime des assemblées. Comme on voit que, du temps de Cousin, les jeunes philosophes n'allaient pas à la caserne et qu'il n'y avait pas une grande Allemagne toujours prête à envahir notre pays !

Cependant les royalistes ultras ne pensaient qu'aux crimes de la Terreur. Leurs adversaires leur reprochaient l'émigration. Les monarchistes libéraux préparaient une révolution sur le modèle de la Révolution anglaise de 1688, c'est-à-dire la substitution d'une dynastie à une autre, ce qui leur paraissait le fin du fin. Les républicains et les bonapartistes les appuyaient, dans l'idée, d'ailleurs juste, que la chute des Bourbons de la branche aînée serait autant de gagné pour eux. Lequel, parmi les partis, pensait à l'intérêt national ? Ces élus d'un suffrage restreint et censitaire, ces représentants de propriétaires et de bourgeois, ajoutaient aux vices ordinaires du régime des assemblées une sorte de corruption spéciale : ils goûtaient la volupté de l'opposition, la popularité qu'elle procure.

Ils y ajoutaient, pareils au bûcheron de la légende, le plaisir de scier la branche sur laquelle ils étaient assis. Tous les corps suivaient ce mouvement. Pairs héréditaires, juges inamovibles, personne ne se croyait distingué à moins de démolir quelque chose. Des hommes graves, riches, posés, se payaient le luxe de se détruire eux-mêmes pourvu qu'ils eussent détruit le pouvoir. Les magistrats, dans les procès politiques, prononçaient des acquittements scandaleux dont les récompensait la flatterie des journaux avancés. Villèle en venait à regretter le jury dont le bon sens eût corrigé la vanité de la magistrature. Que n'a-t-il pensé que, pareillement, le suffrage universel eût exercé une influence modératrice, tandis que la Chambre censitaire était toujours en représentation ? Elle faisait du théâtre, même à ses risques et périls. L'expérience l'a prouvé : le suffrage universel est conservateur de tous les régimes parce qu'il s'attache plus aux intérêts qu'aux idées et aux choses qu'aux mots. Trop tard, sous Louis-Philippe, les légitimistes, avec Genoude, s'avisèrent de cette vérité simple que Napoléon III et Bismarck devaient si bien exploiter. Emile Fa-

guet a eu raison de dire que, si Charles X avait donné le bulletin de vote aux paysans français, il serait encore sur le trône. Et nos paysans n'auraient eu ni les invasions, ni les guerres, ni le service obligatoire avec le sacrifice du sang.

Mais qu'importait alors la défense du sol, l'économie du sang français ? On faisait de l'opposition et l'opposition se nourrissait des souvenirs napoléoniens, elle s'appuyait sur l'évangile de Sainte-Hélène. La plus grave accusation qui ait été lancée contre la Restauration, c'est celle qui sera reprise contre Louis-Philippe : la monarchie, trop pacifique, humilie la France. Elle n'est pas assez riche de gloire militaire. Et, dans les assemblées, les membres les plus fougueux de la gauche, les opposants les plus irréductibles, ce sont d'anciens généraux de l'Empire, c'est Foy, Lamarque, Gérard, Sébastiani, Tarayre, Demarsay, Clausel, d'autres encore. C'est M. de Corcelle, colonel de la Garde nationale sous les Cent Jours. Le sabre, en ce temps-là, était libéral. Il était même radical-socialiste, et c'est ce qu'on a appelé justement le « militarisme révolutionnaire ». Notre dé-

mocratie républicaine qui, avec un programme de paix, n'a pu éviter la plus grande des guerres, aura eu pour auteurs et pour ancêtres ces retraités belliqueux.

La démocratie napoléonienne devait surgir à la longue des ruines de la monarchie.. Dans les disputes de la Restauration, elle apparaît déjà telle qu'elle se réalisera plus tard. Le second Empire est en germe dans l'opposition de Béranger, de même que l'enterrement tumultueux du général Lamarque, sous la monarchie de juillet, préludera au plébiscite. Les illusions, les erreurs de Napoléon III, ses guerres contre le tsar ou contre la Maison d'Autriche, guerres si populaires et génératrices du désastre final, on les trouverait déjà annoncées dans les discours des orateurs de gauche à la tribune de la Restauration. Qu'était-ce que « l'éloquent Manuel » ? Un bonapartiste. Il confiait à Guizot que Napoléon était « probablement la solution la meilleure des problèmes de l'avenir ». Son éloquence était un écho de Sainte-Hélène. Voilà pourquoi elle allait au cœur de la démocratie.

*
* *

Palmerston, voyageant en France quelques mois avant la Révolution de 1830, notait ceci : « La France est prospère. Elle n'a besoin que de la paix pour devenir puissante. L'intérêt de sa dette est seulement de sept millions sterling et son fonds d'amortissement est de trois millions sterling. Les taxes sont légères et le peuple heureux. » Chose grave, qui donnait raison à l'homme de Sainte-Hélène, ce bonheur n'était pas goûté. Il fallait à la France de grandes guerres et de lourds impôts. Il fallait qu'elle travaillât contre elle-même à l'agrandissement de ses ennemis. La Restauration était pour elle comme un conseil judiciaire imposé à un prodigue. Le peuple français était un fils de famille impatient de reprendre le cours de ses aventures. Il croyait les ressources nationales inépuisables. Il ne voyait pas que la grandeur de la France, sa force, sa fortune, sa sécurité lui étaient venues du labeur des générations. Comme un jeune héritier, il trouvait naturel

d'être riche et puissant, d'avoir de bons murs et un bon toit, sans réfléchir que toute richesse n'est que de l'effort accumulé, qu'elle doit être surveillée et entretenue. Déjà, de 1792 à 1815, une large brèche avait été ouverte dans le patrimoine national. La position de la France en Europe était moins bonne, moins sûre qu'elle ne l'avait été au XVIIIe siècle. Au milieu de nos gaspillages, d'autres peuples avaient grandi. Où il n'y avait eu que poussières d'États, des nations tendaient à se former. L'Allemagne se concentrait. Elle n'était plus séparée de son unité que par les divisions que lui avait imposées le congrès de Vienne, précaution suprême du monde civilisé. Mais quoi ? L'Allemagne aussi n'avait-elle pas le droit de vivre et d'épanouir son génie ? La doctrine des nationalités ne s'appliquait-elle pas à l'Allemagne comme aux autres ? Il fallait, selon la voix de Sainte-Hélène, qu'il y eût une grande et noble Allemagne pour que la Sainte-Alliance des peuples détrônât celle des rois.

C'est là que la duperie mortelle a commencé. Sans doute il y avait alors une Allemagne libérale. Par l'assassinat de Kotzebue, agent de la

tyrannie, l'étudiant Sand avait attesté l'esprit révolutionnaire de la jeune Allemagne. Mais cette jeune Allemagne, elle est nationaliste avant tout. Le libéralisme ne lui apparaît que comme un moyen de briser les obstacles que le tsar, Metternich, Talleyrand, les traités de 1815, ont mis à l'expansion de la nationalité allemande. Ce que veut cette Allemagne qu'agitent des idées nouvelles, c'est son unité.

Pour les idéologues de la jeune Allemagne, pour les imaginatifs sans expérience, l'unité germanique ne peut manquer de renaître puisqu'ils la conçoivent. L'idée a surgi des principes révolutionnaires, des droits de l'homme, des guerres napoléoniennes qui ont réveillé la conscience nationale. Elle est encore dans la gangue du XVIIIe siècle. Elle est mélangée de cosmopolitisme, d'idéalisme humanitaire. Elle n'en a que plus de rayonnement. Elle n'en pénètre que mieux les esprits et les cœurs. Le romantisme catholicisant y retrouve le passé dont il a le culte. Pour les libéraux, elle représente le progrès. C'est une force sentimentale. Mais déjà, des esprits positifs s'occupent de trouver les formes dans lesquelles l'idée sera

coulée. Ceux-là savent bien que, pour ne pas s'évanouir, le rêve de l'unité allemande a besoin d'être transposé dans des réalités politiques. Les Allemands veulent revivre comme une grande et puissante nation. Ils veulent reconstituer un Empire germanique. Leur désir a autant d'ardeur que d'ignorance. Alors, devançant et guidant la foule, quelques hommes lui montrent le chemin de l'avenir, et ce chemin doit passer par la Prusse.

Stein n'était pas né prussien. Son nationalisme allemand l'avait porté vers l'État des Hohenzollern, l'avait conduit à le rajeunir, à le transformer, malgré les résistances de ces conservateurs que Bismarck devra briser à son tour. « Je n'ai qu'une patrie qui s'appelle l'Allemagne », disait Stein. C'est pourquoi, avec les patriotes réformateurs, il s'applique à faire de la Prusse un État capable de prendre la direction du mouvement national, un État moderne en même temps qu'un État fort. Il l'habille au besoin du temps et à la mode du jour. Il y détruit, comme un Richelieu, les survivances de la féodalité. Il s'inspire, pour l'administration, des modèles français et, pour les

lois, du code Napoléon. Mais c'est qu'il veut faire de la Prusse un État plus national, car il ne touche à rien de ce qui lui donne sa force, ni au pouvoir, ni à la discipline, ni à l'autorité. Pensons-y : voilà peut-être comment se démocratisera l'Allemagne de demain.

La puissance de l'État, telle est la première condition de tout progrès national. Hegel traduit philosophiquement l'idée-mère de Stein. Et l'État dont Hegel propage le culte dans une Allemagne encore divisée, il n'a qu'un type, c'est l'État prussien. L'État est un dieu sur la terre, dit la doctrine hélégienne. C'est un « terrestre-divin » dont le monarque est l'incarnation. Le premier devoir des individus est d'être membres de l'État, car sans lui, qui est la réalité absolue, ils ne sont rien. Et les Hohenzollern ont déjà mis en pratique ce que Hegel traduit en formules. L'État modèle, c'est celui du roi-sergent et du grand Frédéric, l'État qui a fait ses preuves pendant le XVIIIe siècle, qui a résisté à la tempête napoléonienne. Hegel restaure le culte de l'État. Or il n'y a plus d'État allemand, mais il y a un État prussien et c'est par lui que se refera un Etat allemand. Se

refera-t-il tout seul, en polarisant les enthousiasmes et les bonnes volontés ? Nullement. La force devra en être l'accoucheuse et ce qui caractérise l'Etat prussien, c'est qu'il est fort. Hegel annonce Bismarck, il le prévoit, il l'appelle : l'unité allemande ne se fera que par les moyens héroïques. « Si grand, dit-il, que soit l'avantage que toutes les parties de l'Allemagne trouveraient à ce qu'elle devînt un État, une telle transformation ne saurait être cependant que l'œuvre de la force. Il faudrait la force d'un vainqueur pour rassembler la nation en une masse unique et la contraindre à se considérer comme une unité politique. » Telle est l'idée dont Hegel jette la semence redoutable dans les esprits allemands.

Le moment où le plus influent des philosophes germaniques du XIXe siècle répandait cette doctrine était celui où les citoyens français méconnaissaient, dédaignaient ou affaiblissaient leur État. Ils parlaient liberté quand les Allemands parlaient puissance. Ils se désarmaient quand les Allemands songeaient à s'armer. Hegel formait la doctrine autoritaire et militaire de l'empire de Guillaume II lorsque

Cousin enseignait que la Charte, la tribune et le triomphe des principes constitutionnels étaient la victoire du peuple français. A la limite de ces deux idées, il y avait pour la France des guerres sanglantes et de ruineuses invasions. Mais qui donc, dans cette opinion publique qui demandait à être reine, pressentait qu'un péril pût venir d'Allemagne ? Qui songeait à redouter la Prusse ? Pour la Prusse libérale, pour les Hohenzollern, pour l'héritier de « l'immortel Frédéric », la France nourrissait encore une tendresse léguée par le dernier siècle. En 1814, lorsque les rois alliés étaient entrés en vainqueurs à Paris, Frédéric-Guillaume avait trouvé des sympathies. « On tint compte au roi de Prusse de longs malheurs, d'une bravoure de soldat et d'une simplicité toute bourgeoise », dit Béranger dans ses souvenirs. En quoi donc les malheurs de la Prusse touchaient-ils les Parisiens ? Un peu plus tard Chateaubriand, l'ami du chansonnier, son frère d'élection, était envoyé comme ministre à Berlin. Ses dépêches diplomatiques, ses « hautes dépêches » comme il les appelait lui-même dans une lettre à Mme de Duras, ne témoignent en nul endroit qu'il

ait compris que pour la France, l'Europe et le monde, la Prusse était un danger.

Le ministère, les Bourbons, voilà l'ennemi que les conducteurs de l'esprit public désignaient à la foule. On les combattait au nom de la gloire et de la grandeur françaises. L'un des principaux organes qui préparaient la révolution s'appelait même le *National*. Où était là-dedans le bien de la nation, où était son intérêt ? Le jeune Thiers, complice aveugle d'un bonapartisme latent, chauffait le lit de cette restauration napoléonienne dont il devait plus tard, mais en vain, dénoncer les fautes et les erreurs. Comment la foule ne serait-elle pas excusable de s'être trompée quand des aristocrates, des écrivains, des philosophes, des historiens qui se croyaient des politiques profonds la menaient vers l'inconnu?

*
* *

Le 27 juillet 1830, à l'appel de la presse, la fusillade commença de retentir dans les rues de Paris. On dit que Thiers et Guizot, anxieux, un peu effrayés de l'aventure, doutaient du

succès. On raconte aussi, et l'anecdote réjouissait Sainte-Beuve, que Rouget de Lisle, arrivant chez des amis, leur dit d'une voix altérée : « Ça va mal, on chante la *Marseillaise.* » Cependant le peuple y allait franc jeu bon argent.

Enivré par l'odeur de la poudre, un jeune garçon, qui avait juste l'âge de la monarchie restaurée, avait décroché le fusil de son père. S'étant joint aux insurgés, il fit allègrement le coup de feu tout le long des trois jours. Lorsque Charles X fut tombé, le jeune Lebailly rentra à la maison paternelle. Toute sa vie, qui fut longue, il devait se souvenir avec fierté de son exploit. Chaque année, avec ses compagnons d'armes des « trois glorieuses », il se rendait en pélerinage à la colonne de Juillet. Et puis, le temps avait marché. L'un après l'autre, ses camarades avaient disparu. En 1908, bien vieux, bien cassé, le citoyen Lebailly se trouva seul à la Bastille, et un journaliste l'interrogea. Alors, il évoqua encore une fois ses souvenirs, le beau soleil où, sur les barricades, comme dans le tableau de Delacroix, la déesse de la Liberté lui était apparue, le drapeau tricolore à la main. Pareille à la fiancée du Cantique

des Cantiques, elle était pleine de délices. Elle était pleine de promesses et de désirs. A la vérité, la déesse n'avait apporté à Lebailly qu'une médaille commémorative et une place de cantonnier. A quatre-vingt-treize ans, il peinait toujours, car une vie de labeur ne l'avait pas enrichi, et il se penchait encore sur ces pavés dont il avait, à quinze ans, formé des barricades. Jamais il ne lui était venu à l'idée que, s'il s'était battu, c'était surtout pour Thiers et pour le duc de Broglie. Jamais non plus il n'avait pensé que, sans la Révolution de 1830, il n'y aurait pas eu celle de 1848 et que la France n'eût connu ni l'Empire, ni ses folles guerres, ni Sedan, ni le désastre. Alors, dans la France riche et puissante, à l'abri des invasions, telle qu'elle apparaissait en 1829 au voyageur anglais, peut-être, au lieu des journées de juin et de la Commune, au lieu des guerres civiles et des guerres étrangères, au lieu des fusillades pour les ouvriers, peut-être y eût-il eu aussi de l'aisance et du repos pour tous. Les cinq milliards payés à la Prusse en 1871, c'était assez pour donner des retraites aux travailleurs...

Il n'est pas sûr que cela eût été? Nous ne sommes sûrs que de ce qui est et de l'histoire des années écoulées. Dans l'enthousiasme de ses quinze ans, dans sa puberté révolutionnaire, le cantonnier de 1830 n'avait travaillé ni pour lui-même, ni pour les hommes de sa classe, ni pour ceux de son pays.

CHAPITRE III

SOUS LOUIS-PHILIPPE, LA FRANCE S'ENNUIE D'UNE LONGUE PAIX

> « Il est curieux de voir combien cette monarchie, créée par la bourgeoisie et par la finance, jette peu de perturbation dans les affaires commerciales. Le 24 juillet 1830, trois jours avant la révolution, la rente est à 105 fr. 15 ; le 22 août, trois jours après l'installation de la monarchie, elle est à 104 fr. 40. La monarchie de droit divin, en s'écroulant, a produit une baisse de 75 centimes. »
>
> *Histoire de la vie politique et privée de Louis-Philippe*, par ALEXANDRE DUMAS.

Les doctrinaires et la bourgeoisie n'eussent pas réussi le coup de Juillet sans le concours du peuple qui, d'ailleurs, ne voulait pas la même chose qu'eux. Ce malentendu initial condamnait d'avance la monarchie de Louis-Philippe.

Thiers, Guizot, Mignet et les autres beaux esprits de 1830 avaient fait un raisonnement naïf. Hantés par l'histoire d'Angleterre, ils avaient cru pouvoir recommencer la substitution dynastique de 1688 et, en fondant une monarchie nouvelle où le roi règnerait sans gouverner, assurer le triomphe des classes moyennes en même temps que celui des idées libérales et du régime parlementaire. Pure construction de l'esprit qui ne tenait aucun compte des réalités humaines. L'élévation politique de la bourgeoisie apparaissait sans doute aux bourgeois comme la consécration de toute l'histoire de France. Et ils ne doutaient pas que cette suprême justice ne dût aussi contenter les prolétaires, puisque l'accès du tiers état était libre, que le droit d'ascension était ouvert à tous, et qu'il suffisait, selon le mot fameux, de s'enrichir pour devenir électeur et participer au gouvernement. Jamais machine politique ne parut mieux conçue à ses auteurs. Et, puisqu'elle les comblait eux-mêmes, elle devait satisfaire tout le monde.

Le roi de cette monarchie n'aurait donc ni idée ni volonté ? Le peuple n'aurait ni senti-

ments, ni passions, ni besoins? Un régime fondé sur cette méconnaissance des hommes et sur cette double erreur avait peu d'avenir devant lui.

Une des plus grandes explosions de mysticisme que la France ait connues s'est préparée de 1830 à 1848. Au dedans, la classe dirigeante faisait naturellement, et sans même y songer, de la compression sociale. Quelques milliers d'électeurs, environ 245.000, trouvaient que tout était pour le mieux et que les institutions de la France étaient arrivées à la perfection. Puisqu'ils avaient le privilège de faire des députés, ils faisaient aussi les lois et il leur semblait conforme à la raison et à l'évolution de l'histoire que les lois fussent faites pour eux, que les droits de l'homme fussent ceux du propriétaire. Ainsi s'exaspéraient les désirs de justice et de bonheur immédiat dans la classe la plus nombreuse et la plus pauvre.

Cependant il n'a pas tenu à l'oligarchie parlementaire que la France ne courût au dehors les pires aventures. Sur ce point, la bourgeoisie libérale se retrouvait peuple et foule. La prévoyance et le sentiment de l'intérêt national

furent représentés par ce roi qu'on n'avait mis sur le trône qu'à la condition qu'il y resterait oisif. L'histoire de la Monarchie de juillet été celle d'une longue lutte de la royauté contre les entraînements du parti de la guerre. Avec courage et abnégation, Louis-Philippe, pour conserver une paix nécessaire, mettait en jeu la frêle couronne qu'il avait trouvée aux pieds des barricades. Il bravait les outrages d'une opposition belliqueuse pour épargner à la France des conflits qui eussent été désastreux, mais auxquels, au nom des principes et des souvenirs révolutionnaires, au nom de la liberté, de la propagande et de la gloire, les Français auraient couru tête baissée.

Dès les premiers jours de son règne, le sort de Louis-Philippe était écrit. Il avait dû se mettre à la tête de la « résistance » contre le parti du « mouvement » qui insistait pour la déclaration de la guerre aux tyrans, l'abolition des traités de 1815, la revanche de Waterloo par l'indépendance des peuples. S'il eût suivi cette impulsion, Louis-Philippe eût conquis la foule, autant que Louis-Napoléon devait la conquérir plus tard. Son fils, le duc d'Orléans,

jeune, ardent, inexpérimenté, souffrait de l'impopularité de son père. Il était animé aussi de cet esprit d'opposition et de contradiction, de ce désir de se distinguer et de faire « autre chose », que les héritiers présomptifs ont tous en commun. Il eût voulu que la politique extérieure de la monarchie renonçât à la prudence, qu'elle s'emparât des cœurs, en osant ce qu'un napoléonide eût osé. Il croyait que, pour consolider le trône, pour désarmer les républicains et les bonapartistes, il eût fallu tremper la monarchie par une grande guerre nationale, fût-elle « d'un contre quatre », comme celle que Louis-Philippe refusait d'entreprendre, en 1840, en dépit de Thiers et de l'opinion. Mieux valait, selon le duc d'Orléans, finir dans un glorieux désastre que dans le ruisseau de la rue Saint-Denis. Si le fils eût régné, il est probable qu'il eût profité des leçons de son père et que le roi des Français n'eût pas partagé les erreurs du duc d'Orléans. Mais le dilemme était posé. Aucun pouvoir ne serait durable en France, jusqu'à ce que les illusions révolutionnaires entretenues par l'évangile de Sainte-Hélène eussent montré leur néant. Ou bien il

fallait être renversé par l'émeute après dix-huit ans de résistance, comme le Bourbon de la branche cadette, après trois mois de conflits comme Lamartine. Ou bien il fallait, par les voies triomphales du plébiscite, exécuter le testament impérial et s'en aller, comme Napoléon III, périr à quelque Sedan.

*
* *

On s'est souvent demandé pourquoi, pendant le XIXe siècle, la France avait fait tant de révolutions, changé si souvent de régime, abattu ses gouvernements les uns après les autres. On a cherché les raisons de cette instabilité dans le caractère français, dans les incertitudes d'un peuple partagé entre des traditions contraires, hésitant entre la liberté et l'autorité. On n'a pas tenu compte de la passion essentielle qui le tourmentait. Depuis Waterloo, la France aspirait à un gouvernement qui lui apportât la revanche par la politique révolutionnaire et napoléonienne, par une rénovation violente de l'Europe, par un appel à la fraternité des peuples, associé à une action armée contre les

rois. On « buvait, buvait, buvait à l'indépendance du monde », qui ferait la grandeur de la nation française et qui lui rendrait ses frontières.

Au grand procès des républicains, en 1831, un jeune chef, Godefroy Cavaignac, avait apporté la profession de foi de ce messianisme. « La Révolution, disait-il, c'est notre patrie remplissant cette mission d'affranchissement qui lui a été remise par la Providence des peuples. » Les peuples que la croisade démocratique conduite par la France devait affranchir, ce n'étaient pas seulement les Polonais, les Italiens. C'étaient les Allemands, c'étaient les Hongrois. Ceux que nous avons connus, nous, dans la guerre de 1914, comme nos ennemis les plus cruels et comme les ennemis de l'Europe et du monde, ceux dont le xxe siècle aura condamné l'esprit d'orgueil et d'oppression, ils ont eu jadis les faveurs de notre libéralisme. Ce qui, au contraire, s'est trouvé du même côté que nous, dans la lutte contre l'empire allemand et dans le plus grand péril que la nation française, depuis des siècles, eût couru, la démocratie naissante l'a méconnu, haï, mal-

traité. Non moins que l'Angleterre, la Russie fut alors désignée comme l'ennemie de la France. Le tsar, « tyran, vampire », il fallait l'abattre pour que le monde pût respirer. Le tsar n'est tombé qu'en 1917. Mais, quelques mois plus tard, l'alliance franco-russe, en pleine guerre, est tombée aussi... Quant à l'alliance anglaise, avant de devenir une des ancres du monde, une des bases de notre politique, elle a été l'un des crimes, l'une des « hontes nationales » les plus violemment reprochées à Louis-Philippe par l'opposition. Casimir Périer disait déjà de cette alliance ce qu'on en a dit de nos jours. Puisque l'utilité en était méconnue avec passion ou niée avec mauvaise foi, il essayait d'en faire valoir le caractère libéral, de la justifier par la conformité des institutions et des idées politiques. « L'Europe, disait-il, apprendra ce que l'union de ces deux nations peut donner de garantie à la paix du monde et de gages à la vraie liberté. » Ainsi le ministre choisi, imposé par Louis-Philippe pour la « résistance », parlait le langage que la République, soixante-quinze ans plus tard, devait employer. Il esquissait déjà la ligue et le pro-

gramme des « puissances libérales ». Cependant l'Angleterre restait, pour les démocrates et pour l'opposition de gauche, l'ennemie de la France, l'ennemie héréditaire, parce qu'elle avait été l'ennemie de la Révolution et de l'Empire.

Cette alliance, la plus féconde que nous puissions contracter, la plus désirable pour la tranquillité de l'Europe, Mauguin, par exemple, n'hésitait pas à la traiter de « honteuse soumission ». Les mêmes hommes eussent d'ailleurs voulu engager la France dans une lutte inégale et inutile contre la Grande-Bretagne, la Russie, la Prusse et l'Autriche pour les beaux yeux d'un aventurier oriental, du conquérant Méhémet-Ali. Lorsque Louis-Philippe, en 1840, eut refusé de mettre la France aux prises avec cette formidable coalition pour la plus douteuse des causes, l'indignation contre sa « lâcheté » ne connut plus de bornes. Au Mont Saint-Michel, les républicains prisonniers, compagnons de Barbès et de Blanqui, « apprirent avec une douleur mêlée de rage l'humiliation de la France ». Les favoris de ces révolutionnaires, c'étaient les Hongrois, peuple alors

vénérable entre les peuples persécutés, en attendant qu'il devînt lui-même persécuteur. Par un ironique contre-sens, le libéralisme français faisait des vœux ignorants pour les aristocrates magyars, pour la *gentry* de Budapest, pour les grands-pères des Tisza, des Andrassy, des Apponyi qui devaient être flétris de nos jours comme les principaux complices des deux empereurs de Vienne et de Berlin, comme les instigateurs de la catastrophe et les auteurs de la grande guerre. Mais, sous Louis-Philippe, on n'avait pas encore découvert que la nationalité intéressante, la nationalité victime, en Autriche, c'étaient les Slaves. Au contraire, les Croates que la Hongrie, objet d'un amour aveugle, n'opprimait pas encore parce qu'elle-même n'avait pas conquis son indépendance, les Croates étaient voués à l'exécration des peuples libres. En vers et en prose, les Croates, ou Yougo-Slaves, ont été maudits comme les instruments du despotisme et comme les sbires des Habsbourg. Ils partageaient cette damnation avec les Cosaques, tortionnaires à la solde du tsar. De nos jours, les Cosaques ont retrouvé leur heure. Il appartenait à la guerre et à la révolution russe de

les réhabiliter. La France a fait des vœux pour leur ataman Kornilof. Elle a compté sur leurs sotnias pour en finir avec les soviets... Que l'ironie de ces souvenirs nous enseigne à ne pas disperser nos sympathies au hasard. Qu'elle nous apprenne que le plus intéressant de tous les peuples, pour la France, c'est d'abord le peuple français.

Par sa politique extérieure qui était sage, qui refusait de sacrifier la sécurité et l'avenir du pays à des rancunes ou à des engouements également funestes, Louis-Philippe s'est discrédité. La paix sauvegardée par lui à grand peine, l'invasion et les tueries évitées ont hâté sa chute au lieu de lui valoir la reconnaissance du pays. On l'accusait de manquer du sens de l'honneur national. Son seul tort a été de voir trop clairement ce que les Français d'alors ne voyaient pas.

La Restauration avait encore pu faire une politique active par les expéditions brillantes, bien réussies, peu coûteuses, d'Espagne, de Grèce et d'Algérie. Elle avait donné satisfaction au besoin de mouvement et de gloire militaire que la France ressentait. La monarchie de

juillet, à ses débuts, s'était montrée, elle aussi, entreprenante. Elle avait prouvé que le nouveau régime n'admettait pas que la France fût traitée en quantité négligeable. L'expédition d'Ancône, le siège d'Anvers apprirent à l'Europe qu'elle devait toujours compter avec le peuple français. Mais ces expériences mêmes, ces espèces de sondages, enseignèrent à Louis-Philippe qu'il fallait agir avec prudence. La matière européenne se transformait à vue d'œil. Le rapport des forces changeait. La Révolution de 1830, la réapparition du drapeau tricolore n'avait pas seulement mécontenté et remué les puissances en leur faisant craindre un réveil de l'activité révolutionnaire, une reprise des guerres de propagande. Les peuples aussi étaient méfiants, l'Allemagne surtout, dont le nationalisme, latent depuis sa grande éruption de 1813, s'entretenait et s'exaltait par la prédication de ses lettrés, de ses professeurs, de ses philosophes.

Au milieu des États qui grandissent, des peuples qui s'éveillent et qui s'agitent, la France, à partir de 1830, se trouve dans une situation qui annonce déjà celle où elle s'est

rouvée de nos jours. La France ne domine plus par sa population ni par ses forces. Elle n'a plus la pleine liberté de ses mouvements, et une politique inconsidérée peut l'exposer à chaque instant à des risques graves. C'est pourquoi, après avoir contribué à la libération de la Belgique, Louis-Philippe refusa d'écouter les partis qui le poussaient à l'annexion et préféra la solution de la barrière belge, pour laquelle nous ne saurions aujourd'hui lui avoir assez de reconnaissance. Plus il allait d'ailleurs, plus il était frappé des changements de l'Europe. En 1840, au moment où menaçait une guerre inégale, évitée grâce à sa fermeté et à son coup d'œil, il avait pu observer le frémissement de l'Allemagne. Le patriotisme germanique, qui avait éclaté à cette occasion, reste marqué dans notre littérature par la réponse célèbre de Musset au *Rhin allemand* de Becker. Par-dessus les frontières et les gouvernements, déjà les nations se lançaient des défis. Louis-Philippe, averti du péril qui se formait au delà du Rhin, entrevit le choc de peuple à peuple, les guerres géantes qui s'apprêtaient. Dès lors, son principe fut d'éviter les incendies

dans une Europe où les nationalismes naissants accumulaient les substances inflammables. D'ailleurs, il ne se contenta pas de rester immobile, d'observer le *quieta non movere*. Il chercha à prévenir pour guérir. De là son entente avec Metternich et l'Autriche pour arrêter les aspirations unitaires en Allemagne comme en Italie. Cette suprême précaution lui fut fatale et le parti du « mouvement », c'est-à-dire de l'imprudence, ne le lui pardonna pas.

Ainsi la question de la réforme électorale ne fut que l'occasion et le prétexte de la Révolution de 1848. Moins clairvoyant au dedans qu'au dehors, Louis-Philippe avait répété la faute de Charles X. Un malheureux préjugé l'obstinait dans ce régime censitaire qui faisait du parlement et du pouvoir le monopole d'une bourgeoisie disputeuse et frondeuse, d'un « pays légal » qui n'avait pas même foi dans le régime qu'il avait fondé. Le remède, c'eût été un appel hardi au suffrage universel, le suffrage stabilisateur, ratificateur et conservateur par excellence, au point d'être routinier, et qui eût donné au règne de Louis-Philippe

l'appui des masses rurales. On n'y pensa pas, pas plus que la médecine d'alors ne songeait à l'antisepsie.

Cependant, grâce à la paix prolongée, la France, de jour en jour, devenait plus forte et plus riche. Elle achevait de guérir les plaies de l'Empire. Les circonstances aidant, après une période de circonspection et de sagesse, elle devait pouvoir, sans risques et à peu de frais, reprendre son rang en Europe, effacer dans les traités de 1815 ce que la défaite y avait inscrit de diminutions pour nous. Mais l'irréflexion, l'inquiétude des esprits, ne se prêtaient pas à cette politique d'attente qui eût voulu le concours du temps. « La France s'ennuie », disait Lamartine. Et bientôt il allait annoncer « la révolution du mépris ». Cette monarchie était méprisée parce qu'elle avait horreur des aventures, parce qu'elle lésinait surtout avec le sang français. Et la France s'ennuyait parce qu'il lui manquait l'émotion des batailles, fût-ce au risque d'une nouvelle invasion, et parce qu'elle se faisait aussi des illusions sur les dispositions des peuples à notre égard. L'Evangile de Sainte-Hélène avait con-

quis les âmes et déjà l'on peut dire que l'idée napoléonienne avait ramené l'Empire.

Cette idée avait pénétré les esprits au point que le gouvernement se croyait obligé de compter avec elle. Il lui faisait des concessions, au moins des concessions de forme, et qu'il estimait inoffensives, comme s'il y avait jamais rien d'inoffensif dans la genèse et dans la préparation des grands mouvements politiques. L'hommage officiel rendu en 1840 à la mémoire de l'Empereur eut un retentissement immense. Par une inconséquence étonnante, mais digne de sa grande imagination ouverte aux souffles de l'époque, Lamartine avait annoncé que le « retour des cendres » ranimerait des émotions dangereuses et propagerait des ondes qu'aucun pouvoir n'arrêterait plus. Mais l'évocation de la gloire, même stérile et coûteuse, l'exaltation de la grandeur, même sans durée, n'était-ce pas ce que voulait l' « ennui » de la France que lui-même avait senti et proclamé ? Lamartine prononça un discours célèbre pour mettre la monarchie de juillet en garde contre l'évocation imprudente de l'ombre impériale. Discours prophétique. Il fallait le coup d'aile

d'un poète pour devancer le temps et entrevoir la restauration de l'Empire au bout de ce cortège qui conduirait les restes de Napoléon à la chapelle des Invalides. Alors, pour la première et pour la seule fois de sa vie, Lamartine défendit la politique de Louis-Philippe contre les belliqueux du parlement et de la presse, contre les démocrates avides de révolutionner le monde, contre le parti dont Thiers était le chef et qu'Emile Ollivier, si dur aux autres, n'a pas mal appelé « le parti de la fanfaronnade ». Mais la politique de la paix n'était pas populaire. Et Lamartine devait l'éprouver à son tour en 1848.

Cependant ses avertissements avaient été inutiles. Le retour des cendres fut l'apothéose du romantisme napoléonien. Et tandis que Paris était remué dans ses entrailles par ces évocations, un jeune homme était enfermé à la prison de Ham pour avoir conspiré deux fois contre la sûreté de l'État. A Strasbourg, puis à Boulogne, le neveu de l'empereur avait essayé de soulever la garnison, et les personnes raisonnables s'accordaient à trouver ces manifestations ridicules. La première fois, il avait même

été grâcié. C'était pourtant pour lui qu'on travaillait en portant à travers Paris la dépouille de son oncle, tandis que la littérature, la poésie, l'éloquence rivalisaient pour frapper l'imagination des Français. « La foule était là, comme devant un autel où le dieu serait visible », écrivait Victor Hugo dans ses *Choses vues* en quittant la Chapelle des Invalides. Tout le jour, le poète s'était promené à travers Paris. Près de lui, des hommes du peuple passaient et chantaient : « Vive mon grand Napoléon ! Vive mon vieux Napoléon ! » Lui-même, lyriquement, traduisait ces acclamations naïves. Il était un des poètes du culte napoléonien. Encore quelques années, et cette religion se traduirait en bulletins de vote, ces bulletins de vote en désastres...

*
* *

Il a été longtemps de mode de railler Metternich et son style dont les quatre images préférées étaient la peste, le volcan, le cancer et le déluge. Metternich ne cessait de répéter que les idées libérales répandraient sur l'Eu-

rope autant de maux qu'il en était sorti de la boîte de Pandore. Les libéraux allemands lui paraissaient les plus dangereux de tous et il avait raison, car c'étaient déjà des pangermanistes. L'homme de la Sainte-Alliance ne se trompait pas, et ce que nous avons vu à la fin a terriblement justifié ses prophéties et dépassé ses métaphores. L'histoire doit le réhabiliter aujourd'hui, car il fut presque seul de son temps à comprendre et à surveiller les progrès de la Prusse. Il fut presque seul aussi à dénoncer le principe des nationalités comme une erreur qui devait coûter cher au vieux monde en supprimant les barrières et les garanties qui retenaient encore les passions des peuples et les ambitions des États. La Confédération germanique, dont le statut avait été établi en 1815, était pour l'Europe une garantie contre le péril allemand. La Prusse était maintenue dans un rang secondaire, l'Allemagne restait divisée et l'Autriche était chargée de la surveillance du système.

La France n'était pas la moins intéressée au respect des règles sur lesquelles reposait la Confédération germanique, puisque c'était essen-

tiellement contre l'unité allemande, dirigée par la Prusse, que ces précautions avaient été prises. Mais, à Paris, parmi les orateurs, les écrivains, les hommes politiques, guides de l'opinion, amers censeurs du pouvoir, chefs de la démocratie du lendemain, qui donc se souciait du péril allemand ? Guizot, venu, sous l'influence du roi, à une juste appréciation des choses, n'était pas compris, il était presque conspué lorsqu'il disait, un an juste avant la Révolution de février : « Nous sommes frappés du grand parti que la Prusse peut désormais tirer, en Allemagne, des deux idées qu'elle tend peu à peu à s'approprier : l'unité germanique et l'esprit libéral. » Thiers, par esprit d'opposition, soutenait alors la thèse contraire de celle qu'il devait défendre avec éclat, mais trop tard, contre le second Empire. Il était alors pour l'unité italienne, pour l'unité allemande, pour le droit des peuples. Il reprochait à Guizot de méconnaître « l'état du monde ». Il voulait que la France prît la tête de la cause révolutionnaire en Europe, qu'elle servît partout l'idée des nationalités. « Je voudrais, disait-il, que la France fût représentée les yeux sur un

livre, livre qui contînt les droits de l'humanité, et la main appuyée sur une épée où on lirait, gravés sur la lame : Zurich, Austerlitz, Friedland. » Et Thiers s'est étonné du coup d'État ! Il s'est plaint de Napoléon III et de l'Empire !...

A ce moment, du reste, l'Angleterre libérale tombait dans la même erreur. Partout, en Europe, Palmerston soutenait les nationalités. Il se flattait de posséder la clef des révolutions, et il en attendait de la puissance et de la grandeur pour l'Angleterre qui aurait dirigé le mouvement. Mais la vraie révolution du XIXe siècle, ce devait être celle qui ferait de l'Allemagne une seule nation, ambitieuse et pleine de vitalité comme tous les êtres qui prennent leur essor. Pas plus en Angleterre qu'en France on ne se doutait des maux que contenait le germe de l'unité allemande. Le patriotisme germanique apparaissait comme loyal et désintéressé, une grande nation germanique comme utile et comme indispensable à une rénovation libérale de l'Europe. Ces patriotes allemands n'étaient-ils pas, d'ailleurs, presque tous des libéraux ? N'était-ce pas ces

philosophes, ces historiens vénérés, dont les idées régnaient sur le monde ? Que l'on était loin d'imaginer que, de ces Universités du Rhin ou du Hanovre, sanctuaires de la pensée, sortiraient un jour des intellectuels pleins de rage ? Tout était au culte de cette « grande Allemagne » dont Lamartine saluait « les nobles fils ». Il était facile de contrarier la politique de Metternich, facile de tourner en ridicule ses images. Mais il a fallu la guerre de 1914 pour savoir ce que sa peste, son volcan, son cancer, son déluge représentaient d'affreuses réalités.

La Prusse jugeait que les traités de 1815 l'avaient dupée en lui retirant les fruits de la victoire. Ils lui refusaient, en effet, la place qu'elle revendiquait, à la tête de l'Allemagne. Son rôle dans le mouvement national de 1813, et Blücher à Waterloo, l'avaient désignée au patriotisme allemand, déjà réveillé par le premier des héros germaniques qui eût reparu depuis les temps modernes : Frédéric II. L'avenir de la Prusse, c'était l'unité allemande, objet d'aspirations vagues, et qui ne prendrait forme qu'autour d'une solide organisation politique.

Tel était justement l'État prussien. La Sainte-Alliance avait été assez prévoyante pour fermer cette voie aux Hohenzollern : ils tentèrent de l'ouvrir sans éveiller l'attention.

Pendant des années, on a parlé du *Zollverein* comme on parle aujourd'hui du *Mitteleuropa*. C'était un mot qui, à force de circuler, n'offrait plus rien de réel aux imaginations. Le bourgeois français lisait parfois, dans le *Constitutionnel*, qu'une nouvelle principauté allemande avait adhéré à l'union douanière présidée par la Prusse. Ni son esprit ni son journal n'en tiraient aucune conclusion. On était à mille lieues d'entrevoir les menaces portées par ces signes avant-coureurs de l'unité politique de l'Allemagne.

L'année 1833 fut pleine de sourires pour Thiers, ministre d'un cabinet du « juste milieu » et candidat heureux à l'Académie. Ces fortunes détournèrent sans doute son attention des affaires d'Allemagne, car il ne semble pas avoir attaché d'importance au fait que, cette année-là, les trois royaumes du sud, Bavière, Wurtemberg et Saxe, se joignirent au *Zollverein* prussien. Encore trente-trois ans, encore une

génération d'hommes s'étant écoulée, des fautes irréparables ayant été commises, Thiers devait prononcer des discours d'avertissement qui sont restés justement célèbres. Il devait y prédire tous les maux qu'entraînerait l'oubli de nos anciennes maximes. Il devait montrer avec une éclatante raison que l'équilibre européen reposait essentiellement sur le système de 1648, restauré en 1815, c'est-à-dire sur le principe d'une Allemagne composée d'États indépendants, n'ayant au plus entre eux qu'un lien fédératif que la garantie des puissances empêchait d'aller jusqu'à l'unité. La prophétie de Thiers, annonçant les catastrophes qu'une Allemagne unie et dominée par la Prusse vaudrait à la France et au monde, est une date de notre histoire. Combien cette prophétie eût été plus frappante et plus efficace si elle eût été moins tardive, si Thiers l'eût faite dès le moment où, sous le couvert d'arrangements économiques, la Prusse jetait les bases de l'Empire allemand !

L'autrichien Metternich fut malheureusement à peu près seul à comprendre ce que signifiait l'entrée dans l'union douanière prussienne des plus importants parmi les États allemands du

Sud. Il annonçait avec la dernière précision les effets politiques que produirait cette présidence financière de la Prusse sur les royaumes, principautés, duchés et villes libres d'Allemagne. Metternich disait dans un rapport à l'empereur François : « Une série d'États, indépendants jusqu'ici, accepte, vis-à-vis d'un voisin qui leur est supérieur en puissance, dans une branche extrêmement importante des contributions publiques, l'obligation de se conformer à ses lois, de se soumettre à ses mesures administratives, et à son contrôle. L'égalité des droits des confédérés cesse désormais, pour faire place à des rapports entre patrons et clients, entre protecteur et protégés... On verra peu à peu, sous l'active direction de la Prusse et grâce aux intérêts communs qui se formeront nécessairement, les États qui composent l'union se fondre en un corps plus ou moins compact. »

Voilà ce qui devait être, en effet, et ce qu'aurait pu empêcher une surveillance active de la France et de l'Autriche sur les agissements de la Prusse. Pour avoir, vers la fin de son règne, tenté cette politique avec Guizot, Louis-Philippe accrut son impopularité. Il se perdit, comme

Louis XVI, par l'alliance autrichienne, qui était l'alliance anti-prussienne. En même temps que contre les Bourbons de la branche cadette, la Révolution de 1848 se fit contre Metternich qui avait prévu la grande Prusse et l'Empire allemand, et qui aurait voulu épargner au monde ces fléaux. Telle fut la clairvoyance de la démocratie.

Dans un livre satirique sur l'Allemagne qu'il avait écrit à Paris, Henri Heine s'était moqué d'un grand nombre de ses compatriotes et il avait traité légèrement ce grave sujet : l'exaltation de l'orgueil national par la propagande des écrivains et des professeurs. Il s'était diverti aux frais des romantiques allemands qu'il se plaisait à présenter au public parisien sous des apparences bouffonnes. Dans sa galerie comique, on voyait Joseph Goerres qui, à Munich, devant quelques séminaristes, restaurait en discours le Saint-Empire romain de nation germanique. Les plaisanteries de Henri Heine étaient goûtées de nos grands-pères. Nous leur trouvons beaucoup moins de sel. De nos jours, nous avons vu le comte Hertling, président de la « Société Goerres », venir de Munich pour

être chancelier de Guillaume II. Le maniaque de moyen âge, le visionnaire pangermaniste qüe raillait Henri Heine, il eût convenu de le prendre au sérieux. Goerres, père spirituel des Hertling de notre temps, n'avait pas seulement annoncé l'avenir : sa parole l'avait préparé.

En 1848, cette vaste prédication avait déjà mûri l'idée de l'unité dans les esprits allemands. Mais la démocratie française voulait la liberté et la justice. Elle les voulait pour tous les peuples, comme elle les voulait pour elle-même. Et n'était-il pas « juste » que l'Allemagne, à son tour, fût libre et puissante, qu'elle ne formât, comme la France, qu'une seule nation ?

CHAPITRE IV

LA JUSTICE FAIT FAILLITE A L'INTÉRIEUR (1848).

> L'idéal qu'avait rêvé ma jeunesse,
> Le ciel où montaient mes espoirs perdus,
> Ce n'était pas l'art, l'amour, la richesse,
> C'était la justice, et je n'y crois plus.
>
> Louis Ménard.

> La justice est le ciel où les cœurs endoloris se retrouvent.
>
> Proudhon.

Au mois de février 1848, le cœur de la France éclata. Tout ce que le peuple rêvait depuis 1815 partit d'un seul coup dans une effusion extraordinaire. Un tumulte aussi vaste et aussi soudain de sentiments et d'idées n'a eu d'équivalent à aucune époque. Ce fut la crise religieuse de la démocratie.

Lorsqu'après l'abdication et le départ de Louis-Philippe la foule pénétra aux Tuileries, on vit, au milieu de quelques scènes d'orgie banale, les spectacles les plus étranges. Dans l'oratoire de la reine, un jeune polytechnicien, sans doute un adepte du christianisme républicain de Buchez, saisit le crucifix en s'écriant : « Voici notre maître à tous. » Et suivi d'un grand nombre d'insurgés, il porta processionnellement la croix jusqu'à l'église prochaine. Au même moment, des orateurs populaires se succédaient sur les degrés du trône royal. L'un d'eux fit l'éloge de Louis-Napoléon Bonaparte. Bientôt, le meuble symbolique lui-même fut enlevé, jeté par une fenêtre : il devait, quelques instants plus tard, brûler sur la place de la Bastille, au pied de la colonne de Juillet. Flaubert, dans l'*Education Sentimentale*, a peint cette scène : « Alors, dit-il, une joie frénétique éclata, comme si, à la place du trône, un avenir de bonheur illimité avait paru. »

Ce bonheur, c'était celui de l'humanité, tel que l'imaginaient depuis trente ans les réformateurs dont la pensée agitait confusément les masses. Saint-Simon, Fourier, Cabet n'avaient

pas en vain soulevé les problèmes du travail, de la richesse, de la justice sociale. Par eux la formule de « l'organisation du travail » avait pris une valeur magique. Il avaient répondu aux désirs d'un prolétariat accru par le développement industriel, privé de protection et de sécurité par les principes de la liberté économique. Le besoin que la classe ouvrière ressentait et exprimait avec force, c'était celui d'une protection. Les Droits de l'homme, qu'était-ce, en fin de compte, sinon la fameuse liberté de mourir de faim ? Il fallait les compléter ou les corriger par le droit au travail. Dès le 25 février, sur l'injonction d'une délégation de travailleurs, le gouvernement provisoire avait reconnu par décret ce droit nouveau. Plus tard, on lui a reproché sa faiblesse. On y a vu la cause première de la faillite si prompte à laquelle la deuxième République allait glisser. Mais était-il possible d'échapper à la logique d'une pareille révolution ? Que ce fût le 25 février ou le 23 juin, le conflit devait surgir. L'espérance d'une refonte totale de la société était si forte qu'on eût couru le même risque à la décevoir à n'importe quel moment.

Les ouvriers avaient juré de mettre trois mois de misère au service de la République. Trois mois pour réaliser la justice en ce monde.! A quel point leur idéalisme était naïf et généreux, il suffit pour en juger de se souvenir qu'ils accordèrent un dernier délai. Ils souffriraient un mois de misère encore. Le 23 juin, l'expérience était finie et la déception consommée.

Lamartine, si souvent prophétique, avait vu le péril. Il savait que la promesse du gouvernement était redoutable, mais plus redoutable encore l'état d'esprit des prolétaires. Ce qu'ils voulaient, ce n'était pas une amélioration de leur sort, des réformes, un peu de sécurité et de bien-être. C'était la justice entière, immédiate, universelle, la justice non seulement pour eux mais pour les autres, la justice au dedans et au dehors, la justice entre les classes et parmi les nations. Au lendemain de la journée où il avait convaincu le peuple de Paris de renoncer au drapeau rouge, Lamartine avait eu à repousser un nouvel assaut, bien plus grave. Cette fois, on voulait l'obliger à réaliser sur le champ l'organisation du travail. Un

groupe d'ouvriers, dont le chef portait le nom impératif de Marche, avait envahi la salle du gouvernement provisoire. Frappant le parquet de la crosse de son fusil, Marche, d'un geste de tribun, montra la place de Grève, où la foule à ce moment poussait une clameur, et il adressa aux chefs de la démocratie ces paroles merveilleuses : « Citoyens, depuis vingt-quatre heures la révolution est faite, le peuple attend encore les résultats. Il m'envoie vous dire qu'il ne souffrira plus de délai. »

Lamartine essaya de convaincre ces croyants exaltés que le progrès était lent et se ferait par étapes. Dans un dialogue nerveux, tenu sous le coup de l'émeute, il esquissa, par une de ces étonnantes inspirations dont il était coutumier, un programme social de réformes prudentes, modérées, progressives, aux paliers très espacés, celui-là même que la troisième République se donnerait plus tard pour tâche de remplir. Mais lorsque Lamartine parla des institutions fraternelles que la République devait successivement organiser pour relever la condition du prolétaire, il lut sur les visages le mot que Louis Blanc lui-même devait en-

tendre un jour : « Tu es donc un traître, toi aussi ? »

C'était tout de suite qu'il fallait la justice. Le droit, il le fallait tout entier. Mais ces Français idéalistes ne revendiquaient pas la justice et le droit pour eux seuls. Il y avait au loin des nations qui souffraient, des nations victimes de l'iniquité. Il y avait l'Italie, la Hongrie, la Pologne. Et puis, un peu partout dans les pays germaniques, à Vienne, à Berlin, à Munich, à Dresde, avaient surgi des révolutions annonciatrices d'une libération du monde. Enfin luisait le jour que le peuple français avait tant attendu. Ce qu'il avait rêvé, chanté, prophétisé s'accomplissait. La vision qui avait soutenu les longues heures de l'atelier, qui avait animé les combattants des barricades, on la touchait de la main. Rien n'était plus impossible. Tout le passé, toutes les oppressions rentraient dans l'ombre. Les hommes de mauvaise volonté suffiraient-ils à empêcher cet avènement du ciel sur la terre ?

La foi de ces révolutionnaires était si contagieuse que peu d'esprits y échappaient. Les proclamations des candidats, aux élections

d'avril, montrèrent des industriels, des médecins qui revendiquaient le titre d'« ouvriers » tandis que les propriétaires s'excusaient humblement de n'avoir pas fait des questions sociales l'étude de toute leur vie. M. de Falloux se disait républicain par nature. M. de Ségur d'Aguesseau voulait satisfaire aux nécessités de la démocratie triomphante. M. de Montalembert se vantait d'avoir toujours reconnu le droit divin des nationalités et la légitimité du peuple. Pendant deux mois le clergé bénit des arbres de la liberté. On ne devait plus revoir qu'avec les premiers jours de la révolution russe une pareille unanimité d'enthousiasme et d'adhésion.

Pourtant les jours passaient sans que rien d'essentiel fût changé à la physionomie du monde. On sentait que l'heure des grandes espérances allait s'envoler et la réalité retomber sur la terre. L'assemblée s'était réunie et, quand elle se fut comptée, elle s'aperçut qu'elle représentait une autre France que celle à qui s'étaient adressées ses professions de foi. C'était la France du suffrage universel, avec son composé constant, sa moyenne de réalisme

et d'idéalisme. C'étaient des traditions, des intérêts, la vie des campagnes apportant la contre-partie du romantisme révolutionnaire. C'était la petite propriété, la bourgeoisie modeste, cherchant, non moins que le prolétariat, son expression politique. Cette masse avait en elle-même une puissance régulatrice. Déjà elle tendait à un régime matériel de satisfaction moyenne des habitudes et des besoins et montrait l'horreur des bouleversements. La justice qu'elle voudrait serait peut-être une justice fiscale, administrative, une distribution bureaucratique des avantages et des biens où chacun aurait son tour, bref la conception de la cagnotte appliquée à la nation et de la tontine appliquée à l'État. D'instinct, le peuple de Paris eut horreur de cette vaste médiocrité. Il sentit que sa justice à lui, qui était absolue et sans limites, était en danger. Alors, saisi d'une sorte d'impatience (les trois mois de misère pour lesquels il avait fait crédit étaient presque écoulés), il parut tumultuairement devant l'assemblée elle-même, l'assemblée du suffrage universel, pour obtenir que la justice fût.

La journée du 15 mai annonçait la rupture

du prolétariat et de la République bourgeoise. Elle entendit le grand cri d'une foule idéaliste et affamée de justice. Justice au dehors, justice au dedans, justice pour tous. Et même justice d'abord pour les nations malheureuses. Les manifestants qui envahissaient l'assemblée criaient : « Vive la Pologne » avant de crier : « Vive l'organisation du travail ! » Lorsque Blanqui prit la parole, la cause qu'il défendit la première fut celle des Polonais. « Le peuple, s'écria-t-il, exige que l'Assemblée nationale décrète, sans désemparer, que la France ne mettra l'épée au fourreau que lorsque l'ancienne Pologne tout entière sera reconstituée. » Cela dit, il voulut passer aux revendications des ouvriers français. Sobrier l'interrompit avec violence. « Il ne s'agit pas de cela. La Pologne ! la Pologne ! Parle de la Pologne ! »

Ainsi l'assemblée était sommée de jeter la France dans une grande guerre européenne pour délivrer la Pologne. Sous cette impression, elle vota son ordre du jour conciliateur du 24 mai : « Pacte fraternel avec l'Allemagne, reconstitution de la Pologne indépendante, affranchissement de l'Italie ». C'était la recon-

naissance solennelle du principe des nationalités, son adoption par la démocratie. Reconnaissance et adoption platoniques. Déjà il était certain que l'assemblée, ratifiant, comme Lamartine lui-même, la politique extérieure de Louis-Philippe, ne ferait pas la guerre. La révolution était une partie perdue pour la Pologne, différée seulement pour l'Italie et pour l'Allemagne. Mais l'autre face de la justice ? Mais l'organisation du travail ? Quelques jours encore, et la faillite en serait déclarée par la fermeture des ateliers nationaux.

L'orage qui grossissait dans le cœur des prolétaires était sur le point d'éclater lorsque, dans les heures lourdes qui précédèrent l'insurrection de juin, une voix s'éleva tout à coup. Elle parlait un langage où la France reconnut ses aspirations et ses désirs obscurs, où elle entendit enfin la formule que la République n'avait pas su trouver. « Mon nom est un symbole d'ordre, de nationalité, de gloire », disait Louis-Napoléon Bonaparte avec hauteur dans sa lettre d'adieu à l'assemblée. Sur leur Aventin de la montagne Sainte-Geneviève et du faubourg Saint-Antoine, les prolétaires

grondants, déjà séparés du reste de la France, négligèrent ces paroles. Elles émurent le pays qui y reconnut l'accent napoléonien. L'ordre, c'était le besoin d'un peuple de petits propriétaires à qui la démocratie sociale n'apparaissait encore que sous les aspects effrayants du communisme partageur. La nationalité, la gloire, c'étaient les mots qui flattaient ses passions et ses illusions. Il fallait en finir avec les ennemis de la société qui avaient fait le rêve insensé de renverser les bases du capital et de la propriété. Mais, conservatrice du code, la France restait toujours aventureuse et idéaliste au dehors. Dès ce moment, elle était acquise à l'exécuteur testamentaire du programme de Sainte-Hélène, qui avait si bien compris, touché et ravivé ses sentiments.

Le sombre épisode des journées de juin a été le grand drame de la classe ouvrière. Aujourd'hui nous en jugeons mieux le caractère: il fut terrible parce que c'était une crise morale qui se résolvait dans un prolétariat encore naïf. Les révoltés n'avaient pas de plan. Aucun nom de chef n'est resté de cette insurrection sanglante devant laquelle l'armée elle-même

se sentit un moment découragée. On y vit sans doute des scènes ignobles, de lâches assassinats. Mais, chez le plus grand nombre, ce qui agissait, c'était l'espérance déçue, c'était la foi trompée. On retrouve, aux débuts des journées de juin, les restes du mysticisme de février. Pareil au polytechnicien qui avait élevé au-dessus de la foule le crucifix de la reine, Pajol, l'orateur de l'insurrection, comparait le peuple au Christ outragé, flagellé, couronné d'épines. Les journées de juin furent la guerre sacrée des faubourgs.

L'insurrection fut écrasée. Les bourgeois de la garde nationale s'y battirent avec une fureur héroïque contre le monstre du communisme, pour la propriété et pour l'héritage. Mais, de cette lutte inexpiable, la classe ouvrière vaincue sortit démoralisée pour longtemps. Lorsque le général Cavaignac et l'assemblée organisèrent sur la place de la Concorde une cérémonie d'expiation et de réconciliation à la mémoire de toutes les victimes, les emblèmes républicains apparurent comme une dérision. « On y lisait partout la devise *Liberté*, *Égalité*, *Fraternité* », dit Daniel Stern. « Mais elle ne

faisait plus naître d'autre sentiment que celui d'une amère ironie.» De ce jour, des croyances furent tuées, des cœurs flétris. Des hommes qui n'avaient vécu que pour la justice portèrent un deuil. Le charme de février était rompu.

*
* *

Il ne subsistait qu'une part de l'idéal révolutionnaire. Celle-là, l'expérience ne l'avait pas encore touchée. Elle restait toujours séduisante et riche de promesses parce qu'elle n'avait pas été mise à l'épreuve. Le rêve de justice sociale que la France avait fait au mois de février 1848 s'était terminé par une affreuse guerre civile. Le rêve de justice internationale ne s'était pas encore heurté aux réalités. Qui pensait alors qu'il allait engendrer des guerres sanglantes et se terminer par un choc des peuples tel qu'on n'en avait jamais vu ?

Aux premiers mois de 1848, l'avenir de la démocratie européenne paraissait si pur et si certain qu'il ne trouvait pas de sceptiques. Au milieu des délégations de toute sorte qui affluaient au Gouvernement provisoire, il n'était

pas de jour qu'il ne se présentât une députation de démocrates allemands, italiens, hongrois, polonais ou espagnols. Est-ce que des États-Unis d'Europe, une Société des nations n'allaient pas naître de ces contacts et de ces sympathies ? A travers tout le continent, la Russie exceptée, la formule démocratique se répandait avec une force qui semblait invincible. Tous les peuples secouaient leurs chaînes. Les dynasties réactionnaires capitulaient ou bien elles étaient renversées. Metternich et les Habsbourg étaient chassés de Vienne. La Hongrie, objet des prédilections libérales, proclamait son affranchissement. L'Allemagne allait avoir son Parlement et Berlin s'était soulevé. A Paris, on ne séparait pas le roi de Prusse de son peuple. Le libéralisme français, fidèle à la tradition du XVIII[e] siècle, n'avait alors aucun doute sur les Hohenzollern et continuait à croire, comme disait Lamartine, à leur « esprit éclairé » et à leur « cœur populaire ». Une grande Allemagne, dévouée aux idées libérales sous les auspices de la Prusse, allait rendre facile et paisible le règlement de tous les problèmes européens...

C'est ainsi que Lamartine voyait l'avenir. C'est à la faveur de ces illusions qu'il traçait le programme de politique extérieure de la deuxième République. Sur les apparences qui s'offraient alors à ses yeux, Lamartine raisonnait peut-être avec justesse. Mais il raisonnait sur des apparences, et le fond des choses lui échappait. Il voyait sans doute que, dans ces mouvements populaires qui se propageaient un peu partout, le libéralisme et le nationalisme étaient mélangés. Il n'apercevait pas que tous deux ne pourraient pas coexister bien longtemps, que l'un finirait par manger l'autre, et que, le nationalisme étant le plus fort, c'était lui qui l'emporterait et qui déterminerait les formes politiques des peuples nouvellement unis ou libérés. Mais si grande était la confiance de Lamartine dans l'avenir et dans la vertu de la démocratie, qu'il voyait déjà l'Allemagne elle-même rendant à la Pologne son indépendance par un grand mouvement généreux. Aux Polonais qui réclamaient l'intervention de la France, il montrait la « nouvelle fédération germanique » prête à « émanciper les faibles », et il déclarait « traître à la liberté

du monde » celui qui voudrait attaquer l'Allemagne et la troubler dans cette sublime gestation.

Avant d'être la ville où serait signée la plus brutale des paix, Francfort avait été pendant quelques mois la ville sainte du libéralisme allemand, vénérée par le libéralisme européen. Le Parlement de Francfort se réunissait presque en même temps que l'Assemblée nationale. Dans cette rencontre, Lamartine voyait un heureux augure et l'image de l'avenir. Il disait dans son rapport du 8 mai sur les relations extérieures :

« L'idée d'un parlement constituant, en per-
« manence au cœur de l'Allemagne, surgit au
« contact de nos idées... La liberté de plus en
« plus démocratique de l'Allemagne prendra
« nécessairement son appui sur une puissance
« démocratique aussi, sans autre ambition que
« l'alliance des principes et la sûreté des ter-
« ritoires : c'est nommer la France. Les bases
« de ce Parlement, délibérées à Francfort à la
« fin de mars, présagent les destinées nouvelles
« de l'Allemagne... Ainsi, de toutes parts, de-
« puis la proclamation de la République, sous

« des formes variées et analogues au génie des « peuples, l'indépendance, la liberté, la dé- « mocratie s'organisent sur le type français. »

Il n'y avait, en effet, aucune raison de douter du libéralisme très authentique que professaient les députés allemands réunis à Francfort. Mais l'erreur était de croire qu'ils songeraient avant tout à s'organiser en démocratie sur le type français. L'erreur était de ramener la France et l'Allemagne au même dénominateur. La France était une. L'Allemagne avait à faire son unité. Les patriotes allemands étaient libéraux, quelques-uns même républicains : le particularisme consacré par les traités de 1815 était l'obstacle qui se dressait sur la route de l'unité allemande, et, pour abattre le particularisme, il fallait passer sur le corps des vingt et quelques dynasties qui se partageaient l'Allemagne. En d'autres termes, il fallait une vaste révolution, un mouvement général éclatant et réussissant simultanément à Berlin, à Munich, à Dresde et à Vienne même. Car l'unité que voulaient les libéraux de Francfort était bien plus étendue que celle que devait réaliser Bismarck. Ils revendiquaient tous les

pays de langue germanique avec leurs dépendances historiques ou politiques. Ils rêvaient, ces démocrates, ce qu'a rêvé Guillaume II : la reconstitution du Saint-Empire. Ils n'ont pas été les précurseurs du pangermanisme ; ils ont été le pangermanisme lui-même. S'ils ne demandaient pas l'Alsace, ils y pensaient au fond de leur cœur. Mais déjà ils voulaient mettre la main sur le Sleswig-Holstein, et la guerre des Duchés, la spoliation du Danemark ont été inspirées à Francfort. Le principe des nationalités, le droit naturel, la liberté des races : le « teutonisme » comme on l'appelait alors, les revendiquait aussi, mais il s'en armait contre le petit peuple danois. Le Parlement francfortois poussa la Prusse à s'emparer du Sleswig. Et quand les puissances intervinrent, reconnaissant, sous les principes libéraux, le droit du plus fort, ce fut un long cri de déception et de rage chez les députés allemands. A partir de ce jour, le libéralisme germanique fut virtuellement acquis à la force, et la force, c'était la Prusse.

Déjà prussien au point d'offrir à Frédéric Guillaume une couronne impériale élective, le

Parlement de Francfort avait indiqué les grandes lignes de la politique que les Hohenzollern allaient suivre vis-à-vis de l'Autriche. Ou bien l'Autriche devait entrer dans l'Allemagne nouvelle comme une égale entre des égaux, ou bien, si elle prétendait à des privilèges, à une suprématie, elle serait expulsée de la Confédération : de même que la guerre de 1864 contre le Danemark, la guerre de 1866 a été inspirée, suggérée à Bismarck par les libéraux de Francfort. Mais, tout en voulant briser la puissance de l'Autriche hostile à l'unité allemande, les pangermanistes de 1848 comptaient bien la faire rentrer un jour, humiliée et affaiblie, dans le futur État allemand. La conception du *Mitteleuropa* était aussi nette dans leur esprit qu'elle l'est aujourd'hui dans celui de Frédéric Naumann. Mais ce n'étaient pas seulement les vieilles provinces de langue allemande qu'ils voulaient réunir. C'étaient aussi les dépendances de la maison de Habsbourg, c'était la Vénétie et la Lombardie. Lorsque Radetzky partit à la rencontre de Charles-Albert pour écraser l'indépendance italienne, le Parlement de Francfort fit pour lui des vœux solennels.

Quoique, vingt ans plus tard, l'unité allemande et l'unité italienne dussent s'accomplir ensemble et en se prêtant un appui réciproque, l'Allemagne se considérait déjà comme l'héritière de l'Autriche. Elle était prête à prendre sa place partout, jusqu'en Italie.

Il ne manquait au libéralisme allemand qu'une chose pour exécuter ce programme, mais c'était une chose essentielle : il lui manquait de s'appuyer sur un État robuste. Il ne tarda pas à reconnaître que l'idée d'une politique à la fois nationale et républicaine, en Allemagne comme en France, se heurtait aux réalités de la politique et de la vie. Pour prendre forme, pour aboutir, le rêve allemand devait, comme le rêve français, trouver un ouvrier et recourir aux éternels moyens de la force et de la guerre. Les principes libéraux ne suffiraient pas à rénover le monde.

Il semblait que le peuple français et le peuple allemand voulussent alors les mêmes choses parce que l'abolition des traités de 1815 était également dans leurs vœux. Mais l'Allemagne y voyait avant tout ce qui la gênait pour former son unité et devenir une seule et grande

nation. La France y voyait, avec la mutilation de ses frontières, l'oppression et la tyrannie pesant sur les peuples. L'Allemagne était égoïste tandis que la France ne séparait pas sa cause de celle d'autrui. L'Allemagne voulait travailler pour elle seule, et la France était désintéressée. La guerre de 1870 était en germe dans ce désaccord. Pour ne pas avoir compris que le libéralisme allemand était à base de nationalisme, la politique française allait favoriser ou laisser faire l'unité allemande, jusqu'au jour où l'on comprendrait, — trop tard, — que cette unité ne pouvait se faire que contre nous.

L'année 1848 apporta la même déception des deux côtés du Rhin et laissa le même regret. Ce qu'on avait espéré de part et d'autre ne s'était pas accompli : le Parlement de Francfort s'était dissous sans avoir unifié l'Allemagne, — la deuxième République n'avait pas osé prendre l'initiative redoutable de déclarer une grande guerre pour affranchir le monde. La France et l'Allemagne seraient dès lors acquises aux chefs qui leur promettraient de réaliser leur rêve. Napoléon et Bismarck n'avaient qu'à venir : ils seraient acclamés et suivis.

Mais Napoléon devait venir d'abord, car c'était à la France qu'il appartenait d'ouvrir la brèche par laquelle Bismarck passerait. Sans elle, qui, par deux guerres successives, allait ébranler l'Europe et mettre la masse allemande en mouvement, l'unité germanique restait prisonnière aux limbes de Francfort.

*
* *

Pour ressusciter le régime napoléonien, pour permettre au peuple français de déléguer à un Napoléon ses espérances, il fallait qu'une condition, une seule fut remplie. Il dépendait de l'assemblée constituante de décider du caractère à donner au pouvoir exécutif. Par un entraînement fatal, cette assemblée, qui se méfiait de Louis-Napoléon Bonaparte, adopta la mesure qu'il fallait pour lui ouvrir l'accès du pouvoir : elle opta pour le plébiscite. C'était son suicide : ses méfiances mêmes le préparèrent. Conservatrice, au fond, elle redoutait d'être soupçonnée de nourrir des projets de restauration monarchique. Pour éviter un roi, elle laissa faire un empereur. Lamartine lui-même,

par une ambition ou une rancune indignes de son grand cœur, par fatalisme surtout peut-être, oublia ce qu'il avait annoncé huit ans plus tôt, quand il montrait, avant le retour des cendres, le danger de réveiller les souvenirs de l'Empereur. Son discours, qui entraîna l'adoption du plébiscite, proclamait la faillite de la République, « beau rêve » qu'avaient fait la France et le genre humain. Pour réaliser ce qu'il restait de ce rêve, il fallait s'abandonner au courant qui, depuis 1815, n'avait cessé de grandir. La semence jetée du rocher de Sainte-Hélène allait germer. Prévoyant lui-même que les Français éliraient un Bonaparte et redoutant ce choix, Lamartine s'écriait « N'importe ! le sort en est jeté ». Tout abdiquait. Comme Charles X, comme Louis-Philippe, la République s'effaçait devant quelque chose de plus fort qu'elle, devant la Révolution personnifiée.

Le 10 décembre, cinq millions et demi de voix votèrent pour le neveu de celui qui avait été « l'Orphée et l'Hercule de la Révolution française ». Louis-Napoléon n'était plus le ridicule conspirateur de Strasbourg et de Bou-

logne, le prisonnier de Ham, le député qui, à la tribune de l'assemblée, avait surpris par son « accent étranger ». La démocratie reconnaissait en lui ses aspirations. Il n'est pas vrai que l'élection du 10 décembre ait été une élection réactionnaire. Les conservateurs, en général, avaient voté pour le général Cavaignac, le vainqueur des journées de juin, tandis que quelques-uns des départements qui, en avril, avaient donné le plus de voix aux socialistes, — on peut citer celui de Saône-et-Loire, — assurèrent aussi la majorité de leurs suffrages à Louis-Napoléon. Non, non, c'est bien par un acte de leur volonté et de leur libre arbitre que les Français sont revenus à la formule napoléonienne, parce que cette formule, telle que le premier empereur l'avait conçue, était celle qui répondait aux souvenirs et aux espérances du peuple. L'ordre, la gloire, les nationalités, c'étaient les trois couleurs auxquelles se ralliait la masse et qui faisaient l'union. L'ordre, toujours cher dans un pays de petits propriétaires et d'épargnants. La gloire, précieuse à une nation patriote mais qui se trompait sur les conditions dans lesquelles se trouvait la

France en Europe et qui négligeait sa sécurité comme une chose secondaire et allant de soi. Les nationalités, enfin, part de la générosité et de l'illusion : la France brûlait de faire le bonheur des autres, certaine qu'elle travaillerait en même temps pour le sien.

Encore quelques mois et Louis-Napoléon, appuyé sur ce triple programme, serait le maître absolu. Confiance au-dedans, promesses pour le dehors : il possédait, il apportait tout. Jamais pouvoir ne s'est établi sur plus de consentement. Nul n'a eu non plus des bases plus fragiles. Comme le preneur de rats de la légende qui avait conduit la foule ravie droit à la rivière, Napoléon III, aux applaudissements de la France, allait la mener au désastre et il y mènerait le monde avec elle.

Ce ne devait pas être, pourtant, sans que la fortune offrît des occasions de retenir l'Europe sur la pente. Ces occasions allaient être négligées par une suite de fautes qui eurent ceci de tragique que personne, sur le moment, ne les aperçut.

CHAPITRE V

L'OCCASION DE DÉTRUIRE LE MILITARISME PRUSSIEN EST MANQUÉE

To heirs unknown descends the unguarded store.

POPE.

Un matin du mois de novembre 1850, M. de Beust, ministre des Affaires Étrangères du royaume de Saxe, reçut la visite de son médecin qui observa un épanchement de bile. « C'est bien possible » dit Beust. Et il ajouta : « Je suis comme un joueur qui aurait dix-huit à point et qui verrait son partenaire renoncer à la partie ».

Il venait, en effet, de se passer ceci. Les États secondaires d'Allemagne, unis à l'Autriche, étaient entrés en conflit avec la Prusse dont les ambitions commençaient à se découvrir. La

Prusse visait à prendre la tête du mouvement unitaire allemand. Elle y était encouragée par le vote du Parlement de Francfort. Frédéric-Guillaume avait dédaigné la « couronne de boue » que lui avait offerte une assemblée impuissante. Il n'en était pas moins le candidat désigné, et le plan qui devait être exécuté un jour par Bismarck s'ébauchait. Il s'agissait d'écarter l'Autriche des affaires allemandes, puis, cela fait, cette rivale supprimée, d' « avaler » royaumes, duchés et villes libres. Les petites cours, un moment inattentives au péril, s'étaient ressaisies à temps et, remises d'aplomb depuis l'échec des libéraux unitaires de Francfort, elles s'étaient groupées autour de l'Autriche. La Prusse, qui s'était lancée dans cette aventure avec des forces insuffisantes, risquait de la payer cher. L'entrée des troupes fédérales à Berlin était assurée et l'Europe, sans s'en douter, allait passer à côté de son salut, puisque les Allemands eux-mêmes se chargeaient d'écraser dans l'œuf le « militarisme prussien ».

Cependant le roi de Prusse, effrayé, prenait les devants. Il s'humiliait à Olmütz. Mais,

comme l'Autriche restait exigeante, posait des conditions telles que la Prusse allait se voir contrainte d'accepter un combat qui eût certainement mal tourné pour elle, l'empereur de Russie intervenait. Il obligeait les deux camps à accepter une médiation impérieuse, en sorte que Frédéric-Guillaume s'en tirait à bon marché, encore que l'humiliation fût cuisante. Quant à l'Autriche et aux Cours moyennes, elles étaient frustrées et jouées. Elles voyaient s'échapper une espérance qu'elles avaient tenue à portée de la main. Seize ans plus tard, le même conflit devait éclater, mais, cette fois, dans des circonstances favorables à la Prusse encore servie par le tsar, qui, au lieu d'intervenir, s'abstiendrait comme la France elle-même, en sorte que la lutte se terminerait par la défaite de l'Autriche à Sadowa et l'abdication des États du Sud. Beust, dernier représentant de la politique particulariste, pressentait ces suites funestes. Et voilà ce qui donnait un épanchement de bile au ministre de Saxe et lui faisait dire qu'il avait perdu la partie avec « dix-huit à point ».

Aujourd'hui qu'il est trop tard, que le mal

est fait et que les conséquences en ont éclaté avec fureur, on voit les Alliés épier les moindres signes de division du monde germanique. Si l'Allemagne du Sud allait se lasser, l'Autriche s'affranchir ?... *Sero medicina paratur.* Le remède est venu trop tard. Qui plus est, on a destiné à l'Allemagne adulte le remède qui eût convenu à sa gourme. A deux reprises, au milieu du siècle dernier, l'histoire a offert aux nations l'occasion d'en finir avec la Prusse, de s'épargner à elles-mêmes le fléau qui les frappe aujourd'hui : autant d'occasions perdues. Contre la Prusse, les États allemands, en 1850, ne demandaient même pas à être aidés : ils demandaient à l'Europe de les laisser faire. Loin de recevoir un signe d'encouragement, leur action aura été arrêtée. Ils étaient prêts quand nous ne l'étions pas. Comment s'étonner qu'ils ne le soient plus quand nous le sommes ? Depuis, les choses ont marché.

Cette année 1850 partage l'histoire comme elle partage le siècle. L'abstention des puissances qui tenaient entre leurs mains le sort de l'Allemagne a décidé de l'avenir. La Russie avait sauvé la Prusse. La France l'avait ména-

gée. L'Angleterre avait fermé les yeux : somnambule réveillée seulement en 1914, elle devait être la dernière à comprendre le péril allemand. L'autocratie russe, le césarisme démocratique français, le parlementarisme britannique, pour des raisons diverses, ont été également insensibles à leur bien et à leur mal.

Le moscovite surtout n'avait rien vu et rien compris. Il restait grossièrement fidèle à la lettre de la Sainte-Alliance et le subtil Metternich n'était plus là pour lui en faire entendre l'esprit. Nicolas Ier combattait la révolution à tort et à travers. La Russie ayant été, des grands Etats continentaux, le seul épargné par les convulsions de 1848, disposait d'une supériorité de force indiscutable. Nicolas Ier, jusqu'à la guerre de Crimée, pouvait tout en Europe. Mais la politique russe restait asiatique. L'empereur ne concevait qu'une chose : la lutte contre les idées révolutionnaires. Indistinctement, il étouffait la révolution hongroise pour sauver les Habsbourg, puis il venait sauver le roi de Prusse, ennemi de ces mêmes Habsbourg. Il lui manquait d'être éclairé sur les finesses.

Sa force bien employée aurait pu être infiniment bienfaisante. Elle n'était pas dangereuse, contrairement à ce qu'on a longtemps pensé. Car, avant bien d'autres signes, la guerre de Crimée n'allait pas tarder à prouver que le colosse russe avait des pieds d'argile.

Obscurément, comme un géant naïf, Nicolas Ier se rendait compte que, pour faire une politique de conservation intelligente, il lui manquait quelque chose : les conseils et l'appui de la France. « Personne ne bougera et ne pourra rien en Europe tant que la Russie et la France seront unies et se donneront la main », disait-il, précisément au moment d'Olmütz. Il ne voulait pas de l'unité allemande, « ce rêve de professeurs » comme il disait avec dédain. Alors, de toute évidence, rien n'eût été plus facile à une alliance franco-russe que d'empêcher une grande Allemagne de naître. Mais cette alliance, la démocratie française n'en voulait pas. Elle l'avait en horreur au temps où la France et la Russie alliées eussent été toutes puissantes et en mesure d'épargner des maux affreux aux races futures. L'alliance franco-russe ne s'est nouée que quand le mal

a été fait et pour résister au péril allemand. Là encore, la médecine est venue trop tard. Après avoir rejeté l'alliance du tsarisme quand il était robuste, la démocratie française, pressée par le péril, s'est liée à sa destinée au moment où il devenait chancelant...

*
* *

La brève période qui sépare du coup d'État l'élection de Louis-Napoléon à la présidence est généralement négligée. Elle est peut-être plus ignorée encore que le reste de notre histoire au XIXe siècle. Quoique obscure, elle a été décisive. Déjà, c'était la politique extérieure et le programme des nationalités qui avaient contribué pour une large part à l'élection du 10 décembre. Ce fut encore ce qui décida de la chute de l'assemblée et de la proclamation de l'Empire.

Les hommes qui, dans l'Assemblée nouvelle élue le 18 mai 1849, s'occupaient de politique étrangère, étaient, en général, comme le personnel diplomatique lui-même, encore pénétrés de l'esprit et de la méthode de Louis-Philippe.

Ils eussent voulu que la République fit au dehors une politique mesurée et prudente. Le prince-président avait un programme à accomplir, celui que représentait « le nom de Napoléon ». Ce programme c'était les aventures, c'était la révolution européenne, le grand ébranlement avec tous ses dangers. Les conservateurs de l'Assemblée le sentaient bien ; ils ne le disaient pas ou ils le disaient mal. C'est que, pour le dire, il eût fallu réhabiliter les deux monarchies qui s'étaient succédé depuis 1815. Et cela, on ne l'osait pas. Il eût fallu aussi remonter le courant de l'opinion publique. Et cela, c'était ce qu'un corps élu pouvait faire moins que personne. Car il y avait ceci d'extraordinaire dans la situation : les millions de voix qui avaient plébiscité Louis-Napoléon, le 10 décembre, n'avaient su de quel côté se porter le 18 mai suivant, et elles s'étaient partagées entre des radicaux et des conservateurs, selon qu'elles croyaient mieux entrer dans les idées du prince-président. Ces pauvres Français ! Ils l'aimaient tant, alors, leur napoléonide ! Ils avaient en lui une telle confiance ! Et comme il n'y avait guère encore

de candidat ouvertement bonapartiste, ils votaient soit pour la partie face, soit pour la partie pile du programme, soit pour l'ordre à l'intérieur, soit pour les agitations à l'extérieur, sûrs seulement d'une chose, c'est que les modérés de l'école de Lamartine ou de Cavaignac ne plaisaient pas à l'Élysée, et ils ne voulaient que ce que voulait leur héros.

Au début, le président avait compté avec l'assemblée. Dans les affaires de Rome, il avait accepté le point de vue conservateur afin de ne pas s'aliéner à l'intérieur les catholiques. Mais, au fond du cœur, n'était-il pas avec ces manifestants et ces émeutiers de la place du Château-d'Eau qui réclamaient la République romaine, aurore de l'unité italienne? Louis-Napoléon s'enhardit par ce mouvement de la rue parisienne qui répondait à ses propres pensées. Il obtint que la France secourût les Hongrois, alors si chers aux libéraux français, après avoir déclaré que « la peau de Kossuth valait au besoin la guerre ». Pour Kossuth, pour la Hongrie, que n'eût-on pas fait ! Bientôt, un démocrate, Jules Favre, vint provoquer le prince-président à la tribune en lui rappelant

son passé et la part qu'il avait prise, dix-huit ans plus tôt, à la Révolution romaine. Les cris du Château-d'Eau, le discours de Jules Favre, ce fut comme le réveil de Charles VI dans la forêt au son de l'armure frappée par la lance. Ces voix républicaines rappelèrent au prince sa vocation. Elles lui montrèrent sur quels appuis il pouvait compter. Dès lors, il exposa toujours plus franchement son programme pour prendre bientôt en mains la politique extérieure tout entière.

Mais quelle politique extérieure ! Le prince-résident parlait ouvertement d'abolir les traités de 1815 par le moyen d'une alliance franco-anglo-prussienne. Il confiait ses desseins à l'ambassadeur de Prusse lui-même. Admirable projet : pour agrandir la France, on agrandirait la Prusse. On lui confierait le soin de diriger l'Allemagne. Le vieux préjugé libéral favorable à la Prusse inspirait Louis-Napoléon. La France et la Prusse n'étaient-elles pas deux sœurs ? « N'avaient-elles pas toutes deux même culture, même idéal de libéralisme éclairé, même intérêt à émanciper et à unir les nations et les races ? » Ces paroles textuelles,

le président les prononçait en juin 1850. Au même moment, Palmerston déclarait sur le ton d'un oracle, « qu'une union allemande sous la direction de la Prusse serait un excellent arrangement européen ». Un excellent arrangement européen ! Et Palmerston a passé pour le plus fort des hommes d'État parmi ceux de son pays et de son temps ! Le libéral-radical anglais et l'élu de la démocratie française s'étaient nourris au même lait des mêmes illusions et des mêmes erreurs.

Lorsque le conflit austro-prussien de 1850 éclata, le prince-président était donc tout disposé à donner le coup de pouce qui eût précipité le mouvement et livré l'Allemagne à la Prusse. Au lieu de commencer par l'unité italienne, la révolution de l'Europe eût commencé par l'unité allemande. C'était, en tout cas, le contraire de la manœuvre à faire. Mais si Louis-Napoléon eût eu alors une liberté de mouvement suffisante pour intervenir, c'est au secours de la Prusse qu'il fût allé. Par Persigny, son homme de confiance à Berlin, il faisait dire à Frédéric-Guillaume son regret de ne pouvoir contracter l'alliance qui était dans ses

vœux. L'assemblée, les ministres s'y opposaient. Du moins promettait-il son concours à la Prusse « si, victime de la liberté, elle était menacée par les cours du Nord ». La Prusse, victime de la liberté : tout, dans cette histoire, est ironie. Mais, les cours du Nord, c'était avant tout la Russie. Nicolas I[er] n'avait pas besoin de la France pour sauver le Hohenzollern et pour le tirer du mauvais pas où il s'était mis. L'Empereur russe croyait avoir tout gagné en intervenant comme arbitre et en rétablissant l'Allemagne dans le *statu quo*. Il lui avait manqué un bon conseil, des amis capables de l'éclairer et de lui montrer que, s'il voulait éviter l'unité allemande, l'occasion était bonne, inespérée, qu'elle ne se représenterait peut-être plus. A qui devait revenir ce rôle d'avertisseur et de précepteur, sinon à la France, aînée de la Russie et qui, depuis plus longtemps qu'elle, avait l'expérience du péril allemand ? Au lieu de cela la France avait mobilisé 40.000 hommes, s'apprêtant au besoin à venir en aide à la Prusse « victime de la liberté ».

Dans l'assemblée, les anciens ministres de la monarchie, comme Thiers, brûlant un peu

tard ce qu'ils avaient adoré, s'opposaient à la politique d'aventures qui était celle de l'Élysée, mais ils s'y opposaient mollement et sans éclat. Ils ne dénonçaient pas assez haut le péril, peut-être parce qu'ils sentaient que le vent ne soufflait pas dans leurs voiles mais dans celles du président. En effet, le prince en appelait de l'assemblée à la démocratie. Il la faisait juge et c'est à lui que la démocratie donnait raison. Comme Louis-Philippe, comme Lamartine, l'assemblée allait succomber pour avoir été trop pacifique et trop sage. C'était entendu : le vœu public lui-même poussait à la dictature l'homme qui, au nom de la gloire et des nationalités, au nom de l'émancipation des races et des principes de la Révolution, venait de mobiliser une armée française pour sauver la Prusse et permettre aux héritiers de Frédéric de jeter un jour sur la France des millions d'Allemands unis sous le même drapeau.

CHAPITRE VI

DE LA BARRICADE DE BAUDIN A LA GUERRE CONTRE LE TSARISME

> Louis-Philippe avait cru qu'il suffisait de respecter cette forme du droit qu'on nomme la légalté pour conserver son trône et son pouvoir. Il y a deux mois, au contraire, qu'est-ce qui s'est passé ?... Il est vrai que Louis-Napoléon n'a pas observé la Constitution. Et cependant qui donc s'est levé pour défendre Constitution, la Presse, l'Assemblée ?... Quant à la France, loyalement interrogée, elle a répondu par sept millions cinq cent mille suffrages que Louis-Napoléon, en faisant tout cela, avait bien fait. »
>
> *Histoire complète et authentique de Louis-Napoléon Bonaparte, depuis sa naissance jusqu'à ce jour*, par MM. Gallix et Guy, 1852.

J'ai si souvent entendu raconter le coup d'État et la mort de Baudin, que je vois la scène du vieux faubourg comme si j'y avais été. Mon père, enfant, était alors à l'institution Fontaine,

d'où les élèves étaient conduits au lycée Charlemagne. Le 3 décembre 1851, en sortant du lycée pour rentrer à la pension, les collégiens virent des barricades dans la rue Saint-Antoine. Mon père et un camarade ne voulurent pas manquer un si beau spectacle. Quittant les rangs à l'insu du maître d'étude, ils se promenèrent en curieux à travers le faubourg. Ils passèrent près de la poignée de députés qui, Schœlcher en tête, protestaient vainement contre le césarisme et les prétoriens, et qui crurent leur dernière heure venue lorsque la troupe chargea à la baïonnette : mais les voltigeurs, débonnaires dispersèrent les représentants du peuple sans leur faire de mal.

Quelques instants plus tard, les deux collégiens qui faisaient cette école buissonnière historique aperçurent un homme ceint d'une écharpe tricolore qui parlait et gesticulait du haut d'une barricade. A ce moment, un coup de feu retentit, puis la fusillade éclata tandis que l'homme tombait. Les deux garçons, effrayés, prirent leurs jambes à leur cou sans demander leur reste. Plus tard seulement, ils surent qu'ils avaient vu Baudin consommer un

sacrifice inutile et montrer au faubourg insultant et sceptique comment on meurt pour vingt-cinq francs par jour.

Lorsque les collégiens, le cœur battant, rentrèrent à la pension Fontaine, mon grand-père était là et il attendait avec sévérité. A la nouvelle des événements, craignant l'insurrection du quartier Saint-Antoine, dont la réputation, depuis juin, restait terrible, il était venu à Paris chercher son fils. Il commença par une réprimande et un soufflet au jeune amateur de barricades. Puis, comme c'était un homme qui ne perdait pas ses minutes, avant de reprendre le chemin de la maison, il passa chez l'agent de change, et il donna l'ordre d'acheter des actions de chemins de fer. Depuis le matin, le succès du coup d'État ne faisait plus de doute. Le prince-président inspirait confiance à la bourgeoisie. L'Empire rassurait contre le socialisme et il était une promesse de prospérité.

Tandis que les bourgeois achetaient des actions de chemins de fer, les ouvriers restaient ironiques ou indifférents. Beaucoup étaient plus séduits qu'ils ne voulaient se l'avouer à eux-mêmes par la légende napoléo-

nienne. La plupart avaient les journées de juin sur le cœur. « Que les fusilleurs bourgeois et le fusilleur Bonaparte s'arrangent », disaient les ouvriers du faubourg. Et ils jouaient au billard tandis que Baudin tombait. Plus tard, la génération républicaine surgie de l'Empire a donné au coup d'État une autre couleur. Presque tous, nous avons trouvé, dans la bibliothèque paternelle, l'*Histoire d'un crime* et les récits plus prosaïques de Ténot. A lire ces relations des journées de décembre, on s'aperçoit qu'à Paris, comme en province, la résistance avait été débile. La masse du public ne la soutint pas. Morny, qui avait bien préparé son affaire, avait étudié de près les Révolutions de 1830 et de 1848. Il s'était rendu compte des négligences et des maladresses des gouvernements déchus et il avait fait en sorte de ne pas les recommencer. Son opération fut habilement conduite. Mais ce qui en servit le mieux le succès, ce fut que, cette fois, le sentiment général était du même côté que le chef de l'État et le ministre de l'Intérieur. En faveur de qui Paris se serait-il insurgé ? Pour une assemblée impopulaire ? Quelques hommes

hardis ayant attaqué l'escorte qui conduisait une voiturée de députés à Vincennes, ce furent ces parlementaires eux-mêmes, des conservateurs peu héroïques, qui refusèrent d'être délivrés. On les laissa aller à leur prison avec un dégoût mêlé de raillerie. Les jours suivants, les curieux vinrent voir et narguer les députés en cage. Quand l'heure de la promenade les faisait apparaître sur la plate-forme du vieux donjon, les quolibets de la foule montaient jusqu'à eux. C'était l'état d'esprit de Brumaire, lorsque les habitants de Saint-Cloud étaient allés, au milieu des rires, ramasser les écharpes et les chapeaux à plume semés à travers bois par les Cinq-Cents fuyant devant les grenadiers de Bonaparte. Mon père, mon oncle répétaient souvent ce rapprochement que leur père avait fait devant eux au moment de décembre, ce qui ne les empêcha pas, à l'âge d'homme, d'être républicains.

Les premières années du second Empire furent d'une facilité extraordinaire. On n'en pouvait pas douter, la France possédait le régime de ses vœux et de son choix. Il y avait longtemps qu'on n'avait vu aussi peu de dissi-

dence. Des plébiscites triomphaux venaient affirmer que les Français avaient bien le gouvernement qu'ils avaient voulu. L'Empire excellait dans l'art d'obtenir les bulletins de vote et l'activité de ses préfets n'aurait pas suffi à expliquer un assentiment aussi général. C'est un fait que le second Empire a été, de tous les gouvernements de la France au XIX[e] siècle, le mieux accueilli et le moins discuté. Il faudra attendre 1858 pour voir apparaître cinq opposants, les « cinq » fameux, au Corps législatif. Il est vrai qu'en 1871 il n'y aura plus que trois bonapartistes à l'Assemblée nationale pour protester contre la déchéance de l'Empire. Mais qui donc, après Sedan, se souvenait de l'approbation presque unanime de décembre ? Alors Louis-Napoléon avait contenté tout le monde. Il avait rendu à la foule le suffrage universel que les parlementaires avaient imprudemment mutilé. Il avait rassuré les propriétaires et les rentiers. Il avait capté les conservateurs, dont il avait mesuré, quand ils possédaient à l'Assemblée une majorité dont ils avaient été incapables de rien faire, la force au point de vue social et la débilité au point

de vue politique. La France conservatrice était à prendre : Napoléon III la mit dans sa poche. Après quelques jours d'emprisonnement, il relâcha les députés de la droite. Plus tard, il en nomma quelques-uns sénateurs.

S'il fut plus sévère avec les montagnards et les purs du parti démocratique, il avait pourtant, contre les républicains, une arme plus forte que les commissions militaires, les déportations et l'exil. Il avait la popularité de son nom. Il avait les idées napoléoniennes. Dans son exil, Victor Hugo n'a jamais compris cela. Il n'a pas vu que le jour où la minorité montagnarde avait blâmé l'assemblée pour la « faiblesse » de sa politique européenne, — le même reproche qui avait fini par être mortel à la monarchie de juillet, — l'Empire était inévitable. Quant à Napoléon III, il avait admirablement pénétré la pensée testamentaire de son oncle. Pour effacer les traités de 1815, pour accomplir la politique des nationalités, pour assurer la gloire et la grandeur de la France et la liberté des peuples, pour établir la justice dans le monde, pour satisfaire enfin les illusions et les désirs du peuple français, contra-

riés depuis trente-cinq ans par la monarchie légitime, la monarchie orléaniste et la République parlementaire des conservateurs, il n'y avait qu'un nom, le nom napoléonien, il n'y avait plus qu'un régime à essayer, c'était l'Empire. Comme il avait vu juste, l'Empereur déchu, de son rocher ! L'Empire se reconstituait à l'aide des forces qu'il avait mises en mouvement et des sentiments qu'il avait calculés. Le testament de Sainte-Hélène valait un trône, joyeusement accordé, par sept millions de suffrages, à l'aventurier de Strasbourg et de Boulogne. Mais ce trône, il ne l'eût pas obtenu s'il eût joué un rôle, s'il n'eût pas été sincère. Ce n'est pas seulement parce qu'il représentait les idées et les sentiments de sa génération, c'est parce qu'il les partageait, que Napoléon III a eu cette fortune merveilleuse.

Les dix premières années de son règne furent un enchantement. Depuis longtemps la France n'avait eu un gouvernement avec qui elle se fût sentie en intimité plus complète. On pouvait bien lui passer de confisquer les libertés civiques et de baîllonner la presse bien plus sévèrement que Polignac et Charles X, puis-

qu'enfin, l'expérience l'avait montré, il n'y avait plus que la dictature pour faire la politique extérieure que voulait la nation.

Cependant, pour engager cette politique, il fallait une occasion et un prétexte. Napoléon III ne pouvait, de but en blanc, bouleverser l'Europe. « L'Empire, c'est la paix », avait été une de ses premières paroles. Il fallait rassurer les puissances. Et puis, la paix est un si grand bien que tout gouvernement la promet, doit la promettre et jure qu'il n'est fait que pour la conserver. Tenir la promesse est autre chose. Si Napoléon III y eût été fidèle, son règne eût pris la tournure de celui de Louis-Philippe, et, au lieu de finir à Sedan, il eût fini, lui aussi, selon le mot du duc d'Orléans, dans le ruisseau de la rue Saint-Denis. Ses deux premières guerres, celle de Crimée et celle d'Italie, consolidèrent l'Empire, non pas seulement parce qu'elles furent heureuses, mais parce qu'elles étaient conformes l'une et l'autre au programme de la démocratie.

Il eût été pourtant facile au nouveau régime impérial d'éviter les aventures et de marcher dans les mêmes voies paisibles que les deux

monarchies antérieures et la république conservatrice, si facile qu'un « rêveur couronné » comme Napoléon III lui-même parut d'abord pencher vers la prudence. Pour changer la carte de l'Europe, il fallait qu'une condition première fût remplie. Il fallait que l'Empereur Nicolas, qui, depuis 1848, était l'arbitre du monde européen et qui représentait le principe de conservation, fût mis hors de cause. Jamais la Russie n'avait été aussi forte. Seule de toutes les puissances continentales, elle avait échappé aux révolutions. C'est pourquoi elle avait pu intervenir partout, en Hongrie, en Prusse, en Autriche. S'entendre avec elle à ce moment-là, c'était pour la France s'assurer une tranquillité durable. Même en 1829, l'alliance avec la Russie n'avait pas été plus digne d'être désirée. Jamais elle ne devait plus l'être au même point. Cela était si évident, la raison parlait si haut, que Napoléon III fut tenté. Mais les circonstances et le mauvais génie de la démocratie, de l'élection et de la popularité en décidèrent autrement. C'est lorsque l'Empire russe était puissant que le peuple français lui aura fait la guerre et la lui aura faite d'enthousiasme,

avant de le prendre pour allié, d'enthousiasme encore, au moment où il entrait en décadence et où il approchait de la décomposition.

Cinq mois avant le coup d'État, attaquant Louis-Napoléon à la tribune de l'Assemblée, Victor Hugo, parmi ses accusations, avait relevé les bonnes relations que le prince-président entretenait alors avec l'empereur de Russie. Hugo était certain que ce grief porterait sur l'opinion libérale. Il savait qu'il touchait un point sensible. « Que dirait le grand Napoléon, s'écriait-il, si, revenant sur cette terre, il voyait son glorieux et belliqueux empire soutenu par des hommes qui se tournent vers le Nord et qui collent l'oreille contre terre pour écouter s'ils n'entendent pas venir enfin le canon russe ? » Provocation détestable ! Ce qui n'avait pas eu d'effet sur Louis-Philippe devait avoir une influence décisive sur Napoléon, souverain, mais candidat, soumis au plébiscite, et par conséquent attentif à l'opinion de la foule. De ce côté-là, il y avait danger pour lui à se compromettre avec le tsar, le « tyran », le « vampire » du romantisme révolutionnaire. Une occasion favorable ne tarda pas à lui être fournie d'en-

trer en lutte avec le champion de la réaction européenne, aux applaudissements de sept millions d'électeurs.

En 1850, la Russie avait commis l'énorme faute de ne pas en finir avec la Prusse et le militarisme prussien, qu'elle tenait à sa discrétion. En 1854, l'Angleterre commit une faute différente mais non moins lourde, car elle devait avoir pour conséquence de lancer l'Europe sur la voie funeste au bout de laquelle se trouveraient une Prusse victorieuse et une Allemagne unie. C'est l'Angleterre qui porte la responsabilité première de cette guerre de Crimée où l' « Entente cordiale », ignorante et négligente du danger allemand, commença par affaiblir son futur associé de la Triple Entente. Une fois encore, le sort des nations, qui tient à si peu de choses, se joua dans cette circonstance. Un homme fut le maître du destin et de l'avenir de l'Europe. Et cet homme, ce n'était pas un autocrate. Ce n'était pas un chef d'État. Ce n'était pas même un ministre. Dans cette Angleterre constitutionnelle, si fière et si jalouse du droit de contrôle de son parlement, il suffit d'un ambassadeur entêté pour décider d'une

guerre dont les répercussions devaient être immenses.

Un homme dont l'obstination a suffi à précipiter le cours de l'histoire devrait bien y laisser son nom. Retenons celui de Stratford Redcliffe. Ce diplomate anglais, qui voulait la guerre, força la main à son gouvernement en poussant les Turcs contre la Russie. Engagée avec l'Angleterre dans les affaires d'Orient, la France suivit. Sans doute, la Russie n'était pas sans torts, mais rien ne rendait un conflit inévitable. La querelle des Lieux-Saints, après avoir traîné de longs mois, était en somme réglée, et très honorablement en ce qui regardait la France. Au dernier moment, lorsque déjà la flotte turque avait été détruite à Sinope, Nicolas Ier offrait encore « une main cordiale » à Napoléon III : ce fut la dernière des longues hésitations par lesquelles avaient passé les deux adversaires avant d'en venir au conflit. Cette main tendue, Napoléon ne la prit pas. Déjà, l'année précédente, quand l'affaire des Lieux-Saints s'était aigrie, et que, malgré l'avis de ses ministres, il avait fait appareiller la flotte de Toulon, il s'était senti approuvé et

poussé par le sentiment public. Les catholiques saluaient avec enthousiasme une sorte de croisade pour Jérusalem et contre le schisme grec, d'accord avec les Turcs musulmans. Quant à l'opinion libérale et démocratique, dans toutes ses nuances, elle applaudissait à la guerre contre le tsarisme. Ce qu'elle voyait venir, c'était la guerre qu'elle avait appelée de ses vœux, pour laquelle elle avait renversé deux monarchies, la guerre que Louis-Philippe et les conservateurs de la deuxième République lui avaient refusée, la grande guerre contre l'autocratie et contre la réaction pour le droit des peuples. C'était exactement, et sous les mêmes prétextes, la guerre à laquelle le duc de Broglie, en 1834, avait en vain tenté d'entraîner la monarchie de juillet. L'instinct de la France révolutionnaire ne s'y trompait pas : c'était bien le commencement d'une ère nouvelle, l'accomplissement de ses désirs. Barbès ce jour-là acclama le chef de la démocratie impériale. Et Michelet, en termes mystiques, célébra l'avènement de la justice dont le dictateur, l'homme de décembre, se révélant, au fond, l'homme providentiel, se faisait l'ouvrier.

La préface des *Femmes de la Révolution* est datée du 1er mars 1854. Elle est dédiée « aux femmes, aux mères, aux filles ». Michelet y découvre l'avenir. Il le voit distinctement, avec son coup d'œil d'historien, c'est la « guerre européenne, interrompue pendant quarante années » qui recommence. Guerre sainte, guerre qui doit dévorer le monde après être partie des rivages de Crimée, mais le dévorer pour le rendre meilleur et plus pur. Le premier coup de canon lointain, « solennel et profond », Michelet l'écoute dans une extase prophétique. « Il tonne pour la grande guerre religieuse de l'Orient et de l'Occident ». Guerre religieuse : le vrai mot est lâché. C'est au nom de la religion tombée du Sinaï de Sainte-Hélène que la France marche à la bataille. Stratford Redcliffe croit que c'est « sa guerre » : l'ambassadeur anglais n'est que l'instrument de la justice, figure nouvelle de la Providence. Ce n'est pas une guerre de diplomates et que les diplomates seront maîtres d'arrêter. Ici Michelet devient prophète. De son trépied, il découvre l'avenir :

« Grande guerre, en vérité, et qu'on ne limi-

« tera pas. Pour le lieu, pour le temps et pour « le caractère, elle ira grandissant. C'est la « guerre de deux dogmes, ô femmes, de deux « symboles et de deux fois, la nôtre et celle du « passé. Ce caractère définitif, obscur encore « dans les tâtonnements, les balbutiements de « la politique, se révèlera de plus en plus. Oui, « quelles que soient les formes équivoques et « bâtardes, hésitantes, sous lesquelles se pro- « duit ce terrible nouveau-né du temps, dont le « nom sonne la mort de tant de cent mille « hommes, — la guerre, — c'est la guerre du « christianisme barbare de l'Orient contre la « jeune foi sociale de l'Occident civilisé. »

La mort de centaines de mille hommes : comme Michelet a vu juste ! Ce n'est pas aux tranchées de Sébastopol que peut s'arrêter « cette crise suprême d'où va surgir un monde ». Il faudra encore d'autres victimes, encore d'autres sacrifices. Le sang versé pour refouler la Russie tsariste et pour détruire en Europe l'influence de la réaction moscovite appellera d'autre sang. Nicolas Ier vaincu et mort, cet obstacle abattu, il faudra que d'autres Français succombent pour que les nations aient tout

leur droit, jusqu'à ce que l'ayant eu, comme l'Allemagne, elles s'en servent pour dominer et pour conquérir à leur tour et pour déchaîner des guerres plus atroces que toutes les guerres, où les hommes, cette fois, périront par millions. Car les nouveaux venus, les « nouveau-nés du temps », voudront conquérir, à leur tour, ce qu'ils appelleront leur « place au soleil ». Alors le peuple français, meurtri, dépouillé, menacé dans sa vie, tournera les yeux vers Moscou. La génération qui suivra celle de la guerre de Crimée cherchera un tsar et n'en trouvera plus que l'ombre...

*
* *

« L'envoi d'une armée française en Crimée avait pour but de mettre fin à la prépondérance de la Russie, ainsi qu'à l'isolement de la France. » C'était une campagne qui devait avoir pour effet de « rendre à notre pays sa situation normale dans les conseils de l'Europe... Nous ne pouvions redevenir les amis de la Russie qu'après avoir été ses adversaires ». Voilà

comment Drouyn de Lhuys, notre ministre des affaires étrangères, définissait et justifiait pour lui-même l'expédition. Il importait à ses yeux d'écarter la Russie de l'Orient, mais plus encore de l'affaiblir. Comme il le disait, l'Orient était secondaire au regard de la grande politique. Le but à atteindre, c'était de ramener en France le centre de gravité de l'Europe, en sorte que l'Europe n'eût plus à choisir entre la Russie et la Révolution. Ce fut le programme que le ministre français, empreint des traditions conservatrices, alla développer à Vienne. Il fit valoir avec succès, dans la ville de Metternich, les avantages d'une triple alliance franco-austro-anglaise, à laquelle viendrait naturellement s'adjoindre plus tard l'Empire russe assagi, et qui garantirait la tranquillité européenne contre les agitations des nationalités. L'esprit conservateur de Drouyn de Lhuys ne reprenait pas seulement le système de Guizot. Il reconstruisait la Sainte-Alliance pour prémunir l'Europe contre les conflits de races. Mais déjà, la guerre de Crimée, échappant aux limites tracées par le diplomate et déjouant ses calculs, avait profité surtout à la Prusse et

au Piémont, les deux États dont il craignait l'ambition remuante. La guerre contre la Russie avait été l'occasion que Bismarck et Cavour, chacun de son côté et dans des camps opposés, avaient saisie au vol, pour avancer, celui-ci, en intervenant, les affaires de l'unité italienne, celui-là, en n'intervenant pas, les affaires de l'unité allemande. L'hypothèse de Drouyn de Lhuys n'avait pas compté avec ces deux profonds politiques. Elle n'avait pas compté davantage avec les sentiments et les idées sur lesquels le régime impérial était fondé en France. Drouyn de Lhuys chevauchait une chimère et sa diplomatie avait raisonné dans le vide. Désavoué par Napoléon III, il dut quitter son poste. Alors seulement il comprit que la guerre de Crimée ouvrait la voie à une politique qui allait exactement à l'encontre de celle qu'il avait conçue. Drouyn de Lhuys avait voulu concilier les idées de Louis-Philippe et les idées napoléoniennes, la « résistance » et le « mouvement ». Le mouvement fut le plus fort. Jusqu'où n'a-t-il pas conduit !

Observant le conflit des puissances occidentales avec la Russie, Bismarck avait vu et

n'avait pas laissé échapper la chance inespérée d'un relèvement pour la Prusse, humiliée depuis Olmütz. L'Autriche était sur le point de commettre une de ces ingratitudes dont le monde s'étonne moins que ne l'avait pensé Schwarzenberg parce qu'elles sont la monnaie courante de la politique, surtout de la sienne. L'Autriche était toute prête à se tourner contre le tsar qui, cinq ans plus tôt, l'avait sauvée de la révolution hongroise. Comme l'âne de Buridan, l'Autriche, au XIXe siècle, hésitait entre deux tentations, ne sachant si elle devait remonter le Danube ou le descendre. Il lui plaisait fort, à ce moment-là, d'en écarter la Russie à peu de frais et à peu de risques en se joignant à la France et à l'Angleterre. Et elle eût aimé entraîner avec elle la Confédération germanique qu'elle semblait encore diriger. Mais l'Allemagne ne se souciait pas de la suivre et, de plus, les Cours secondaires étaient attachées au tsar. Grâce à Bismarck et à son coup d'œil, la Prusse prit la tête de la résistance à la politique autrichienne, s'assurant ainsi, à la fois, par un beau coup double, la reconnaissance des Allemands et celle d'Alexan-

dre II. Cela devait se retrouver en 1870. C'était un bon placement diplomatique.

Napoléon III en fit un mauvais. L'Autriche lui offrait alors son alliance, une « alliance perpétuelle », disait à Drouyn de Lhuys le jeune Habsbourg. François-Joseph est mort au milieu d'une guerre conduite contre nous en commun avec la Prusse, cinquante ans après avoir inutilement proposé à la France de s'associer à elle pour assurer le repos de l'Europe : l'expérience de 1855 avait engagé tout son règne. Napoléon avait refermé la porte entr'ouverte sur la destinée.

En vain Drouyn de Lhuys pressait son maître d'accepter. Pendant quinze jours « qui ont décidé de la fin du siècle », selon le mot d'un historien contemporain, quinze jours qui ont décidé aussi, par conséquent, de la guerre de 1914, l'empereur hésita. Il y avait dans son esprit, comme dut le constater son ministre, une résistance qui ne put être vaincue. L'alliance autrichienne, c'était sans doute la raison. Mais c'était l'alliance réactionnaire, l'alliance condamnée par la démocratie. C'était l'alliance impopulaire par excellence, celle qui, depuis

Louis XVI, avait perdu les régimes qui l'avaient conclue, celle qui, au moment du mariage de Napoléon Ier avec Marie-Louise, avait irrité la vieille armée. L'alliance autrichienne, c'était celle qui devait faire respecter les traités de 1815, arrêter l'affranchissement des nationalités, empêcher l'unité de l'Allemagne, l'unité de l'Italie. Napoléon III, pour la repousser, n'eut qu'à écouter, avec la voix qui parlait au fond de lui-même, l'opinion publique qui, chez nous, depuis un siècle, restait fidèle à son préjugé et à ses illusions sur la Prusse.

Son parti étant pris, il alla d'ailleurs au bout de son idée. Ce fut l'empereur des Français qui fit ouvrir les portes du Congrès de Paris à la Prusse, que les Anglais, ne pardonnant pas l'attitude de Bismarck, eussent voulu exclure. A ce congrès, déjà, le Piémont, grâce à l'habile politique de Cavour, avait sa place, et la question de l'unité italienne était posée devant l'Europe. Avec Manteuffel, l'unité allemande y entrait. Quant à la Russie, on la coupait de l'Orient, de Constantinople, de la Méditerranée. On la rendait impuissante contre les Turcs dans la mer Noire, et c'était le signe que,

les Anglais et nous, nous étions victorieux. Que cinquante ans s'écoulent encore : et des troupes anglo-françaises, unies comme devant Sébastopol, combattront pour ouvrir aux Russes le chemin des Dardanelles... Faire et défaire, serait-ce donc le dernier mot de l'histoire ? C'est seulement le sort qui attend toute politique à courte vue et qui se résout en flots de sang.

*
* *

Ce Congrès de Paris, si brillant, d'où la Russie sortait abaissée, c'était le triomphe du second Empire. La France retrouvait enfin ce qu'elle avait tant désiré : de la gloire, la présidence des nations, un rôle directeur et protecteur. Le Congrès de Paris effaçait déjà le souvenir de celui de Vienne. Ne servirait-il pas aussi à en effacer les traces sur la carte d'Europe ? Sur un point, l'instinct du peuple francais ne se trompait pas. Le Congrès de Paris était la préface d'événements encore plus décisifs. Mais lesquels ? C'est là que l'illusion commençait. Le tsarisme vaincu, la voie était libre.

La justice internationale et le droit des peuples n'étaient plus une chimère. Aussi, plus encore qu'au 2 décembre, la France s'applaudit du choix qu'elle avait fait, du maître qu'elle s'était donné, des sept millions de suffrages par lesquels elle avait proclamé le dictateur qui ne la décevait pas. Les fêtes du Congrès furent ses fêtes. Les bals et les dîners des diplomates furent les siens. Elle était si loin de se douter que le nom de Manteuffel ne tarderait pas à prendre une signification sinistre ! Elle était si loin de découvrir le ver de son fruit !

L'enchantement n'était pas prêt de finir encore. En 1857, lorsque Béranger mourut, ce fut un deuil national, une foule immense suivit ses restes. Dix ans plus tôt, cet enterrement, comme celui du général Lamarque, eût été l'occasion de désordres, de manifestations tumultueuses contre la monarchie. Mais, en 1857, il y avait une popularité au moins égale à celle du chansonnier : c'était la popularité de Napoléon III. L'empereur savait ce que son trône devait au poète du peuple, au chantre de la religion de Sainte-Hélène. Il ne voulut pas seulement se charger des funérailles. Comme

le dit le lendemain un article du *Moniteur*, il y présida par la pensée. Cet article, Sainte-Beuve lui-même avait été chargé de l'écrire. Avec toutes les subtilités de son esprit, il y exprima la reconnaissance officielle de l'Empire pour les immenses services rendus à la cause napoléonienne par Béranger. Sainte-Beuve le félicitait d'avoir vu, avant de mourir, la première revanche de Waterloo, les traités de 1815 à demi déchirés, tous ses vœux, ceux de la démocratie libérale, comblés ou près de l'être. « Jours réparateurs », disait Sainte-Beuve. C'était l'illusion générale, et comme elle était profonde ! Toute la clairvoyance de Sainte-Beuve, ébloui par des apparences, ne distinguait pas dans quel labyrinthe la France était entrée.

Car la guerre de Crimée n'était qu'un commencement. Les batailles de Sébastopol n'avaient pas de sens si elles n'étaient pas la préface d'autres batailles, ces « fêtes » où le vieux sergent de Béranger avait souhaité à ses petits-fils de trouver un « beau trépas ». La liberté de mouvement acquise en Europe par la France, depuis que la Russie était abaissée,

devait entraîner une action et une guerre nouvelles. Le refus opposé à l'alliance offerte par l'Autriche, pour être logique, devait être suivi d'une guerre contre l'Autriche. Il fallait que l'Autriche fut battue comme l'avait été la Russie pour que le principe des nationalités pût triompher en Europe. Mais l'Autriche ne nous donnait pas de grief. Nulle part ses intérêts ne heurtaient les nôtres. Pour avoir la guerre, Napoléon III dut la chercher et la provoquer. A la réception du 1er janvier 1859, il adressait lui-même publiquement et dans son propre palais, des paroles presque injurieuses à l'ambassadeur autrichien. La France n'a peut-être jamais fait de guerre plus gratuitement et plus volontairement déclarée que cette guerre démocratique, approuvée et applaudie par tout le libéralisme français, parce qu'elle était entreprise contre une puissance réactionnaire et pour la libération des peuples. Fatale erreur, et que le peuple français devait payer cher !

Cette campagne de Lombardie, marquée par des victoires, mais des victoires difficiles et disputées, comme elle justifiait les hommes prudents qui avaient résisté au parti de la

guerre et qui avaient averti la France que, si forte fût-elle, elle ne pouvait pas se permettre de bouleverser l'Europe et que c'eût été folie de nous exposer à une coalition ! Napoléon III comprit le danger lorsqu'il s'aperçut que, pour affranchir l'Italie, il ameutait contre lui tout le monde germanique. Cependant la Russie se réjouissait de nos embarras. L'Angleterre ne faisait pas un geste pour nous en tirer, contente si son Palmerston avait approuvé de loin la théorie libérale du principe des nationalités. Alors Napoléon III inquiet et cédant au parti de la sagesse signa les préliminaires de Villafranca. Il fit sa paix avec l'Autriche : dès lors le déclin de son règne commença.

La campagne d'Italie laissait, avec une œuvre inachevée, tout le monde insatisfait et meurtri. Qu'était-ce que cet État italien agrandi, mais arrêté et surveillé dans son essor et à qui l'on n'avait fait espérer l'unité que pour la limiter, ce qui revenait à la lui interdire ? Du moment qu'il y avait une Italie, il lui fallait Rome. Mais alors c'était une nouvelle question qui se posait : celle de la clientèle catholique de la France à l'extérieur, celle des électeurs

catholiques de l'Empire au-dedans. Tout à coup, la politique de Napoléon III, qui n'avait connu jusque-là que des facilités et des succès, se trouvait en présence d'une infinité de problèmes. La première application du principe des nationalités soulevait des antinomies : l'Empire allait s'épuiser à vouloir les résoudre.

Désormais, tout ce que tente Napoléon III pour sortir d'affaire et redresser la situation est frappé d'insuccès et ne sert qu'à lui faire perdre pied davantage. Il veut se conformer à  la raison d'être de son règne, à son programme, à son nom, « symbole de gloire et de nationalité ». Mais, instruit par ses inquiétudes de 1859, il n'ose plus rien pousser à fond. Alors il recommence un peu partout ses fautes d'Italie, esquissant les choses pour les abandonner, créant plus de rancunes que de gratitudes, se rapprochant un jour du tsar pour défendre les Slaves des Balkans, l'irritant en soutenant la cause polonaise pendant la révolte de 1863, tandis que Bismarck, toujours à l'affût des erreurs d'autrui, s'emparait de cette occasion pour faire de nouveau sa cour à la Russie. A la fin, désespérant de trouver un succès en Europe,

et sentant que, de mois en mois, il s'engageait davantage dans l'imbroglio qu'il avait créé, Napoléon III concevait l'expédition du Mexique comme un moyen de donner à la France, et à peu de frais, la gloire qu'elle attendait du régime. Pour détourner les esprits des déceptions naissantes, nos forces militaires allaient être en partie dérivées vers une entreprise stérile qui nous vaudrait par surcroît l'hostilité des Etats-Unis. Cependant, ces agitations avaient mécontenté et alarmé l'Angleterre. Par un lamentable résultat qui démentait toutes les promesses du règne, les traités de 1815 subsistaient dans ce qu'ils avaient de pénible pour nous, et la France était condamnée à se trouver seule à l'heure du danger. Le principe des nationalités ne nous avait fait aucun ami. Il lui restait à susciter l'éternel ennemi de la nation française.

Bismarck était là pour pousser Napoléon III à la tentation et le jeter dans la dernière et la plus grosse de ses erreurs. Où restait-il quelque chose à essayer pour remanier l'Europe conformément aux idées napoléoniennes et au droit des peuples ? C'était du côté de

l'Allemagne. Si l'unité italienne n'avait pas donné ce qu'on en espérait, l'unité allemande offrirait peut-être un champ plus favorable. Bismarck alla au-devant des désirs de l'empereur. Une grande Allemagne unie sous la présidence de la Prusse et sœur de la jeune Italie, c'était le système des « grandes agglomérations » réalisé, la Sainte-Alliance des peuples entrant dans l'histoire. En outre, le tentateur promettait sur le Rhin, ou peut-être en Belgique (qui, après tout, n'était pas une « nationalité »), une compensation au moins égale à la Savoie et à Nice. Napoléon III, pris à ce piège, flatté dans toutes ses chimères, prompt à se rattacher à un nouvel espoir comme un homme déçu, vit son programme européen triomphant en même temps que Waterloo serait vengé et la France agrandie. Enfin Bismarck lui apportait le salut. Sur la grève de Biarritz, ébloui par les promeses du Prussien, Napoléon III se crut l'arbitre d'une Europe réconciliée dans la justice, l'harmonie et la paix. Et si la France eût pu connaître ces conversations secrètes, elle eût partagé la même confiance et les mêmes illusions. Bismarck

connaissait le credo de la démocratie française : la gloire par la libération des peuples. C'était une naïveté. Il l'exploita hardiment, quitte à se découvrir quand la partie serait assez engagée et qu'il se sentirait lui-même assez fort. C'est ainsi que ses pâles successeurs ont parlé à Brest-Litovsk le même langage que les révolutionnaires russes pour frapper du poing sur la table le jour où ils ont vu qu'ils étaient les maîtres de la situation.

CHAPITRE VII

LA GRANDE DUCHESSE DE GEROLSTEIN

« Non, ce n est pas une vieille politique, c'est une politique éternelle que celle qui conseille de ne pas créer autour de soi de grandes puissances. »

THIERS, *Discours du 13 avril 1865.*

Le 6 juillet 1866, en ouvrant le *Journal officiel*, M. Drouyn de Lhuys, ministre des affaires étrangères, eut un haut-le-corps. La veille, en conseil des ministres, il avait été entendu que la France ne permettrait pas à la Prusse, qui venait de battre l'Autriche à Sadowa, de disposer de l'Allemagne à son gré et de détruire l'équilibre européen. L'empereur avait reconnu, d'accord avec Drouyn de Lhuys, qu'il était impossible de laisser faire Bismarck et d'accepter une politique qui renversait le statut de la Con-

fédération germanique au profit de l'Etat prussien. Une démonstration militaire sur le Rhin avait été décidée en principe et le Corps législatif serait convoqué pour voter les crédits nécessaires. C'est ce décret de convocation que le ministre des Affaires étrangères n'avait pas trouvé au *Journal officiel*. Pour la seconde fois, l'occasion de détruire le militarisme prussien allait être perdue.

Elle le serait volontairement. Napoléon III avait manqué de parole à son ministre pour rester conséquent avec lui-même. En 1855, il avait repoussé l'alliance que lui offrait le jeune François-Joseph. En 1866, il répugnait, pour les mêmes motifs, à prendre le parti de l'Autriche contre la Prusse. Le préjugé hostile à l'Autriche l'emportait et ruinait de nouveau la politique de Drouyn de Lhuys. Plus tard, celui-ci s'est rendu compte des causes qui avaient condamné ses efforts à rester inutiles. Ses arguments appartenaient à une catégorie dans laquelle il n'arrivait pas à fixer l'esprit de l'empereur. Entre eux, le malentendu devait être perpétuel. Quelle était la nature des suggestions qui, dans la soirée décisive du 5 juillet 1866,

avaient ramené l'empereur aux principes de sa vie et de son règne et l'avaient fait renoncer à l'idée d'une intervention en Allemagne? Drouyn de Lhuys l'a compris après avoir quitté pour la quatrième fois les affaires, et un confident de sa pensée a résumé ainsi la conversation des Tuileries qui avait déterminé Napoléon III à annuler ce décret qui eût changé le cours de l'histoire. « En forçant les Prussiens à borner leurs exigences, disait-on à l'empereur, vous travaillez au relèvement de l'Autriche, vous tendez la main à un gouvernement qui représente le vieux monde, l'esprit de routine, la résistance aux nationalités qui demandent leur place, les préjugés surannés, les théories du droit divin, tous les principes, en un mot, dont vous êtes l'adversaire naturel ».

Déjà, deux années plus tôt, les mêmes raisons tirées du principe des nationalités et du progrès avaient été assez puissantes sur l'esprit de Napoléon III pour le détourner d'intervenir en faveur du Danemark. Parfaitement : c'est au nom de la justice et du droit des races que l'empereur avait permis à la Prusse de se ruer sur un petit peuple, très ancien ami de la

France, et de lui arracher deux provinces. Les duchés n'étaient-ils pas réclamés par le patriotisme allemand au nom de l'unité germanique ? Déjà, en 1848, les libéraux du Parlement de Francfort, ceux qui voulaient une grande Allemagne unie, demandaient, entre autres annexions, celle du Sleswig-Holstein, et ils l'eussent obtenue si l'Europe d'alors ne s'était interposée, obligeant, à Malmœ, la Prusse à lâcher prise. En 1864, l'Angleterre avait en vain proposé d'agir de la même manière. Napoléon III n'avait pas voulu la suivre. « L'empereur pouvait-il combattre sur les bords de l'Elbe les principes qu'il soutenait sur les bords de l'Adige ? » a dit plus tard un apologiste qui écrivait sous sa dictée. Or, pour que des Allemands ne fussent pas sujets du Danemark, des Danois sont devenus sujets de la Prusse : voilà l'iniquité que la justice des nationalités a produite. Et puis, Kiel et son port tombaient entre les mains prussiennes pour devenir un jour la porte d'entrée du fameux canal, la base de la puissance maritime que se constituerait l'empire allemand. De plus, la guerre des Duchés apportait à la Prusse le prétexte d'une querelle

avec l'Autriche et l'occasion de s'emparer de l'Allemagne. L'abstention en 1864 a été payée cher par la France et par l'Europe. L'abstention de 1866, « l'année décisive », erreur encore plus funeste, a découlé de la même cause.

En 1866 comme en 1864, Napoléon III était le prisonnier de ses principes. Il était aussi le prisonnier de son œuvre italienne : Bismarck avait su lier, pour la circonstance, la cause de la Prusse à la cause de la jeune Italie. Par là, il désarmait et il enchaînait le vainqueur de Magenta, le libérateur de la nation italienne. D'ailleurs, Bismarck devait refuser cyniquement, après Sadowa, de compromettre ses succès et de combattre une minute de plus pour les Italiens, désireux d'achever leur unité encore imparfaite en conquérant la Vénétie. L'Italie n'était qu'une carte dans le jeu de Bismarck. Il s'en était servi avec adresse contre l'Autriche et pour neutraliser la France. Mais, à Paris, on s'y trompait. Est-ce que la Prusse ne représentait pas l'unité allemande, l'avenir, le progrès, l'idée de nationalité ? Selon la doctrine démocratique et napoléonienne, la nationalité allemande avait le même droit que les

autres à la vie et au libre développement. Quant à ses ennemis, c'était cette Autriche absolutiste, ces vieilles petites Cours allemandes, images de l'obscurantisme et de la réaction. En vain, dans ses avertissements prophétiques au Corps Législatif, Thiers avait-il montré « ce qui se préparait dans le centre de l'Europe ». En vain avait-il pris la défense de l'équilibre européen qu'il appelait si justement « l'indépendance de l'Europe », elle-même inséparable de l'indépendance des États allemands. En vain faisait-il entrevoir le danger d'une Allemagne formant à l'avenir « un tout unique », lorsque la Prusse aurait absorbé les États de la Confédération germanique après les avoir battus, de même qu'elle admettrait l'Autriche « comme protégée dans le nouvel ordre de choses », après l'avoir humiliée...

Thiers n'avait pas toujours pensé ainsi. Il avait même autrefois, contre Louis-Philippe et contre Guizot, soutenu des idées exactement contraires. L'expérience, et aussi l'esprit d'opposition l'avaient amené à reprendre ces vieilles maximes de la politique française et du bon sens qu'il appliquait à la situation avec un rare

bonheur. En attendant que le désastre de 1870 lui donnât raison et lui conférât dans le pays un prestige immense, sa parole, pourtant lumineuse, restait sans action sur l'opinion publique. Ces vues de haute politique passaient par-dessus les têtes, et Thiers ne pouvait se flatter de dissiper en quelques discours les illusions qu'avait contribué à répandre son *Histoire du Consulat et de l'Empire*, livre cher à la bourgeoisie.

Quant à Drouyn de Lhuys, à la nouvelle de Sadowa, il avait vu comme Thiers le péril de l'unité allemande. Comme à l'orateur du Corps Législatif, les intérêts de la France lui parurent « indignement compromis » si cette puissance germanique, que les Français avaient dû combattre jadis pendant un siècle et demi quand elle appartenait à la maison d'Autriche, devait se reconstituer par la maison de Prusse. Drouyn de Lhuys aperçut alors ce qu'il y avait à faire pour conjurer le péril, et l'évidence était telle qu'il ne pensa même pas que son maître dût y résister.

*
* *

De toutes les hypothèses que les esprits raisonnables pouvaient former, celle où la France, si forte encore, assisterait impassible à l'accomplissement des plans prussiens semblait en effet la plus absurde et la moins acceptable. Seul, Bismarck, qui, depuis la guerre de Crimée, avait pénétré le secret de la politique napoléonienne, osa compter sur le cas qui semblait d'avance exclu par le sens commun. En provoquant la rupture du pacte fédéral, Bismarck jouait gros jeu. C'était la guerre avec l'Autriche et les États allemands. C'était un conflit avec les puissances garantes de la Confédération germanique. Représentons-nous cette situation, si extraordinaire quand on l'évoque aujourd'hui, et d'où une Europe nouvelle allait sortir. Au printemps de 1866, le militarisme prussien avait contre lui, avec l'Autriche, les royaumes, principautés et villes libres d'Allemagne. En Prusse même, l'audacieux ministre était loin d'avoir fait l'unanimité. Les libéraux prussiens étaient nationalistes. Ils voulaient l'unité et la

grande patrie allemande. Mais ils les voulaient par les moyens du libéralisme, selon les traditions du Parlement de Francfort, et ils étaient résolument hostiles à cette guerre. Bismarck en était réduit à gouverner contre la Chambre et par la dictature. Car la Prusse, malgré son système des trois classes, malgré ce vieux régime électoral censitaire qui a subsisté jusqu'à nos jours, et auquel Guillaume II dans son message de Pâques de 1917, a promis de substituer le suffrage égal, nommait alors une majorité de libéraux. La Prusse de 1866 était libérale et antibismarckienne. Sans la victoire, Bismarck s'exposait à une révolution qui l'eût lapidé. Il le savait si bien qu'il était prêt à se brûler la cervelle si la journée de Sadowa n'avait pas tourné favorablement.

Ainsi, dans cette année décisive, toutes les conditions requises pour l'écrasement du militarisme prussien se trouvaient réunies comme déjà elles l'avaient été en 1850. Aucune des circonstances rêvées par les alliés depuis 1914 ne manquait. Le particularisme conservateur était ligué avec le libéralisme allemand contre la Prusse. Autrichiens, Bavarois, Hanovriens,

Saxons partaient en guerre contre elle. Au dehors, l'Angleterre et la Russie, au nom du droit de garantie que leur donnaient, comme à nous, les traités de 1815, étaient disposées à faire respecter le *statu quo*. Mais la France ne bougeait pas. Et son immobilité perdit tout.

Pourtant, si, avant le « coup de tonnerre » de Sadowa, la situation était unique, après Sadowa elle était encore excellente. L'action militaire, que Drouyn de Lhuys voulut seulement alors, pouvait se faire sentir avec efficacité. L'Autriche, dont l'énorme faute avait été de s'entêter sur la Vénétie, venait enfin de céder cette province aux Italiens. L'excellente armée autrichienne qui avait été victorieuse à Custozza était libérée. Avec notre concours, la face des choses militaires pouvait encore être changée. Les États du Sud se tournaient anxieusement vers nous. Le hessois Dalwigk et le bavarois von der Pfordten sollicitaient un appui et nous faisaient des ouvertures qui furent étrangement traitées d' « excitations », et auxquelles un de nos agents diplomatiques, Lefèvre de Behaine, se félicitait, dans un rapport, d'avoir « constamment évité de répondre », conformément à

ses instructions. Ces Allemands nous suppliaient pourtant d' « entrer sans délai dans le Palatinat et la Hesse rhénane », assurant que « nous n'y trouverions ni haines ni préjugés nationaux très difficiles à surmonter », et se portant garants de l' « immense effet que produirait une démonstration hardie de la France ». Leurs propositions ne furent même pas écoutées.

Ainsi, des Allemands nous ouvraient les portes de leur pays, nous suppliaient d'y montrer nos couleurs. A l'intérieur même de l'Allemagne, des alliances s'offraient à nous. La situation qui, pendant la guerre de Trente ans, avait permis à la France d'en finir avec la maison d'Autriche, se représentait contre la maison de Prusse... Encore quelques mois et tout serait transformé. L'Allemagne entière, unie et réconciliée par le triomphe de Bismarck, ne songerait plus qu'à se ruer sur la France.

Dans la nuit du 5 au 6 juillet, Napoléon III avait donc renoncé à une chance suprême. Il avait écarté cette idée d'une intervention militaire dont Drouyn de Lhuys croyait l'avoir convaincu. De même, quelques jours plus tard, il devait rejeter le projet de Congrès européen

mis en avant par une illumination aussi juste que passagère du chancelier russe Gortchakof. Rien n'eût été plus désagréable ni plus inquiétant pour la Prusse que de voir l'Europe en corps reviser ses conquêtes. Aussi Bismarck s'empressa-t-il de déclarer « séduisante » la médiation proposée par Napoléon III et qui laissait la France seule en face de lui. Dans le tête à tête, il reprendrait la conversation de Biarritz, bien décidé à ne tenir aucune de ses promesses. L'empereur avait eu l'imprudence de ne pas s'emparer d'un gage au moment où l'armée prussienne était occupée en Bohême : il s'imaginait que la Prusse lui accorderait, de bon gré, un dédommagement, une prime à sa neutralité. Comme l'unité italienne lui avait valu la Savoie et Nice, il voyait l'unité allemande lui rapportant la rive gauche du Rhin, ou, à défaut, la Belgique, que le « parti du mouvement », en 1830, demandait déjà. Car la Belgique ne représentait ni une nationalité ni une race : elle n'était qu'une nation, et, par conséquent, aux yeux de la doctrine, elle ne comptait pas. La nationalité allemande, au contraire, avait tous les titres à l'existence.

impie qui eût voulu l'empêcher d'être. Et ce crime contre le droit des peuples, Napoléon III se félicitait publiquement de ne pas l'avoir commis.

Dans le plus extraordinaire des documents politiques que l'on connaisse, il fit expliquer les raisons qu'il avait d'être satisfait des événements qui venaient de s'accomplir en Allemagne. Lavalette, successeur par intérim de Drouyn de Lhuys, a laissé son nom attaché à cette incroyable circulaire par laquelle l'Empire faisait savoir à l'Europe qu'il y avait lieu de regarder les victoires de la Prusse comme un bienfait. Tout ce qui s'était passé, le gouvernement impérial l'approuvait. Même il l'avait voulu. Les peuples allemands avaient fait un large pas vers leur unité : c'était la politique des « grandes agglomérations » qui se réalisait, celle que Napoléon Ier avait conçue, celle que Napoléon III s'était fixée pour but. La circulaire Lavalette disait encore qu'il eût été indigne de la France d'être jalouse de voisins qui jouiraient comme elle-même des avantages et des joies de la vie commune. Les traités de 1815, dont la France souhaitait l'aboli-

tion, n'existaient plus. Les barrières artificielles élevées par les diplomates réactionnaires de Vienne étaient renversées. Les vœux des peuples s'exauçaient. C'était un gage de progrès pacifique pour l'Europe...

Dans cette Europe, dès lors menacée du fléau de la guerre générale, vouée à la grande guerre des nations armées, ce qu'il y avait d'esprits perspicaces et d'amis de la France fut consterné de cette aberration. La reine de Hollande, s'autorisant d'une ancienne amitié, avait montré à Napoléon III l'étendue de sa faute. « Vous laissez détruire les faibles », lui disait-elle. Et elle lui annonçait les effets d'une politique qui mettait en danger les Etats secondaires, non seulement d'Allemagne, mais d'ailleurs. Les petits ont souvent plus de clairvoyance que les grands, et c'était la première fois que la France abandonnait les faibles et permettait aux plus voraces de s'arrondir. Le sort de la Belgique était déjà inscrit dans cette victoire prussienne remportée par l'abstention de la France. La dynastie guelfe renversée, le royaume de Hanovre annexé montraient aussi le cas que la Prusse faisait de la légitimité elle-même. Bis-

marck, d'ailleurs avec intention, accentuait ce caractère révolutionnaire de son entreprise. Il en appelait au suffrage universel contre la Diète des princes et les traités de 1815. Il appliquait en somme à l'Allemagne la politique de Napoléon III : ce qui ne valait rien pour une puissance ancienne comme la France, qui avait avant tout sa situation à conserver, était excellent, au contraire, pour la Prusse qui ne pouvait grandir sans faire sauter les vieilles barrières. Par là, Bismarck ne l'ignorait pas, il rallierait l'Allemagne libérale, le succès aidant. Et puis, il nous connaissait bien. Il savait que le fracas de trônes abattus qui accompagnait ces commencements de l'unité allemande serait agréable à l'opinion française.

Combien y avait-il alors de Français à penser que ces petites Cours, exilées ou vassalisées par les Prussiens, avaient longtemps formé un rempart qui serait amèrement regretté un jour ? On ne voyait pas la sécurité qu'elles valaient à la France en tenant l'Allemagne divisée. Mais le public français était surtout sensible au caractère archaïque de ces institutions, jadis protégées par notre pays dans son intérêt le mieux

entendu. Au nom de l'évolution et du droit des peuples, le progrès condamnait ce passé. Et Bismarck, durant son ambassade à Paris, avait très bien su exploiter cette disposition. Nul ne faisait mieux rire aux dépens de la vieille Allemagne. « On se divertissait, a écrit un témoin, du tableau qu'il faisait des cours allemandes, raillant l'étroitesse des vues qui y régnait, et l'on ne protestait pas lorsqu'il démontrait la nécessité de les supprimer comme un rouage embarrassant pour le développement des idées modernes. »

*
* *

La France, en 1866, a crié : « bon débarras » à ce vieux particularisme allemand rossé par la Prusse : nous paierions cher pour le ressusciter aujourd'hui, et nous saluerons avec plaisir sa renaissance. Mais alors il avait paru plaisant que ces vestiges d'un autre âge eussent été balayés si énergiquement par le Prussien, champion des « idées modernes ». Deux hommes d'esprit saisirent ce comique, et la *Grande Duchesse*

de Gerolstein eut un immense succès de rire. Le général Boum, le baron Grog, l'életeur de Steis-Stein-Steis, tout ce que Bismarck venait de mettre en déroute, chanta et dansa, pour le grand amusement de Paris et des provinces, sur la scène des Variétés. Sadowa devenait un opéra-bouffe, tandis que déjà Bismarck avait signé des conventions militaires secrètes avec les Etats du Sud, battus mais subjugués. La *Grande Duchesse de Gerolstein*, c'était la circulaire Lavalette mise en musique par Offenbach. Elle eut beaucoup plus de succès que les nouvelles prophéties de Thiers...

Elle fut encore bien gaie, cette exposition de 1867. La prospérité de la France y brillait et tous les monarques de l'Europe s'y étaient donné rendez-vous. Parfois, en rapprochant de ce luxe, de cette richesse étalée à tous les regards, les avertissements lancés à la tribune ou dans la presse, une inquiétude troublait le bon sens français. « L'étranger va être jaloux », disait-on. Les pensées de la foule n'allaient guère plus loin. La force du pays inspirait une telle confiance, et l'on était si loin de voir le danger allemand ! Les vieux préjugés n'avaient

pas cédé encore, et tandis que Bismarck et le roi de Prusse étaient accueillis sans une manifestation, l'empereur de Russie recevait à bout portant le « vive la Pologne, Monsieur », de quelques jeunes avocats avant d'essuyer le coup de feu de Berezowski. Là encore, l'amour des nationalités nous coûta cher. En 1870, Alexandre se souviendra de son voyage à Paris et de la Crimée. Et puis, pourquoi était-ce au tsar seul que s'en prenaient les défenseurs de la cause polonaise et non pas au roi de Prusse ? Est-ce que les Polonais de Posen n'étaient pas aussi persécutés, aussi intéressants que ceux de Varsovie ? De quelle singulière indulgence, legs des anciennes erreurs, bénéficiaient encore les Hohenzollern !

Déjà, pourtant, la menace de l'agression pesait sur la France. Et c'est alors que les rêves de désarmement, de fraternité universelle, commencèrent à se répandre avec la croyance que les guerres étaient finies, et que les Etats-Unis d'Europe, — c'était le nom qu'on donnait à la Société des Nations, — étaient la formule politique de l'avenir immédiat.

Les couples français qui, de tous les coins

de nos provinces, vinrent, par trains de plaisir, visiter l'exposition de 1867 eurent un étrange bréviaire. C'était un guide de Paris, rédigé et illustré par les principaux écrivains et artistes de la France. J'en ai un exemplaire entre les mains qu'un de mes amis a trouvé, l'an dernier, dans une maison du front, une maison bourgeoise bombardée. Le livre gisait au milieu des meubles brisés et des souvenirs de famille détruits. Mon ami l'ouvrit dans ce foyer dévasté, et voici ce qu'il lut :

« Au xxe siècle, il y aura une nation extraor-
« dinaire. Cette nation sera grande, ce qui ne
« l'empêchera pas d'être libre. Elle sera illustre,
« riche, pensante, pacifique au reste de l'huma-
« nité. Elle aura la gravité douce d'une aînée.
« Elle s'étonnera de la gloire des projectiles
« coniques et elle aura quelque peine à faire
« la différence entre un général d'armée et un
« boucher... Une bataille entre Italiens et Alle-
« mands, entre Anglais et Russes, entre Prus-
« siens et Français lui apparaîtra comme nous
« apparaît une bataille entre Picards et Bour-
« guignons... Le haussement d'épaules que nous
« avons devant l'inquisition, elle l'aura devant

« la guerre. Elle regardera le champ de ba-
« taille de Sadowa de l'air dont nous regarde-
« rions le quemadero de Séville...

« La poudre à canon sera poudre à forage ;
« le salpêtre, qui a pour utilité actuelle de
« percer les poitrines, aura pour fonction de
« percer les montagnes. Les avantages de la
« balle cylindrique sur la balle ronde, du silex
« sur la mèche, de la mèche sur le silex et de
« la bascule sur la capsule seront méconnus.
« On sera froid pour les merveilleuses couleu-
« vrines, de treize pieds de long, en fonte fret-
« tée, pouvant tirer, au gré des personnes, le
« boulet creux et le boulet plein... Cette na-
« tion poussera l'ignorance au point de ne pas
« savoir qu'on fabriquait en 1866 un canon pe-
« sant vingt-trois tonnes appelé Bigwill.
« D'autres beautés et magnificences du temps
« présent seront perdues : par exemple, chez
« ces gens-là, on ne verra plus de ces budgets,
« tels que celui de la France actuelle, lequel
« fait tous les ans une pyramide d'or de dix
« pieds carrés de base et de trente pieds de
« haut.

« Cette nation aura pour capitale Paris et ne

« s'appellera point la France. Elle s'appellera
« l'Europe.

« Elle s'appellera l'Europe au xxe siècle, et,
« aux siècles suivants, plus transfigurée encore,
« elle s'appellera l'Humanité.

« L'Humanité, nation définitive, est dès à
« présent entrevue par les penseurs, ces con-
« templateurs des pénombres ; mais à quoi
« assiste le xixe siècle, c'est à la formation de
« l'Europe... Au moment où nous sommes,
« une gestation auguste est visible dans les
« flancs de la civilisation. L'Europe, une, y
« germe. Un peuple, qui sera la France subli-
« mée, est en train d'éclore. L'ovaire profond
« du progrès fécondé porte, sous cette forme
« dès à présent distincte, l'avenir. Cette nation
« qui sera palpite dans l'Europe actuelle comme
« l'être ailé dans la larve reptile. Au prochain
« siècle, elle déploiera ses deux ailes, faites
« l'une de liberté, l'autre de volonté.

« Le continent fraternel, tel est l'avenir.
« Qu'on en prenne son parti, cet immense
« bonheur est inévitable. »

A ce style on a reconnu Victor Hugo. C'est lui qui avait écrit l'introduction du *Paris-guide*

de 1867. Les jeunes couples qui visitaient l'exposition, cette bible à la main, confiants dans la parole du poète qui s'appelait lui-même un voyant, ne se doutaient pas que trois ans plus tard la patrie en danger appellerait tous les Français à l'aide. Comment auraient-ils pu croire que leurs enfants et les enfants de leurs enfants seraient chargés d'obligations militaires toujours croissantes, toujours plus lourdes, jusqu'au moment où une guerre, sans précédent par la violence et la durée, exigerait des sacrifices sans exemple ?...

La prophétie de Victor Hugo allait au rebours des événements. En aucun temps le militarisme n'aurait pris les proportions qu'il allait prendre. Le canon de vingt-trois tonnes de 1866 annonçait le canon monstrueux de 1918 qui tirerait sur Paris à cent kilomètres de distance. Hugo parlait des États-Unis d'Europe comme on parle aujourd'hui de la Société des Nations ? Manière de nier une réalité qui allait être opprimante. Et puis, il y avait le dogme ancien du progrès indéfini dont il était trop humiliant de s'avouer qu'il était démenti par les faits. Comment convenir que cette noble Alle-

magne des philosophes et des penseurs ne serait devenue une nation que pour ramener le monde à la barbarie ?

En 1863, lorsque Renan avait publié sa *Vie de Jésus*, Sainte-Beuve avait remarqué ceci : l'auteur de ce livre impie avait pu passer agréablement son été aux bains de mer en famille. Cent et un ans plus tôt, Jean-Jacques Rousseau, après l'*Émile*, avait dû fuir la France, sous le coup d'un arrêt du Parlement. Sur la route ouverte par cette comparaison, l'esprit de Sainte-Beuve ne s'arrêtait pas. Son imagination s'élançait vers l'avenir et il écrivait avec une sorte de doute et de pressentiment inquiet. « Si l'on se transporte en idée à un autre siècle de distance, à l'année 1963, quel sera, quel pourra être en pareille matière le nouveau progrès acquis et gagné ? J'en espère un, mais bien vaguement, sans me hasarder à le deviner et à le prédire ». Sage précaution. Subtile réserve d'une intelligence qui savait que tous les progrès, toutes les civilisations sont fragiles. Nous non plus nous ne savons pas si, en 1963, nos successeurs vivront dans un âge d'or ou dans un siècle de fer, ni quelles libertés ou quelles

obligations les attendent. Mais ce qui est sûr, c'est que, né cinquante ans plus tard, Renan aurait eu toutes les chances du monde, en 1914, d'être mobilisable, et au lieu de méditer un nouveau livre sur la grève de Perros-Guirec, il eût été un jeune territorial astreint à rejoindre son dépôt dès les premiers jours de la mobilisation.

« Qu'on en prenne son parti », comme disait l'ironie, si mal appliquée, de Victor Hugo. Il a fallu que l'intellectuel lui-même en revînt au métier des armes pour qu'il y eût encore une France et une pensée française. Tel est le progrès que le principe des nationalités et une grande Allemagne auront valu à notre temps.

CHAPITRE VIII

LA JUSTICE FAIT FAILLITE A L'EXTÉRIEUR (1870)

« Il y a une heure où vous avez dû entendre une voix qui criait : *Vare, redde legiones !* Rendez-nous nos légions ! Rendez-nous la gloire de nos pères ! Rendez-nous nos provinces ! Et cette responsabilité, est-ce la seule ? Nous avez-vous seulement légué des embarras, des douleurs et des désastres ? Non, vous avez fait pire encore. Vous nous avez légué la *démoralisation*. »

Le Duc d'Audiffret-Pasquier,
22 mai 1872.

Quelques jours avant la dépêche d'Ems, le voile du temple s'était déchiré. A ce qui lui arrivait, la nation française n'avait compris qu'une chose, mais elle l'avait bien comprise : c'est qu'elle retrouvait son vieil ennemi, son ennemi héréditaire. Devant elle, sous les espèces de la Prusse, reparaissait l'Allemagne de

jadis, l'Allemagne de toujours, l'Allemagne des luttes séculaires, qui nous avait abominablement trompés en se servant, pour renaître, des idées dont la France avait le culte : l'idée de nationalité et l'idée de liberté.

Que s'était-il donc passé entre 1866 et 1870? Ceci que l'Allemagne s'était convertie à la politique de Bismarck. Si elle voulait l'unité, c'était clair et l'expérience était concluante : elle ne l'aurait pas par ses libéraux et ses démocrates qui, pourtant, l'avaient conçue les premiers. Il fallait adopter les méthodes bismarckiennes. Il fallait renoncer au libéralisme et à la démocratie et recourir à la force, à la guerre, à l'autorité. « Les grandes questions du temps ne seront pas décidées par des discours et des décisions de majorité, — ce fut la grande faute de 1848 et 1849, — mais par le fer et par le sang. » Ces paroles de Bismark avaient germé dans les esprits sous l'influence de Sadowa. Les Allemands s'étaient laissé gagner, comme Bismarck le disait avec justesse, lisant bien dans leur cœur, « par l'attrait d'une politique résolue et vaillante qui avait le succès pour elle ». De même que le libéralisme, le

vieux particularisme conservateur avait fondu au feu de la victoire. En quelques mois, le sentiment national fit une poussée prodigieuse. Von der Pfordten, le ministre bavarois qui, en 1866, nous suppliait de passer le Rhin, protestait à Berlin qu' « un cœur allemand battait dans sa poitrine ». Les princes eux-mêmes, suivant le courant populaire, se ralliaient pour sauver leur couronne. Avec les années, ce mouvement devait croître et embellir. Au moment de la fondation de l'Empire, dans un conseil tenu à Munich, la famille royale de Bavière avait tenté de dissuader le roi Louis II de reconnaître la suprématie de la Prusse. Un jeune prince qui était là faisait valoir la balle prussienne qu'en 1866 il avait reçue dans le corps. Depuis, ce jeune prince est devenu le roi Louis III. Sa chair conserve toujours le plomb prussien. Mais nous l'avons connu avide d'annexions, et son fils, le prince Ruprecht, a commandé une armée en France comme le Kronprinz impérial lui-même, avec qui il n'a rivalisé que de haine contre nous. Toute l'évolution de l'Allemagne depuis un demi-siècle tient dans cet exemple bavarois...

Rudement tiré de son rêve, Napoléon III venait de voir comment la Prusse le payait de ses complaisances et combien l'existence d'une grande Allemagne était peu faite pour rassurer ses voisins et préparer les États-Unis d'Europe. La Prusse avait grandi sans compensation pour la France. Les traités de 1815 étaient détruits dans ce qu'ils avaient de gênant pour la nationalité germanique et restaient intacts dans ce qu'ils avaient de cruel pour nous : c'était une duperie intolérable. Voilà pourtant à quoi n'aurait pas échappé Napoléon III. Quand il avait réclamé le dédommagement promis, Bismarck ne s'était pas contenté de renier sa parole : il avait excité le patriotisme allemand en révélant les demandes françaises qui portaient sur le Rhin. Puis il avait suscité le mécontentement de l'Angleterre en lui faisant connaître que l'empereur convoitait la Belgique. Enfin, quand Napoléon III avait voulu se contenter du Luxembourg, Bismarck, au Parlement du Nord, s'était fait interpeller par un député à sa dévotion, Bennigsen, et tout le parti libéral, déjà beaucoup plus national que libéral, avait déclaré que l'Allemagne ne pouvait pas céder

une « forteresse germanique ». Bref, l'empereur avait été repoussé avec pertes sur tous les points. La Prusse était devenue une puissance redoutable. Voilà ce que la France avait gagné à la politique de Sadowa.

Ah ! certes, ce n'était pas cela que les Français avaient rêvé lorsqu'ils avaient acclamé le neveu de « l'autre » ! L'Empire s'achevait dans le désenchantement avant de finir par une catastrophe. Ses trois dernières années avaient été lamentables, passées à la recherche d'une politique nouvelle, depuis que la formule magique des débuts, « la gloire et les nationalités », avait fait faillite. Renversant sa méthode, l'Empire se faisait libéral au dedans et conservateur au dehors. Il promettait de n'abandonner jamais le pape et Rome. Il faisait de tardives avances à l'Autriche qui se contentait de compter nos régiments et nos canons. Cependant, à l'intérieur, il s'avançait encore de quelques pas vers le régime parlementaire. C'était le contraire des débuts du règne, lorsque l'Empire, autoritaire à l'intérieur, était libéral et révolutionnaire en Europe. Quoi qu'en dise un préjugé très répandu, le peuple français est si

facile à gouverner que cette politique de bascule le trouvait complaisant. Au plébiscite de mai 1870, plus de sept millions de voix avaient encore dit oui. Un million et demi seulement avaient dit non. Après tant de déboires, sept millions d'approbateurs donnaient une fière idée de l'accoutumance des Français à leur gouvernement.

Les « sujets de mécontentement » dont parlait Rochefort dans une de ses célèbres *Lanternes* venaient surtout des déceptions éprouvées. Mais quel programme apportait l'opposition montante de la gauche? Du moment que l'Empire, chargé d'exécuter le programme européen de la démocratie, expressément créé pour cette tâche, n'était arrivé qu'à des résultats aussi pitoyables, que restait-il à faire? Il restait à rêver. Il restait à tenir le problème pour résolu, et, sans tenir compte de la réalité, à décréter que l'avenir appartenait à l'alliance et à l'union des peuples. C'est l'idée que Victor Hugo avait exprimée dans le *Paris-Guide* de 1867. Ce fut celle du nouveau parti républicain suscité par les échecs du régime impérial. Pas d'armements, pas de casernes.

Fraternité avec les nations : tel serait le moyen d'éviter les guerres. Si de nouveaux États s'étaient formés, si des puissances avaient grandi, il ne fallait pas les provoquer par des précautions injurieuses. Il fallait seulement leur ouvrir les bras. Ainsi le risque de guerre serait écarté et l'harmonie de l'Europe assurée. Cette suprême illusion fut celle où se réfugia la doctrine démocratique. Elle conduisit les républicains, dont le groupe avait grossi au Corps législatif, à combattre les mesures, déjà bien tardives, qui eussent donné à la France les forces militaires indispensables pour tenir tête à l'agression que préparait Bismarck et que nos observateurs, Stoffel à Berlin, Rothan à Francfort, Ducrot à Strasbourg, ne cessaient d'annoncer.

Il fallait préparer la guerre ou tâcher de la conjurer si on ne la préparait pas. Le gouvernement impérial la laissa venir avec la résignation et le fatalisme d'un pouvoir désemparé. L'idée à laquelle Napoléon III avait dû son trône avait fait banqueroute. Pouvait-il l'avouer ? Pouvait-il en convenir ? La politique des nationalités et de la justice internatio-

nale, que les régimes précédents n'avaient pas voulu suivre, il l'avait tirée de l'abstraction. En la faisant entrer dans les faits, en l'introduisant dans les réalités européennes, il avait produit des conséquences bien différentes de celles qu'il escomptait. Une politique destinée en principe à apporter la revanche de Waterloo n'avait réussi qu'à nous laisser isolés en Europe, en face d'un État prussien redoutable qui entraînait l'Allemagne avec lui. Entourée d'hostilité et de méfiance, il eût fallu que la France suivît alors une politique encore plus modérée et plus prudente que celle de Louis-Philippe. Il aurait fallu filer doux jusqu'à ce que la situation fût réparée, jusqu'à ce que nous eussions noué des alliances sûres, reconstitué discrètement nos forces militaires. Cela, l'Empire ne le pouvait pas, même si Bismarck lui en eût laissé le temps. Il le pouvait moins que tout autre régime, car, avec la justice pour les nationalités, il avait promis de la gloire pour la France. Il était obligé de parler haut comme s'il eût été encore l'arbitre de l'Europe. C'est ainsi qu'au mois de juillet 1870 il alla donner droit dans le piège que Bismarck lui tendait.

*
* *

Dans la soirée du jour où la guerre fut déclarée, le peuple de Paris afflua sur les boulevards. Soudain la *Marseillaise*, jusque-là proscrite, jaillit, et, d'ordre supérieur, la police laissa chanter. Alors un frisson d'enthousiasme courut cette foule. La légende de 92 se ranimait. L'hymne de la liberté et du patriotisme révolutionnaire semblait une promesse de victoire. Le césarisme lui-même, à cette extrémité, cherchait à se retremper dans ses origines et à reprendre des forces au contact de la démocratie. Mais, déjà, l'image de la République avait surgi de nouveau et le peuple commençait à imputer ses déceptions non pas aux idées d'où était né l'Empire, mais à la dictature que le peuple, vingt ans plus tôt, avait désirée et provoquée. Quand le désastre de Sedan fut connu, la foule, comme en 48, envahit la Chambre. Et ce n'était plus pour réclamer l'affranchissement des opprimés, de l'Italie ou de la Pologne. « La République ! La

République ! Parlez-nous de la République », criaient les tribunes à Gambetta qui répugnait encore à l'idée d'une révolution devant l'ennemi. La République, ce serait la défense nationale, la France assurant son salut et gagnant ses victoires toute seule. Valmy, Fleurus : ces noms enflammaient les esprits, leur donnaient foi dans de prochains miracles. Et puis, la République proclamée, est-ce que le malentendu n'allait pas prendre fin entre l'Allemagne et la France ? Est-ce que le noble peuple allemand, saisi de respect devant l'image auguste et sainte de la liberté, n'allait pas déposer les armes ? Est-ce que le monde n'allait pas fraterniser à l'une des heures les plus pathétiques de l'histoire, renvoyant dans le passé toutes les formes de gouvernement héréditaire et autoritaire ?...

Espérances entrevues dans un éclair à la proclamation de la République. Espérances aussitôt déçues. Napoléon III était prisonnier, l'Impératrice en exil. La France se gouvernait elle-même. Et pourtant, l'Allemagne continuait la lutte. Sedan, c'était sa victoire. Pour elle, le 4 septembre, la chute de l'Empire c'était la constatation de cette victoire par les Fran-

çais. La proclamation de la République à Paris ne produisit pas d'autre effet sur les Allemands. Déjà il était clair que leurs idées marchaient dans un sens opposé à celui des idées françaises et qu'ils tournaient franchement le dos au libéralisme et à la démocratie. L'unité et la grandeur nationale par la monarchie prussienne : voilà ce qui les ralliait et ce qui, jusqu'à nos jours, devait les rallier de plus en plus. Le passé libéral de l'Allemagne s'ensevelissait dans la victoire.

Lorsque le terrible hiver commença, il fallut se rendre à l'évidence. C'était un peuple plein de haine et de convoitise qui se ruait sur nous, nous qui avions tant fait pour la cause des peuples. Autour de ce Paris qui avait rêvé d'être la capitale du genre humain affranchi, où l'élite des écrivains et des philosophes avait enseigné le respect de la pensée allemande, les fils de cette grande Allemagne étaient venus mettre le siège. Ils bombardaient la ville de la générosité et de la lumière. Et puis, c'était l'invasion, la défaite, le vainqueur impitoyable ne cachant pas son dessein, qui était de démembrer la France, de lui arracher deux provinces,

et au nom de quoi ? Au nom du principe des nationalités, ô dérision !

Alors la France, dans sa détresse, tourna les yeux vers ce monde sur lequel elle avait répandu son cœur, vers ces nations pour qui son sang avait coulé. Partout calcul et froideur. L'intérêt politique, d'ailleurs mal compris, l'égoïsme, la rancune l'emportaient. Ceux qui avaient failli céder à un bon mouvement de reconnaissance, comme l'Italien, se félicitaient, nous voyant battus, de ne pas s'être embarqués sur notre galère. A la nouvelle de notre défaite de Wœrth, le tsar Alexandre avait vidé une coupe et, en signe de joie, brisé le verre où il avait bu à la vengeance de Sébastopol : il ne voyait pas que le triomphe de l'unité allemande, c'était l'arrêt de mort de son Empire. L'Angleterre libérale laissait faire, laissait passer, tandis que des moments irréparables pour elle s'écoulaient... Nulle part la France n'avait vu venir un secours, une sympathie active. Dans le vaste monde, nous étions seuls en face d'un ennemi qui, soudain, avait révélé sa nature impitoyable. Alors ce fut une grande nuit dans le cœur des Français. Sur sa croix,

le « Christ des nations » eut son heure d'agonie et de ténèbres. Comme en 1848, le ciel s'écroulait. La justice, c'était donc le dieu caché, insaisissable, qui ne répondait qu'en se plaisant à décevoir et à faire souffrir ceux qui avaient foi en lui ? Après la justice sociale, tuée sur les barricades de juin, l'autre, celle dont la croyance avait survécu, la justice internationale, succombait à son tour. Et, comme en 48, il y eut des hommes qui refusèrent d'accepter ce verdict, de s'incliner devant l'expérience et qui voulurent dresser une protestation de leur rêve.

Ce fut la Commune, recommencement des journées de juin, même révolte suprême d'une foi blessée à mort, même frénésie achevée par des crimes abjects et de vils assassinats. « Pas de capitulation, la guerre à outrance ». Tel avait été le premier cri de ralliement des fédérés, et ce cri les avait conduits à la guerre civile, à brûler Paris sous les yeux des Prussiens. Tandis que Thiers négociait avec la force et cherchait à s'accommoder du fait accompli, Paris démocrate et révolutionnaire ne s'était pas résigné à renier sa mystique. Et il y eut encore,

dans l'état-major de la Commune, un Polonais, Dombrowski, pour périr sur les barricades, comme le vieux Delescluze, qui avait marché à la mort en martyr désespéré d'une cause perdue, celle de la révolution idéaliste, celle de 1848. « La Pologne ! la Pologne ! Parle de la Pologne », avaient crié, vingt-trois ans plus tôt, les prolétaires à Blanqui. La Pologne n'était pas délivrée. La France était envahie. Paris flambait. Versaillais et Communards, fils de la même mère, s'égorgeaient entre eux, tandis que deux provinces, un million et demi de Français étaient arrachés à la patrie. Jours de deuil, jours de cendre : tant la religion de la démocratie et de la fraternité des peuples put engendrer de maux.

« La gloire et les nationalités ! » Le programme s'achevait dans un désastre qui ne laissait d'autre consolation que le *gloria victis*. Car les vaincus avaient été grands. L'esprit guerrier de la race avait reparu dans ces armées improvisées qui avaient créé pour un temps l'union nationale. Si elles n'avaient pas conjuré la défaite, si la démocratie n'avait pas fait ce miracle, elles avaient montré, avec la belle couleur

du sang français, la volonté de vivre de la France. Plus tard, ces souvenirs héroïques du courage malheureux sont devenus l'objet d'un culte. Ils ont nourri le patriotisme par la vertu de l'exemple. Dans nos cités, dans nos bourgades, se sont élevés des monuments funèbres et naïfs, où le jeune mobile mourant, taillé dans le bronze ou dans la pierre, tombe entre les bras de la Patrie. Dans le même temps, les villes d'Allemagne se paraient avec orgueil de statues en l'honneur de Guillaume Ier et de Bismarck, fondateurs de l'unité germanique et de sa puissante organisation...

*
* *

Le 18 janvier 1871, entre midi et midi et demi, dans la galerie des glaces du palais de Versailles, l'Empire allemand avait été proclamé. La couronne impériale, qu'un roi de Prusse avait repoussée quand elle lui était offerte par le Parlement de Francfort, Guillaume Ier la recevait, dans l'éclat de la victoire, des mains des princes allemands.

Le 18 janvier, c'était l'anniversaire du jour où, un siècle et demi plus tôt, un marquis de Brandebourg, à Kœnigsberg, s'était lui-même proclamé roi d'un petit royaume de marais et de sablières. Alors le roi de France, de son palais de Versailles, dominait l'Europe, tandis que les princes allemands formaient sa clientèle et copiaient sa Cour. L'Allemagne triomphante de 1871 jouissait de ce renversement des rôles et l'on ne comprit pas assez, en Europe, le symbole de la galerie des glaces. On ne vit pas qu'il s'élevait un État et un peuple dont les conceptions ne ressembleraient pas à celles du reste du monde. Déjà, sous l'influence de ses chefs politiques et intellectuels, l'Allemagne pensait historiquement. Après de longues années de division et d'impuissance, elle voyait recommencer son destin. Abaissée, réduite à la condition de « mosaïque disjointe » tandis que les autres États grandissaient, se servaient, s'adjugeaient les meilleures parts, l'Allemagne avait médité en elle-même de conquérir ce qu'avaient obtenu les autres nations, unies et constituées avant elle. L'erreur de l'Europe, c'était de prendre la restauration de l'Empire

germanique (tel était le terme qu'avait employé avec intention le roi prussien), pour une fin, un épanouissement suprême de l'idée qui avait porté le peuple allemand à faire son unité. C'était, au contraire, le début d'une période nouvelle, où toutes les anciennes puissances d'Europe devraient lutter pour défendre leur liberté, leurs possessions, leurs richesses, leur situation acquise contre les convoitises des nouveaux venus. Car les Allemands, arrivés à l'unité, montés à la puissance, étaient convaincus qu'ils restaient les victimes d'un déni historique, convaincus aussi, après l'expérience des deux guerres heureuses conduites par la Prusse, que la force, au service d'une organisation rationnelle, satisferait des ambitions qui, pour eux, étaient un droit...

Voilà ce qui sortait tout armé du château de Versailles. Mais cette allégorie, on ne la comprit pas. Jamais gouvernements et peuples ne donnèrent pareil exemple d'imprévoyance et d'insensibilité à leurs intérêts les plus essentiels. Ni la Russie, ni l'Angleterre ne virent la menace que représentait pour elles la naissance de l'Empire allemand. Il leur semblait

que ce fût un Etat comme un autre, de création nouvelle, et qui prendrait paisiblement sa place dans le concert des puissances. L'esprit de justice, chez un libéral comme Gladstone, était sans doute choqué par l'annexion de l'Alsace-Lorraine, éclatante violation du droit des peuples à disposer de leur sort. Mais le chef du gouvernement britannique ne concevait pas autre chose qu'une protestation de principe à laquelle ses collègues se refusèrent, sachant bien que, vis-à-vis de la Prusse, une protestation qui ne serait pas appuyée par les armes serait vaine. Et l'idée qu'il eût été sage, économique, de s'opposer par la force à la fondation d'une grande Allemagne pour épargner un jour d'immenses efforts et des flots de sang, cette idée-là ne vint, on peut le dire, à l'esprit d'aucun Anglais. Ceux d'entre eux, au contraire, qui s'appliquaient à la politique, raisonnaient sur l'apparition de l'Empire allemand comme sur un événement propre à assurer un nouvel équilibre de l'Europe. L'Allemagne unie, vue de Londres, semblait un contre-poids providentiel placé entre la France et la Russie. « Pour ce qui nous regarde, nous autres Anglais »,

écrivait le *Times* au mois de décembre 1870, « nous avons, au lieu de deux puissants États militaires qui existaient jusqu'à présent sur le continent, nous avons maintenant, au centre de l'Europe, une solide barrière, et ainsi tout l'avenir s'en trouvera consolidé ». Dans l'œuvre de Bismarck, le *Times* ne voyait que bénédictions. « M. de Bismarck », disait gravement le grand journal anglais, « avec ses éminentes facultés, ne poursuit qu'un seul but : le bien de l'Allemagne, le bien du monde entier. Puisse le magnanime, le pacifique, le sage, le sérieux peuple allemand faire son unité. Puisse la Germanie devenir la reine du continent... C'est le plus grand événement des temps présents dont tout le monde doit désirer l'accomplissement ».

A la suite de ces citations, qu'il recopiait avec délices, Moritz Busch, le secrétaire de Bismarck, confiait à son journal intime : « Excellent article, que nous allons reproduire dans notre *Moniteur de Versailles* ». Quarante-cinq ans plus tard, dans ce même Versailles, dans la ville où Bismarck avait scellé l'unité du « magnanime et pacifique » peuple allemand,

les Alliés tiendraient leurs conseils de guerre et jureraient d'abattre le militarisme prussien. O ironie ! O malheureuses nations sans cesse entraînées parmi les ténèbres à des destins inconnus, et qui pourtant se croient libres et maîtresses de leur sort !...

CHAPITRE IX

RUE SAINT-LOUIS, N° 5, A VERSAILLES

« La liberté ou la force de l'âme est la vertu des particuliers ; mais la vertu de l'État, c'est la sécurité. »

SPINOZA.

A mesure que nous nous rapprochons de notre époque, il devient plus malaisé de saisir le fil de l'histoire. C'est en nous-mêmes que nous voyons le moins clair. Et nous sommes encore trop engagés dans la génération qui précède immédiatement la nôtre, nous vivons trop de ses sentiments et de ses idées, nous sommes trop agités de ses passions pour retrouver d'un seul coup les grandes lignes qui se découvriront d'elles-mêmes plus tard. Si la vie des peuples n'était pas faite de poussées d'instinct contradictoires, de tendances dont

celle qui doit finalement prévaloir paraît quelquefois vaincue, la tâche de la politique serait trop aisée.

Appelée à voter sous le coup du désastre et de l'invasion, le 8 février 1871, la France se trouvait devant une table rase. Plus de gouvernement. Toutes les doctrines, toutes les théories pouvaient prétendre au même succès. Comme dans une course bien réglée, tous les systèmes partaient du même alignement. Jamais le pouvoir constituant du peuple souverain n'avait eu à s'exercer dans des conditions aussi pures. Jamais sa détermination n'avait été aussi libre. Cependant ce ne fut pas sur la question de savoir quelle serait la nature ou la forme du gouvernement que vota la France. Ce fut sur la paix et sur la guerre : l'obsession du présent emportait le souci de l'avenir. Et sur cette alternative essentielle, guerre à outrance ou liquidation du fait accompli, les opinions et les partis se classèrent naturellement selon les catégories usuelles qui remontaient aux luttes et aux conflits antérieurs.

La catastrophe ne donnait que trop raison aux hommes qui l'avaient annoncée : Thiers,

que personne n'écoutait cinq ans plus tôt, dont les avertissements étaient même accueillis par des risées, fut élu dans plus de vingt départements : il lui était décerné une sorte de dictature du bon sens, flatteuse pour son ambition. Auprès de Thiers, qui formait la majorité de l'assemblée ? Des conservateurs de toutes les nuances, légitimistes, orléanistes. Pour faire la paix, la France s'était tournée vers les partisans des régimes qui, dans le passé, avaient évité les aventures ou qui s'y étaient opposés. Ce scrutin était vengeur. Il est aussi la seule réparation publique que la nation désabusée ait donnée aux deux monarchies qui, de 1815 à 1848, lui avaient épargné des Waterloo et des Sedan, de la vaine gloire soldée par des invasions.

Cependant l'idée du plus grand nombre des électeurs n'allait pas beaucoup plus loin. Ils avaient plébiscité la paix dans la personne des hommes et des partis qui, depuis 1815, représentaient la paix, et qui, pour la plupart, se trouvaient être des monarchistes. Pour que la monarchie sortît de là, il aurait fallu qu'elle fût faite sans retard. Un des élus de la droite,

le vicomte de Meaux, avait parfaitement compris et a très bien défini la nature de son mandat : « Nous avions été nommés », a-t-il écrit dans ses *Souvenirs*, « avant tout pour faire la paix. L'horreur de la guerre avait décidé de notre élection. » Et le parti qui, à ce moment, signifiait la guerre, ce n'était pas le parti bonapartiste, écrasé sous la réprobation générale, dispersé par la tempête. C'était le parti d'où le bonapartisme était issu vingt ans plus tôt, c'était le parti démocratique redevenu tout entier républicain. Qui donc incarnait la guerre à outrance ? Quels étaient les « fous furieux », comme Thiers les appelait brutalement, qui voulaient continuer la lutte, qui refusaient de capituler devant l'ennemi et de lui céder, pour prix de la défaite, deux provinces de la France une et indivisible ? C'était Gambetta et ses amis, les hommes de la Défense nationale. C'étaient les survivants d'une génération plus ancienne, Louis Blanc, par exemple, héritier de la tradition et du romantisme révolutionnaires. Quiconque ne consentait pas à déposer les armes, quiconque préférait le risque d'ensevelir le pays sous les ruines, vota pour

les républicains : ce fut le cas de Paris, ce Paris entêté qui allait faire la Commune après s'être bercé des illusions de la « sortie en masse ». Mais il y eut un vote encore plus clair : celui de l'Alsace-Lorraine. Pour ne pas être abandonnée, pour ne pas servir de rançon, pour prolonger au moins l'espérance, l'Alsace députa à l'Assemblée un groupe compact de républicains avancés, Gambetta, Scheurer-Kestner en tête de sa liste.

Pour ceux qui connaissaient la France et qui savaient interpréter les manifestations de l'opinion publique, le scrutin de février n'était pas douteux : le peuple français s'était prononcé dans un sens conservateur. Mais conservateur de quoi ? De la paix et de la propriété. Il ne voulait ni bouleversements sociaux au dedans, ni, au dehors, de retour à cette politique aventureuse qu'il venait de payer si cher. Ce qu'il rejetait, dans la révolution, c'était le communisme et c'était l'esprit guerrier de la vieille Montagne. Chacun son champ. Et plus d'expéditions ruineuses, plus de cette grande politique européenne, féconde en déceptions trop souvent renouvelées. Sur ces deux points, mais

sur ces deux points seulement, le mandat de la majorité était impératif. Quel qu'il fût, — sauf l'Empire condamné irrévocablement, — le régime qui donnerait cette double garantie à la France serait accepté.

Les hommes qui voulaient fonder la République y réussirent parce que, ayant su pénétrer et se définir ce sentiment des masses, ils surent aussi s'en emparer.

*
* *

Lorsque Keller eut lu la protestation de l'Alsace, une telle émotion saisit l'assemblée que Thiers put craindre que les préliminaires de paix fussent repoussés. En passant près de Keller pour monter à la tribune, il lui dit à mi-voix avec une coupante sécheresse : « Donnez-nous les moyens ». Pour lui, la France vaincue n'avait plus qu'à s'incliner devant le vainqueur et à organiser sa vie en conséquence. « Il faut savoir ce que nous pouvons mettre derrière des paroles », dit-il à l'assemblée qui déjà s'était ressaisie. Seule, l'extrême

gauche vota contre la paix et pour la guerre à outrance.

Quelques semaines plus tard, Scheurer-Kestner et sa femme rendaient visite à Jules Grévy, président de l'assemblée. Le récit de cette visite est célèbre. Le républicain alsacien, auprès de ce républicain de vieille roche, s'ouvrit de sa tristesse et de son espoir. Il parla de la revanche. Alors, Grévy, l'interrompant et le regardant « d'un œil sévère », prononça son oracle : « Mes enfants, dit-il, je sais que vous êtes pour la guerre. Eh bien ! je vous le dis à vous, mon ami, qui avez voté contre la conclusion de la paix : il ne faut pas que la France songe à la guerre. Il faut qu'elle accepte le fait accompli, il faut qu'elle renonce à l'Alsace ». Et il eut encore des paroles dures pour les « fous » qui prétendaient le contraire. Scheurer-Kestner se retira en pleurant. Il put comprendre bientôt. Thiers et Grévy, ces deux fondateurs de la République, étaient d'accord pour condamner la « folie » de Gambetta qui compromettait le régime républicain. La République radicale inquiétait. Seule une République conservatrice et pacifique, une République

sage au dehors comme au dedans pouvait réussir. Jules Grévy le savait depuis longtemps, lui qui, dès 1848, avait dit, dans sa profession de foi aux électeurs du Jura : « Je ne veux pas d'une République qui fasse peur ». Pour qu'elle ne fît pas peur, pour être acceptée, il fallait qu'elle renonçât au programme belliqueux que la démocratie tenait de la Révolution et de ses traditions du XIX[e] siècle. Il fallait remonter le courant imprimé par Gambetta, dont les outrances compromettaient la cause républicaine. Gambetta, d'ailleurs, ne devait pas tarder à comprendre et à soutenir la tactique des deux subtils vieillards. La haute fortune politique de Jules Grévy était inscrite dans cette idée, mais aussi son impopularité future. Les crises prochaines de la République, le grand débat qui, dès qu'elle fut instituée, la troubla et la trouble encore, tout l'avenir du régime s'y trouvaient également contenus.

Par la rapidité et la justesse de leur coup d'œil, deux ou trois hommes qui connaissaient bien leur pays et leur siècle suffirent donc à détourner la France de son orientation instinctive vers les monarchistes et, par voie de

conséquence, vers la monarchie. Thiers, un des inventeurs de l'orléanisme, n'était pas un républicain très farouche. Surtout, ce n'était pas un républicain doctrinaire. C'est ce qui lui permit de voir le point faible de la République et de la réhabiliter. Peu importent, à cet égard, les sentiments auxquels il a obéi en la voulant obstinément. Comme toujours, ces sentiments étaient complexes. Sans doute, il avait l'ambition de finir sa vie par un grand rôle et sur une sorte de stathoudérat parlementaire. Sa grande objection, « trois candidats pour un trône », n'était pas bien sincère puisque la « fusion », la réconciliation du comte de Chambord et du petit-fils de Louis-Philippe, ne changea rien à ses idées. Ce qui survivait en lui, à coup sûr, c'était la haine de sa génération pour les Bourbons de la branche aînée. Cette haine fut perspicace. Parce qu'il était un homme de 1830, Thiers sut trouver en 1871 le procédé le plus propre à empêcher une troisième Restauration.

Le soin avec lequel Thiers s'appliquait à rassurer la France sur le caractère des institutions républicaines est sensible dès ses pre-

miers actes et dès ses premiers discours. Il fait la paix, et il la fait même trop vite, avec une précipitation qui désespère des témoins convaincus, comme l'était le colonel Laussedat, membre de la commission de délimitation de la nouvelle frontière, qu'avec un peu de fermeté et de patience on pouvait obtenir sur certains points des conditions meilleures. Mais il ne faut pas que la République soit accusée de prolonger la guerre. Il faut que la République ait conclu la paix et que le Président, après avoir vaincu la Commune et traité avec la Prusse, puisse dire au pays que la France est « pacifiée au dedans et au dehors », selon la promesse du premier message, celui du 17 février. Dès lors, le régime républicain n'effraie plus. Le vent souffle dans ses voiles. Aux élections complémentaires de juillet, la débâcle des conservateurs commence. Thiers et Grévy ont eu raison...

Dans un livre consacré à la défense et à l'apologie de sa politique, *Vingt mois de présidence*, Thiers établit qu'en France, sur une dizaine de millions d'électeurs, il n'y avait pas plus d'un million et demi de républicains purs, de

républicains de principe. Quinze cent mille voix : il n'y en avait pas eu davantage en 1848 pour Cavaignac contre Louis-Napoléon Bonaparte. Quinze cent mille *non :* le chiffre n'avait pas changé au plébiscite de mai 1870. Ces quinze cent mille, c'étaient les champions de l'idée. C'était le sel de la terre. Restait à conquérir la grande masse indécise. Elle fut conquise, assez lentement d'ailleurs, — la République est, de tous nos régimes au XIX[e] siècle, celui qui a eu à vaincre l'opposition la plus tenace, — à mesure que se dissipèrent les frayeurs que le régime républicain inspirait.

L'ordre, le calme, la sécurité, la prudence, la sagesse : tels étaient les mots que Thiers répétait sans se lasser. Je suis « le véritable conservateur », disait-il. Conservateur de la propriété, conservateur en matière fiscale, adversaire de l'impôt sur le revenu, habile à rassurer tous les intérêts, il était conservateur aussi en politique étrangère. Ce n'était plus l'homme vaniteux et léger qui, trente ans plus tôt, sans Louis-Philippe, eût exposé la France aux coups d'une coalition européenne. Sa prudence était extraordinaire. Jamais en défaut,

toutes ses paroles tendaient à convaincre le pays, non seulement que la République avait cessé de penser à la guerre et aux entreprises dangereuses, mais encore qu'elle était seule à pouvoir garantir la paix. La paix, une paix durable, que la France ne troublerait jamais la première, qui excluait par conséquent l'idée de revanche : voilà le point sur lequel Thiers ne se fatiguait pas d'insister et de revenir. Il paraphrasait avec art, dans son message du 17 décembre, la dure semonce de Jules Grévy à Scheurer-Kestner : « Notre politique est la paix, répétait-il, la paix sans découragement comme sans bravade. » Il devait suffire à la France réorganisée d'être « toujours nécessaire à l'Europe et toujours capable d'y remplir ses devoirs envers les autres et envers elle-même ». Sur cette pente, Thiers ne s'arrête pas. Et déjà, pour mieux rassurer, il endort. La France est décidée à éviter la guerre. La guerre devient donc improbable, car, seule, la France, qui vient d'être dépouillée, déchue de son rang, aurait des raisons de l'entreprendre. Thiers fait alors le raisonnement dangereux, le raisonnement qui désarme. Il dépasse le but : « La France, qui

aurait le droit d'être mécontente de son sort, voulant la paix, tous les autres États la voulant comme elle, il n'y a aucune prévision possible qui puisse faire craindre la guerre. » De là l'illusion que la guerre dépend de nous seuls, que notre résignation au fait accompli en écarte le risque : jusqu'au 4 août 1914 cette erreur habitera l'esprit des Français...

*
* *

Pour séduire la France déçue et lassée, pour la flatter dans son besoin de repos, aux dépens même de sa sécurité, Thiers déposait le germe d'une grande discorde nationale aux origines de la troisième République. La France ne resterait pas toujours dans la démoralisation où l'avait jetée la défaite. Elle aspirerait à son relèvement. Alors, deux courants se formeraient qui entreraient en lutte. Il y aurait ceux qui, partisans du moindre effort, accepteraient que la France fût désormais une puissance de second ordre, et ceux qui, ne se résignant pas au fait accompli, voudraient une politique de réparation, une politique fière et qui n'abdiquerait

pas. Ainsi de nouveaux conflits s'ouvriraient.

Les deux conceptions s'étaient déjà trouvées en présence, en attendant de se heurter, lorsque Thiers avait présenté sa loi de réorganisation militaire. La presse et l'asssemblée avaient trouvé son projet insuffisant et le lui avaient fait élargir : cette France et cette assemblée, également pacifiques, étaient pourtant patriotes et relevaient déjà la tête. Peut-être le chef du pouvoir exécutif voulait-il se laisser forcer la main. Peut-être préférait-il cette méthode parce qu'elle lui permettait de donner des apaisements à Bismarck, menaçant, soupçonneux, et qui surveillait avec humeur les progrès de notre convalescence. Toutefois, est-ce pour la même raison que Thiers allait jusqu'à faire prévoir la possibilité d'une alliance franco-allemande ? En mai 1872, l'ambassadeur d'Allemagne rendait compte à son gouvernement d'une conversation où Thiers avait chaleureusement affirmé « son désir de maintenir la paix, une longue paix ». Et Thiers avait même ajouté : « Après bien des années, quand la France aura retrouvé ses forces, sa tendance prédominante devrait être nécessairement celle de chercher une com-

pensation pour les pertes subies, et si, un jour, l'Allemagne devait être entraînée dans des embarras avec d'autres puissances, le moment serait venu de régler ces comptes. Mais cela ne voudrait pas dire que, dans un cas pareil, la France devait se lever contre l'Allemagne. Il ne serait pas impossible d'envisager que l'Allemagne, alors, serait disposée à acheter l'alliance française par des compensations qui pourraient rendre une guerre inutile ».

En 1918, cette pensée, cette politique auraient conduit tout droit en Haute-Cour. Faisons, et faisons très large, la part des circonstances. Représentons-nous les responsabilités de Thiers, qui savait Bismarck désireux de casser une bonne fois les reins à la France, et qui s'appliquait à calmer l'ogre. Dans son esprit, le renoncement, précurseur d'un rapprochement avec l'Allemagne, était pourtant un système.

Gambetta devait s'y rallier après quelques mois d'hésitation. Sans doute, il avait compris la politique de Thiers. Il lui restait soit à garder son attitude de « fou furieux » et à faire échouer la République par son intransigeance, soit à aider la manœuvre des modérés. Le parti

de Gambetta était pris dès le mois de juin 1871. L'opportunisme était fondé. « L'âge héroïque, l'âge chevaleresque est passé » disait-il aux républicains. Et il les invitait à être « un parti pratique, un parti de gouvernement ». Il leur demandait de « savoir patienter ». Il condamnait les « utopies » et, comme Thiers lui-même, il ne parlait que de sagesse. Par d'habiles formules, il masquait sa retraite. Il savait que son nom était un épouvantail, que les souvenirs de la Défense nationale et de la guerre à outrance le rendaient inacceptable, non seulement dans le pays mais aussi à Berlin. Et le mot d'ordre de celui qu'avait élu l'Alsace fut d'« y penser toujours, de n'en parler jamais ». Ni question sociale, ni revanche : moyennant quoi le succès de la République était assuré.

*
* *

Tandis que Thiers, perspicace autant qu'habile, retournait la situation au profit du régime républicain et gagnait un temps précieux, que faisaient les monarchistes, maîtres de l'assemblée ? Oh ! cette fois, ils étaient résolus à ne

pas laisser échapper l'occasion. Ils ne voulaient pas être impuissants et dupes, comme en 1851, lorsque le coup d'Etat avait escamoté la majorité dont ils n'avaient rien su faire. Mais, avant d'agir, il leur restait à se réconcilier, à mettre d'accord le droit divin et la « révolution légale », la Charte et la constitution. Il leur restait à effacer les cruels souvenirs de 1830 qui ne furent jamais tout à fait abolis entre l'extrême droite et le centre droit. Les mots les divisaient autant que les rancunes. Quand les monarchistes furent sortis de cette logomachie, quand la fusion fut faite, grâce au comte de Paris, entre la légitimité et l'orléanisme, la besogne pour laquelle ils avaient été élus était déjà accomplie. La paix était signée. La Commune était vaincue. La monarchie semblait n'avoir plus rien à offrir, plus rien à faire, et, aux yeux des électeurs, ses partisans avaient perdu leur vraie raison d'être. Avec les circonstances, l'état d'esprit qui avait dirigé les élections du 8 février s'était évanoui. Et, à chaque consultation électorale, les hommes de droite restaient sur le carreau, le flot républicain montait.

A partir de ce moment, les monarchistes parurent d'ailleurs incapables de parler un langage qui retînt l'attention de la France. Dans leurs discours, n'apparaissaient que des abstractions, et ce n'était pas celles qui touchaient les Français. Qu'était-ce que ce « droit », cet « ordre moral », ces « principes » ? Les expressions d'une langue morte. La plus grande partie de la nation n'y entendait rien. Ce qu'il y avait dans ces paroles de plus clair et de plus solide, c'est que la droite offrait de sauver la société en péril. Or, par la répression de la Commune, la société s'était sauvée toute seule. Que voulait-on lui apporter ?

Pendant quatre années, l'assemblée se disputa à coups de bulletins de vote sur la République et la Monarchie. Jamais le sujet essentiel, qui était l'avenir national, ne fut abordé de front. On ne recherchait pas quelles étaient les institutions les meilleures pour la France dans l'état de choses nouveau créé par notre défaite et par la résurrection d'une grande et puissante Allemagne. Ce fait capital était celui par rapport auquel, désormais, toute la vie politique aurait dû s'ordonner. A aucun moment,

ni l'assemblée ni les Français ne furent mis, pour déterminer leur choix, en présence de la grande réalité dont la sécurité et la vie même de la nation dépendaient. La France serait-elle une démocratie élective, avec tout ce que ce régime comporte, en face d'une vaste monarchie autoritaire et militaire, son ennemie ? Telle était la vraie question, et c'était une question de salut public. Elle eut peut-être amené les Français à réfléchir si elle avait été clairement conçue, nettement posée. Elle ne le fut pas. Il y eut quelques cris éloquents, partis du cœur, comme celui de Lucien Brun : « Ayez pitié de vos enfants ! » Ce fut tout. Il semblait que le seul point fût de savoir laquelle des deux traditions l'emporterait, celle de 1789 ou celle d'avant 1789. Là-dessus, les développements étaient nourris. Il était pourtant certain d'avance que la tradition la plus nouvelle, qui était aussi la plus vivace, devait triompher. Sur ce terrain, et dans un temps où le libéralisme du siècle était encore si florissant, les républicains étaient les plus forts.

Mal posé devant le pays, mal posé dans l'assemblée, le problème ne l'était pas mieux dans

l'esprit de celui qui aurait pu être roi. Au fond, tout le monde se rencontrait pour débattre et régler la situation de 1871 avec les sentiments et les idées de 1830. Le comte de Chambord était une grande âme qui en était restée à Charles X. Il aurait pu prendre pour devise, comme les hommes de la génération qui avait une première fois laissé tomber la monarchie : « Périr est aussi une solution. » Si le comte de Chambord n'avait pas mis son « principe », dont il disait qu'il était sa seule force, au-dessus de la France elle-même, se serait-il ingénié, ainsi qu'il l'a fait, à trouver des raisons de ne pas accepter le trône qu'on lui tendait? En vain des patriotes comme le général Ducrot, le gardien de Strasbourg, un de ceux qui, avant 1870, avaient annoncé le péril allemand, l'avaient supplié à genoux de revenir sur le symbole du drapeau blanc. En vain le persuasif Chesnelong avait proposé à Henri V l'exemple de Henri IV. Rien n'avait pu faire fléchir cette obstination. On comprend la douleur, le dépit, l'amertume des monarchistes dont les efforts se trouvaient condamnés. « M. le comte de Chambord a jeté la couronne par la fenêtre »,

dit l'un d'eux. Il avait dit avec sévérité le juste mot.

La restauration de la monarchie échouait par le refus du prince que la logique des événements était venue chercher. Ce refus extraordinaire a posé une énigme. On s'est demandé souvent si le comte de Chambord avait vraiment voulu régner, s'il n'avait pas subi des influences domestiques, ou reculé devant le veto de l'Allemagne. L'étrange démarche à laquelle il se résolut, après la lettre fameuse qui tuait dans l'œuf la restauration, laisse place à une autre hypothèse, de beaucoup la plus probable : le comte de Chambord voulait que son principe s'imposât par lui-même sans être altéré par le vote d'une Constituante ni par les conditions des parlementaires. Quittant pour la première fois l'exil, il entra secrètement en France et vint à Versailles loger chez un de ses fidèles, à quelques pas de cette assemblée qui, faute d'avoir pu faire la monarchie, prolongeait les pouvoirs du maréchal de Mac-Mahon sans trancher la question de régime et pour ménager l'avenir. Le comte de Chambord pensait que le maréchal, en présence de

son roi, tomberait à ses pieds et ferait acclamer Henri V par l'assemblée et par le peuple. Serviteur de la légalité, le maréchal refusa de voir le prince qu'il vénérait et dont il avait toujours désiré l'avènement. Comme dans une tragédie de Corneille, c'était un conflit de devoirs. Le soldat restait fidèle à la loi et à la consigne. Le descendant des rois n'avait pas cru pouvoir faire plier le « principe » qu'il regardait comme un dépôt intangible.

Rue Saint-Louis, n° 5, à Versailles, se trouve une maison bourgeoise, grise et simple parmi d'autres simples maisons. Là est venu finir un romantisme politique. Le comte de Chambord était bien un enfant du siècle. Au fond du modeste logis où l'un de ses fidèles lui avait assuré un asile et le secret, il croyait entendre la France prête à répéter des mots à la mode de Chateaubriand : « Madame, votre fils est mon roi. » Les artisans et les repasseuses qui avoisinent la rue Saint-Louis eussent été bien étonnés d'apprendre que l'héritier de la dynastie capétienne agitait ces rêveries à l'entresol de la petite maison.

Il n'y a que quelques toises de la rue Saint-

Louis chez Louis XIV. Vers le même temps, à ces deux endroits, le sort de la France a tourné. Deux ans plus tôt, dans la galerie des glaces, les princes allemands dont les ancêtres recherchaient la faveur du roi-soleil avaient offert la couronne impériale au roi de Prusse. La restauration de l'Empire allemand, le vieil et redoutable empire de Charles-Quint, s'était faite. Quelques mois plus tard, la restauration de la monarchie française avait avorté. Désormais, de chaque côté des poteaux fraîchement plantés de la nouvelle frontière, il y aurait deux conceptions, deux systèmes, deux États aussi différents que le jour et la nuit. Notre démocratie et l'organisation à la fois nationale, militaire et monarchique de l'Allemagne évolueraient chacune de son côté et selon sa loi. A la fin, que se passerait il, le jour où les deux peuples se retrouveraient face à face ?

C'est à quoi, tandis que leurs institutions se décidaient, les Français de 1873 avaient à peine pensé.

CHAPITRE X

LA REPUBLIQUE DOIT CONCILIER LES DÉSIRS DE PAIX ET LES ASPIRATIONS NATIONALES.

« Depuis mon dernier passage au quai d'Orsay, des changements sensibles s'étaient produits dans la politique européenne. En ce qui concerne la France, l'évolution se résume d'un mot : nous nous étions éloignés de l'Angleterre et rapprochés de l'Allemagne... A ce jeu, nous avions perdu toute possibilité d'entente avec nos voisins sans rien gagner ailleurs, sauf la permission de disperser nos forces hors d'Europe. »

Souvenirs de C. DE FREYCINET.

Après quatre années de discussions et de luttes, une assemblée monarchiste avait fini, de guerre lasse, par fonder le régime républicain : elle n'avait pas pu remonter le courant que Thiers avait créé. Il restait à défendre la

République, à la consolider, et les choses se conservent par le même moyen qu'elles s'engendrent. La leçon de 1871 et la manœuvre de Thiers n'avaient pas été perdues pour les républicains. Non seulement ils ne seraient plus le parti de la guerre, mais encore ils retourneraient contre leurs adversaires le terrible grief. Tactique qui devait être couronnée de succès. Mais, par la force des choses, elle n'allait pas tarder à devenir système de gouvernement. Alors les conséquences seraient graves. Une réaction nationaliste surgirait de la démocratie elle-même. Et la République risquerait d'être tuée par un mouvement inverse de celui qui avait failli la rendre impossible. A cette lumière, il devient facile de saisir la suite confuse des événements jusqu'à l'orage boulangiste.

Ainsi, la République s'était faite. Après quels conflits, quelles résistances, quelles contestations passionnées ! Par quel concours de circonstances imprévues ! Elle n'avait été votée qu'à une voix de majorité. Elle n'était encore qu'un régime provisoire, sujet à revision, consenti faute de mieux, toléré plutôt jusqu'à ce

que, le comte de Chambord ayant disparu, la monarchie redevînt possible. Cette République à terme, accordée avec répugnance par des hommes de droite, la droite conservatrice en était encore maîtresse. Il fallait la lui arracher. On y réussirait en touchant l'électeur à l'endroit sensible.

Ni guerre, ni révolution : l'expérience l'avait prouvé, c'était la formule magique qui agissait sur la masse électorale. Les républicains seraient les plus forts s'ils cessaient définitivement de passer pour les révolutionnaires et les belliqueux et s'ils retournaient contre les monarchistes au moins la seconde de ces qualifications, et même, à la rigueur, la première : car le suffrage universel aime et respecte les faits accomplis. La République en était un et rien n'était plus simple que de représenter comme des séditieux ceux qui voulaient la détruire. Dès lors les conservateurs n'avaient plus qu'à plier bagages.

Le peuple français, après son désastre, restait fier, patriote, jaloux de sa dignité nationale, passionné pour son relèvement. Mais il continuait à vouloir la paix. De bon gré, plus vo-

lontiers encore que les charges fiscales, carte à payer de ses erreurs, il acceptait les charges militaires. Il y poussait même, à ce moment-là, étant encore sous le coup de l'invasion, et dans l'idée que sa prévoyance et ses sacrifices rendraient impossible une invasion nouvelle. Quant à la guerre, fût-ce même une guerre de revanche, il n'en voulait pas. Le souci de Gambetta qui mena, pour les républicains de gauche, la campagne électorale de 1876, fut de rassurer les foules pacifiques. Avec art, il sut ménager la transition, ombrer, sans la renier, la déclaration de Bordeaux et la mission que lui avait confiée l'Alsace. Plus rien d'impératif dans ses discours. Plus de ces paroles qui effarouchent et qui feraient penser à l'obligation d'un conflit armé. « J'espère, disait-il, qu'un jour, rien que par l'ascendant du droit, nous retrouverons, pour l'équilibre de l'Europe et le triomphe de la justice, nos frères séparés. » Ainsi tout allait bien. « Retrouver » les provinces perdues, ce n'était pas les reconquérir. Et les retrouver « rien que » par l'ascendant du droit, c'était plus tranquillisant encore.

Ces nuances savantes, qui conciliaient tout,

n'échappaient pas aux oreilles à qui elles étaient destinées. Jusqu'en politique étrangère il fallait de l' « opportunisme » pour asseoir la République.

Mais ce n'était pas assez de dire qu'on n'était pas soi-même la guerre, si l'on ne rejetait l'accusation sur les autres. Le parti républicain associa l'idée de péril extérieur à sa lutte contre le cléricalisme. Il était facile de soutenir qu'une politique catholique au dedans aurait pour corollaire au dehors la défense du pouvoir temporel de la papauté. Et comment rendre Rome au pape sans l'arracher d'abord à l'Italie ? C'était l'argument à l'usage de la foule et il était d'un effet infaillible. Mais les têtes pensantes de la gauche en savaient davantage et voyaient plus loin. Par la force des choses, une France gouvernée par des catholiques, qu'elle fût monarchie ou République, polariserait en Europe tout ce qui restait hostile aux événements d'où l'unité italienne et l'unité allemande étaient sorties. L'Autriche et les éléments particularistes d'Allemagne, encore mal ralliés à la Prusse, se tourneraient vers Paris dans l'espoir d'une revanche commune. C'eût été la

« politique blanche » que Bismarck avait calculée comme une des possibilités de l'avenir et à laquelle il était résolu à s'opposer. Son *Kulturkampf*, forme impériale et politique de l'anticléricalisme, n'avait pas d'autre raison. Bien qu'il laissât dire le contraire, la question religieuse lui était indifférente. C'était le catholicisme allemand comme force « centrifuge », ennemie de l'Empire, qu'il voulait briser. La preuve en est qu'il fit sa paix avec lui et avec le pape dès qu'il jugea que le péril était écarté. Avec sa franchise brutale il a d'ailleurs, plus tard, dévoilé tout son secret.

En 1876 et 1877, le parti républicain français a-t-il pris pour argent comptant l'anticléricalisme bismarckien ? A-t-il cru y voir le frère de son anticléricalisme dogmatique ? Il est peu probable, en tout cas, que Thiers ait eu cette illusion. A aucun degré Thiers n'était anticlérical. Jusqu'en 1870, sa politique, hautement affirmée, avait été « romaine ». Il avait combattu la politique italienne du second Empire pour plusieurs raisons, en particulier parce qu'elle portait atteinte aux intérêts de la France comme puissance catholique,

et ses discours fameux n'avaient pas été sans effet pour établir le principe de « Rome intangible ». Après 1870, Thiers ne songea plus qu'à une chose : au danger de déplaire à Bismarck, au danger de lui résister, d'attirer sur la France une nouvelle invasion. Ne pas donner de griefs à l'Allemagne, s'entendre avec elle, abonder dans son sens : il ne voyait de salut que là. Si l'on pouvait connaître ses pensées intimes, les propos qu'il tenait à ses confidents, on découvrirait sans doute que ses impressions de 1871 s'étaient confirmées, développées au point de former un système. Pendant l'alerte de 1875, Thiers avait tremblé. Il avait jugé téméraire la politique du duc Decazes qui avait tenu tête à l'orage et qui l'avait conjuré grâce à l'appui diplomatique de l'Angleterre et de la Russie. Thiers était encore sous le coup de sa vaine tournée de 1871 à travers les capitales de l'Europe, de son inutile appel aux puissances. Il était frappé par la force allemande. Pour lui, la sagesse, le patriotisme consistaient à s'incliner, à ne pas braver plus fort que soi. C'est pourquoi il allait, dans les derniers mois de sa vie, jusqu'à l'idée d'une réconciliation complète

avec l'Allemagne. L'historien Edmond Hippeau a même pu écrire : « M. Thiers estimait que la France devait, sept ans après la guerre, pratiquer la politique d'oubli du passé et que le meilleur moyen de désarmer l'hostilité de l'Allemagne était de lui proposer nous-mêmes un rapprochement, en lui donnant un gage sérieux de nos sentiments pacifiques. »

Non sans des résistances, des rougeurs secrètes, Gambetta avait accédé aux raisons de Thiers. Gambetta n'ignorait pas que le veto de Bismarck avait pesé quelque temps sur lui. Quiconque était capable de conduire une politique de revanche, qu'il fût de gauche ou de droite, était suspect à Berlin. Étant donné les souvenirs de la Défense nationale et de la guerre à outrance, Bismarck ne voulait pas plus d'une République gambettiste que d'une monarchie ou d'une République catholique. De même qu'il avait fallu dépouiller le vieil homme, sortir de la peau du « fou furieux » pour ne pas effaroucher l'électeur français, il fallait que Gambetta donnât des apaisements à Bismarck, et on ne l'apaiserait qu'en lui apportant des gages. Il fallait en passer par là. La trompeuse

ressemblance de l'anticléricalisme et du *Kulturkampf* rendit plus facile la transition. Toutefois Gambetta s'impatientait, s'irritait quand ses amis, les républicains patriotes, inquiets de son nouveau langage, l'interrogeaient, lui reprochaient même d'être devenu le complice des hommes de Berlin. Mme Juliette Adam, qui se plaisait à tourner le fer dans la plaie, qui jouissait du malaise et de la colère où ses questions et ses blâmes jetaient son illustre ami, eut un jour l'intuition de la vérité probable : ce qu'il y avait d'italien dans le sang de Gambetta s'était laissé séduire par l'idée d'une *combinazione* semblable à celle qui devait associer l'Italie à l'Autriche pendant plus de trente années. Puisqu'il fallait cela pour que la République devînt possible, on s'arrangerait avec l'Allemagne, on se rapprocherait d'elle, on cultiverait ce qu'on avait en commun, l'anticléricalisme, et puis, quand la République serait solide, quand elle aurait franchi les caps dangereux, elle reprendrait sa liberté, elle ferait une politique nationale : du moins Gambetta s'en flattait.

Sur la première partie du programme, les

élections de 1876 puis celles de 1877, qui suivirent le 16 mai et la dissolution, montrèrent que son calcul était juste. Le besoin de la paix avait apporté le pouvoir aux droites en 1871. Le spectre de la guerre le rendait aux gauches. Comme disait Jules Ferry, la République était « acclimatée ». De Berlin, Bismarck se vantait d'avoir aidé l'opération en agitant son tonnerre, d'avoir « mis les choses en scène » pour donner le coup de grâce à la monarchie et aux cléricaux. Mais il n'entendait pas qu'après avoir aidé la République elle lui tournât casaque et se mît à faire en Europe une politique indépendante. C'est ici que le raisonnement de Gambetta se trouvait court et sa combinaison imparfaite. La France était engagée sans le savoir, liée sans échange de signatures, aiguillée dans une direction à laquelle elle n'échapperait plus qu'au prix d'une crise. Ces modérés, disciples de Thiers, et qui venaient de fonder la République en suivant ses enseignements, Bismarck les tenait par leur timidité, par la crainte de compromettre leur ouvrage en rouvrant l'ère des difficultés extérieures. Sciemment ou non, ils s'étaient mis

entre ses mains et ils suivraient le cours que cet esprit audacieux entendait imprimer à la politique de l'Europe.

Consolider le nouvel Empire allemand, lui donner des alliances, le plus d'alliances possible, prévenir toute coalition dont la France serait l'âme, c'était le souci dominant de Bismarck. Il lui fallait une France qui renonçât à jouer un grand rôle sur le continent et qui trouvât ailleurs des occupations et des compensations. Cependant il règlerait le compte de la Russie et du slavisme qui se réveillaient en Orient et qui alarmaient l'Angleterre. Chez nous, l'inquiétude était que cette guerre russo-turque, survenant si tôt après notre désastre, ne nous entraînât nous-mêmes dans une vaste guerre européenne, et le mot d'ordre était l'abstention. Oh ! certes la France était guérie des aventures. Personne n'y demandait plus de voler à l'aide des nationalités opprimées ou de faire une guerre de principes. Mais s'abstenir, même moralement, c'était une chimère. La République se voyait, dès ses premiers pas, rejetée dans ces complications extérieures dont elle aurait voulu s'écarter. Aller au Congrès

de Berlin, ce ne pouvait être que pour approuver ce qui s'y ferait, et ce qui s'y ferait c'était l'isolement et la diminution de la Russie par l'Allemagne associée à l'Angleterre, c'était la consécration européenne de la victoire allemande de 1870. N'y pas aller, c'était une désapprobation, un blâme à Bismarck, qui dès lors nourrirait le soupçon que la France cherchait à se rapprocher de la Russie. On y alla.

On en revint avec la Tunisie et avec une tentation : aux hommes prudents qui dirigeaient la République et qui continuaient la pensée de Thiers, Bismarck avait montré la voie. Bientôt Jules Grévy serait élu à la présidence. Toute une politique y entrerait avec lui, et elle consisterait à chercher des dérivatifs à l'idée de revanche, à ne plus « s'hypnotiser sur la trouée des Vosges ». Le monde est vaste, avait suggéré Bismarck. En Afrique, en Asie, l'Allemagne vous donne carte blanche. Et il pensait qu'il aurait les mains libres en Europe, que l'humeur inquiète des Français serait employée au loin, leur créerait des embarras, si même elle ne les mettait pas en conflit avec l'Angleterre. Et de leur côté, plusieurs des chefs

du parti républicain trouvaient l'offre séduisante. L'expansion coloniale, la constitution d'un vaste domaine africain et asiatique, ne serait-ce pas une compensation honorable au traité de Francfort ? Il ne suffisait pas d'avoir fondé la République. Il ne suffisait pas d'être résolu à éviter les complications européennes et de rassurer l'Allemagne sur les intentions du régime. Il fallait encore donner des satisfactions à l'amour-propre national, un emploi aux activités, ouvrir des perspectives aux esprits. Une nation comme la nation française ne peut pas vivre dans l'immobilité. Il semblait à Jules Grévy, à Jules Ferry, que la politique de l'expansion coloniale fût propre à concilier tout.

Cependant, sur ce point et sur d'autres, avant même que la République fût enlevée aux monarchistes, avant même qu'elle fût définitivement fondée, des divergences étaient apparues entre les républicains. Le régime aurait ses modérés et ses radicaux, ses conservateurs et ses réformateurs, ses whigs et ses tories. C'était normal. C'était attendu. Mais d'où vient que, dès les premiers pas, la lutte ait été si âpre,

qu'entre partisans de la même forme de gouvernement on ait échangé tant de violences ? C'est qu'on n'était pas d'accord sur la question essentielle, qui était la question nationale. On n'était pas d'accord sur l'avenir et l'honneur de la nation, sur l'attitude que la France devait prendre en face de l'Allemagne, sur ses devoirs à l'égard des provinces perdues.

Quand la route républicaine parut enfin sûre et libre, le rêve de Gambetta fut de passer, comme il disait, à « l'action extérieure ». Après des hésitations, il tendit à se retrouver tel qu'il avait été au temps de la Défense nationale. Le sens politique de l'italien qu'il y avait en lui, qu'il avait hérité de ses ancêtres gênois, l'avertissait que les grandes réalités étaient européennes et que les colonies se sont toujours gagnées ou perdues sur le vieux continent. Sa fibre de 1870 lui disait aussi que, tôt ou tard, il faudrait en revenir à la nécessité vitale et que la France, sous peine de déchéance ou de mort, ne pouvait se résigner à naviguer dans le sillage de l'Allemagne. Au dernier moment, il s'était dérobé aux invitations de Bismarck, il avait refusé de se rendre à Varzin. Sans rompre

brusquement, sans risquer d'éclat dangereux, il filait de l'huile et il préparait un retour au patriotisme républicain. Par là aussi il aggravait une défiance et une hostilité qui n'avaient jamais désarmé, celles de Jules Grévy qui, à l'Élysée, continuait de représenter, avec plus de discrétion et de réserve que le pétulant vieillard, l'idée de Thiers, l'idée d'une République modeste, effacée, n'effarouchant personne. Systématiquement, Jules Grévy écartait Gambetta du pouvoir, non pas tant par jalousie peut-être que par crainte qu'il ne compromît le régime. Lorsque les deux présidents allèrent à Cherbourg, en 1880, (Gambetta était alors président de la Chambre) le contraste apparut déjà. Le discours de Gambetta avait produit l'effet d'un coup de clairon. Discours pourtant bien modéré, où l'allusion à la revanche était voilée, lointaine, enveloppée dans le nuage de la « justice immanente ». Mais Gambetta avait parlé de son « culte passionné pour l'armée ». Il avait dit : « L'avenir n'est interdit à personne. » C'en fut assez pour alarmer Jules Grévy qui, huit jours plus tard, mit le pays en garde contre les « ambitions person-

nelles » (traduction du mot célèbre : « France, méfie-toi des individus »). Il dénonçait aussi les « impatiences » et les « exagérations ». Tout le monde comprenait ce que ce langage voulait dire et quelle en était l'adresse. Et comme, pour en finir avec la popularité de Gambetta, il fallait qu'elle eût subi l'épreuve du pouvoir où une sorte de flot le poussait, Jules Grévy l'y appela.

Jules Ferry venait de tomber au moment où il avait réalisé l'offre de Bismarck et occupé la Tunisie. Les critiques que l'on faisait alors de l'expédition tunisienne nous paraissent aujourd'hui étranges et entachées de parti-pris. Mais, dans ces sortes de conflits, l'objet de la dispute disparaît. Il n'y a que l'idée qui compte. Celle qui dressait déjà Clemenceau contre Jules Ferry, c'était que l'ère des expéditions coloniales détournerait la France de ses tâches en Europe et en ferait la servante de la politique bismarckienne. La pensée de Jules Ferry, pensée qu'une pudeur l'empêchait d'exprimer tout haut, c'était que la France ne pouvait pas « s'hypnotiser sur la trouée des Vosges ». Entre ces deux conceptions, il y avait lutte, et

une première fois, Jules Ferry succomba. C'était l'heure de l'autre tendance : Gambetta fut chargé de former le ministère, mais dans de telles conditions que son prestige dût y rester. Sur un mot d'ordre parti de l'Élysée, le vide se fit autour de lui. Le haut personnel parlementaire lui refusa son concours. Et quand le cabinet fut constitué, à la diable, une rumeur commença de courir : « Gambetta, c'est la guerre. » Mot perfide. Accusation mortelle. Lorsque Gambetta eut nommé le général de Miribel (un réactionnaire avéré, par surcroît), chef d'état-major général, quand il se mit à s'occuper ostensiblement de l'armée et de réformes militaires, l'inquiétude, attisée par ses adversaires, s'accrut. Gambetta semblait belliqueux et, comme en 1870, comme au temps de la Défense nationale, il effrayait. Deux mois après sa naissance, son ministère était renversé. Le seul soupçon qu'il pût conduire à la guerre avait suffi. La carrière de Gambetta était terminée... La guerre ! Le péril extérieur ! L'arme électorale qu'il avait si bien maniée contre les conservateurs, cinq ans plus tôt, se retournait contre lui.

Donc, il y avait ceci d'étrange et qui semblait rendre la République presque ingouvernable : deux courants d'opinion également forts se heurtaient. Une politique qui renonçait ouvertement à tout espoir de revanche et nous rapprochait de l'Allemagne soulevait les colères du patriotisme. Une politique qui, même par de prudents détours, ramenait la France aux souvenirs de 1870, faisait penser qu'elle provoquerait la guerre, et alors une autre vaste portion du pays s'alarmait.

*
* *

Les hommes qui dirigeaient la République ne se rendaient pas compte de ce dualisme, ou bien ils persistaient à croire que le parti du renoncement et de l'oubli était le plus fort et que la diversion coloniale était la meilleure méthode à suivre, tant à l'égard de l'Allemagne qu'à l'égard du peuple français. Toujours est-il qu'après Gambetta, Jules Grévy en revint bientôt à Ferry, et Ferry aux expéditions lointaines. Cette fois, ce n'était plus la Tunisie, c'était le Tonkin. Tout ce qui, en France, sentait d'ins-

tinct que ces expéditions répondaient à une idée préconçue et inavouée, suivait avec inquiétude ce qui apparaissait comme une déperdition de nos forces. Certes, ce n'était pas une brillante politique, celle qui ne nous avait fait renoncer à l'Egypte, après l'Alsace, que pour nous mettre en conflit avec l'Angleterre sur d'autres points du monde. Et voilà que, moins de quinze ans après le traité de Francfort, nous étions en guerre avec qui ? Avec la Chine ! Absurdité prodigieuse. Quand la nouvelle du désastre de Lang-Son fut connue, une tempête s'éleva contre Jules Ferry. « Tout débat est fini entre nous », dit l'âpre voix de Clemenceau qui s'éleva encore à la tribune de la Chambre avec les accents qu'on devait lui retrouver trente ans plus tard. « Nous ne pouvons plus discuter avec vous les grands intérêts de la patrie ». La colère de Paris fut plus violente cent fois que celle de la Chambre. Il y avait longtemps qu'on n'avait vu, sur un homme politique, s'amasser une haine aussi tumultueuse. Un jour, reconnu dans sa voiture, Jules Ferry fut entouré par la foule, insulté, maltraité. Jamais les plus impopulaires des réac-

tionnaires du 16 mai n'avaient subi de ces outrages. C'est que le « tonkinois », qui détournait les yeux de la « trouée des Vosges », avait commis le grand blasphème.

A partir de ce moment, et pour plusieurs années, la République chancela sur ses bases : cette métaphore usée s'applique avec exactitude à la situation. Les gardiens de la démocratie s'appliquaient à suivre la ligne de prudence que, depuis les débuts du régime, ils s'étaient tracée : quand Bismarck, par l'affaire Schnæbelé, chercha de nouveau querelle à la France, Jules Grévy mit tout son sang-froid à la résoudre en « grand avoué ». Mais il semblait que la fortune fût lasse. Rien ne réussissait plus. L'opinion publique ne sut aucun gré au président d'avoir évité la guerre. Ce n'était pas tout. Jamais, entre modérés et radicaux, le parti républicain n'avait été aussi divisé. Aux élections de 1885, les monarchistes avaient relevé la tête. Des scandales, des « affaires », qui atteignaient Jules Grévy lui-même dans la personne de son gendre, aggravaient le trouble moral, et un jour vint où la Chambre dut sommer le président de se démettre. Cependant

une popularité foudroyante se fixait sur un ministre de la guerre que les républicains extrêmes avaient inventé.

Le général Boulanger avait commencé par être le cauchemar des conservateurs de droite avant d'être leur allié. Il avait pour premier lieutenant un admirateur de Gambetta, sous les auspices duquel la Ligue des Patriotes avait été fondée : Paul Déroulède. Henri Rochefort, l'adversaire de l'Empire, le condamné de la Commune, le grand journaliste, voix de Paris, était aussi de la suite du général, il était l'animateur de la cause. Ce qu'il y avait d'impur, pour les vieux républicains, dans le boulangisme, c'était d'abord ce déclassement des partis. Là aussi était le péril. Ce mouvement, ce tumulte gaulois réunissait des hommes de toute origine dans une même protestation. Si le boulangisme syndiquait beaucoup de mécontentements très divers, son fonds solide, c'était le patriotisme blessé. C'était la question d'Alsace et la question allemande. C'était de savoir si la France serait gouvernée par des hommes résignés à courber la tête et qui, à la longue, finiraient par s'entendre expressément avec

Bismarck, ce qui était dans la logique du système de Ferry : l'instinct français ne s'y trompait pas.

Ainsi la politique de Thiers et de Grévy, qui avait servi à fonder la République, risquait de la renverser. Trop de prudence avait créé un autre péril. Paris révolutionnaire, Paris communard, radical ou bien boulangiste, c'était toujours Paris patriote. Paris demandait la dictature d'un général et pourtant ce général n'avait gagné aucune bataille. Mais c'était le ministre de la guerre qui, selon le mot de Maurice Barrès, avait « relevé le pompon du soldat ». Quelques paroles, une attitude, un certain nombre de mesures militaires qui montraient où allait l'esprit de Boulanger avaient suffi. La politique du rapprochement avec l'Allemagne avait produit cette explosion de « nationalisme ».

Le 27 janvier 1889, par une élection triomphale, Paris plébiscita le cheval noir de Boulanger. Que le médiocre héros de cet enthousiasme fût capable de le vouloir, et il était, le soir même, le maître du gouvernement. « S'il s'était porté sur l'Elysée à la tête de la Ligue

des Patriotes et suivi du flot de ses partisans, qui peut dire qu'il n'eût pas balayé les obstacles? Il y avait alors bien de l'ébranlement chez les gardiens de l'ordre public. » M. de Freycinet, qui donne cette note, était bien placé pour savoir que le sort de la République parlementaire ne tint ce soir-là qu'à un fil. Né d'un père républicain qui savait par cœur les *Châtiments*, Boulanger recula devant un coup d'État et voulut ne tenir le pouvoir que de la légalité. Quelle erreur de calcul ! Quelle méconnaissance de l'esprit moyen des Français ! Même si la ruse d'un ministre de l'intérieur n'eût réussi à lui faire passer la frontière, la cause de Boulanger devait succomber quelques mois plus tard devant le vote de la province. L'idée de la revanche, qui le rendait populaire à Paris, le condamnait dans les départements. C'était la même situation qu'en 1871, lorsque Paris républicain voulait poursuivre la guerre et que la province conservatrice demandait la paix. Seulement, cette fois, la République, parce qu'elle était devenue pacifique, fut sauvée par les ruraux.

*
* *

Ce serait une erreur de croire que le boulangisme n'eût été qu'un épisode bruyant. Il a marqué le commencement d'une période nouvelle dans l'histoire de la République. Les hommes les plus perspicaces du régime en avaient bien compris le sens et la leçon. C'est ce que laisse lire, entre les lignes de ses *Souvenirs*, M. de Freycinet, qui, témoin de nos révolutions (il avait vingt ans en 1848), en percevait le rythme plus distinctement qu'un autre. Un retour pur et simple à la politique de Jules Grévy et de Jules Ferry était désormais impossible. Il fallait trouver autre chose et donner des satisfactions au patriotisme.

Bismarck, de son côté, ne s'était pas mépris sur le sens du mouvement. Depuis la chute de Ferry, il était fixé. Il ne comptait plus voir une France oublieuse, résignée, docile, se prêter aux desseins de la politique allemande. Il avait senti ce que l'esprit national français avait d'irréductible. Si l'on pouvait agir sur la France, ce ne serait plus que par l'intimidation. La France

refusant d'être l'alliée et la subordonnée de l'Allemagne, il fallait que l'Allemagne fût prête à l'écraser. Alors Bismarck organisa la levée en masse. Il fit voter le Septennat militaire après avoir dissous le Reichstag qui le refusait : ce n'était que le début des armements à outrance. Sans prendre de bon cœur son parti de l'alliance franco-russe, il la regarda comme un fait inévitable. Par une véritable provocation préméditée à l'adresse de la Russie, et pour avoir au moins l'air d'avoir voulu ce qu'il ne pouvait empêcher, il publia le texte du traité de l'alliance conclue par lui avec l'Autriche en 1879. Lorsque Guillaume II, devenu empereur, eut congédié Bismarck, le fondateur de l'unité allemande lui léguait une situation nouvelle.

C'est le mot que l'ingénieux Freycinet employait un an plus tard au banquet de Vandeuvre. Devant les attachés militaires étrangers, qui, après des grandes manœuvres brillantes, avaient pu juger des progrès de notre armée, il fit entendre qu'il y avait quelque chose de changé, que la République, sans renoncer à être « sage », sortait de son abstention et rentrait en Europe, inspirant désormais « aux uns la confiance, aux

autres le respect ». L'alliance russe était annoncée, tout le monde la sentait venir, et elle faisait « vibrer le pays ». Le boulangisme n'avait pas été vain. Il avait détourné la République d'une orientation au bout de laquelle il n'y avait que le rapprochement avec l'Allemagne, c'est-à-dire le renoncement et la subordination au vainqueur.

Jules Grévy mourut à ce moment-là. C'était une conception qui s'en allait et qui, après avoir servi à fonder et à acclimater le régime, avait bien failli le faire périr. L'alliance avec la Russie contentait enfin le patriotisme français, qui d'ailleurs s'abandonnait à tort à l'illusion qu'elle était synonyme de revanche. L'illusion des hommes d'État qui l'avaient faite, pour être différente, n'était pas moindre. A leurs yeux, l'alliance franco-russe était une combinaison d'assurance et d'équilibre qui permettait à la France de reprendre sa liberté vis-à-vis de l'Allemagne en lui donnant une solide garantie contre les risques d'une guerre. Ce que les républicains de 1891 avaient voulu faire, c'était la synthèse des aspirations nationales et du désir de paix : les choses devaient tourner

autrement et le calcul était trop habile pour être tout à fait juste. Il devenait même funeste s'il conduisait à regarder l'alliance comme une sécurité. Elle poserait des problèmes nouveaux : voilà tout. Elle nous entraînerait vers d'autres complications et d'autres dangers à la suite de la Russie qui était bien un géant, mais un géant déjà malade.

A l'avenir, il faudrait concilier l'existence et les mœurs d'une démocratie avec les exigences d'une politique extérieure de grande envergure. C'est le plus difficile des problèmes et le plus périlleux. Une attention sans défaillance, une préparation militaire sans lacunes, une discipline tenant tous les ressorts de la nation tendus : voilà ce qui eût été nécessaire à partir du moment où la France « reprenait la place qui lui était due ». Le peuple français partait sans le savoir pour une navigation orageuse. Il partait avec une seule force sûre, et cette force était en lui-même : c'était un sentiment national que rien n'aurait corrompu.

CHAPITRE XI

LE PREMIER JOUR DE LA MOBILISATION EST LE DIMANCHE 2 AOUT

> — Plus d'un
> Ne viendra plus chercher la soupe parfumée
> Au coin du feu, le soir, auprès d'une âme aimée.
>
> BAUDELAIRE.

A vingt et un ans, tout Français entre en possession de deux papiers redoutables : sa carte d'électeur et son fascicule de mobilisation. De l'usage qu'il fait de l'une dépend le sort que lui réserve l'autre. Mais ce rapport s'établit dans des régions lointaines, inaccessibles à la vue du simple citoyen, trop naturellement soucieux de ses intérêts immédiats pour porter son regard au delà de ses commodités présentes et de son horizon privé. Combien de Français, jusqu'au 2 août 1914, seront morts de leur mort naturelle en se disant qu'en somme il

avait fait bon vivre, depuis l'année terrible, et que la France républicaine n'était pas une si mauvaise maison ! La bourgeoisie touchait ses rentes, ses loyers, ses dividendes et payait des impôts supportables. « Nous prenons notre bien en patience », disait une grande dame au temps du ralliement. En effet, de quoi se serait-on plaint ? Une justice distributive bien réglée faisait que chacun avait son tour et rendait très faible le nombre des mécontents : la chose publique était la seule négligée. Quand les ouvriers étaient servis, on n'oubliait pas les patrons. Le bien-être des possédants était un droit comme le « mieux être » des prolétaires. Le socialisme n'effrayait plus sérieusement personne depuis qu'il avait perdu les aspects farouches du communisme partageur et que, de révolutionnaire, il était devenu évolutionniste. Il faisait même bon ménage avec la ploutocratie, véritable reine, au dire d'Anatole France, de ce système de gouvernement. La France était comme une vaste société d'assurances mutuelles qui n'oubliait qu'une chose : c'était de garantir les vies et les biens contre les risques de la guerre et de l'invasion.

Mais pourquoi prévoir la guerre ? On ne l'aurait que si on la voulait et il était certain que la France ne la voulait pas. Et puis, il y avait la Russie, la vaste Russie avec ses millions de soldats, qui tiendrait l'Allemagne en respect, et qui, au cas où il faudrait tirer l'épée, jetterait dans la balance l'immensité de ses forces. Jamais on n'aura vu plus fausse sécurité. A cet égard, les vingt-cinq années de l'alliance russe forment un chapitre, peut-être le plus étrange, de l'histoire politique et sentimentale de la démocratie française.

Lorsqu'au mois de décembre 1917, par de sombres jours d'hiver et de neige, les soldats français eurent appris, dans leurs tranchées, que la Russie de la révolution avait conclu un armistice avec l'ennemi et qu'en pleine bataille elle trahissait ses alliés, ce jour-là, les aînés, les territoriaux, purent se souvenir. Reparurent-elles à leur mémoire, ces journées d'automne parisien où l'amiral Avellan, ses officiers et ses marins avaient parcouru la ville délirante ? Des flots d'une mer humaine, jaillissait le cri de l'enthousiasme et de la confiance, ce « Vive la Russie », qui avait remplacé le

« Vive la Pologne » des temps anciens. C'était l'expression ardente et naïve d'un sentiment de gratitude pour ces frères lointains, inespérés, qui, les premiers, depuis nos désastres, voulaient bien nous tendre la main. Leur tsar n'était plus le tyran, le « vampire » du romantisme révolutionnaire. Le mythe avait changé. L'autocrate du Nord devenait une sorte de divinité tutélaire, l'ange gardien de la France. Longtemps encore, sous le chaume de nos campagnes, on trouvera son image, comme une icone, épinglée à l'humble mur.

Et il était vrai que, du côté russe, l'alliance était l'œuvre d'une dynastie, une conception d'empereur, d'aristocrates et de diplomates. En vue de l'équilibre, idée abstraite et savante, ils avaient conclu avec la France un mariage de raison, et la France avait cru faire avec tout un peuple un mariage d'amour. Dans cette illusion, elle en passait par tous les caprices du colosse. Elle lui portait son or, sans compter. Elle envoyait même ses vaisseaux à Kiel, saluer Guillaume II, car, à ce moment, dans l'esprit de la politique russe, l'alliance devait servir de transition à une entente entre Péters-

bourg, Berlin et Paris. La France l'ignorait et d'ailleurs ne l'eût pas cru. Le symbole de l'alliance, c'était la revanche pour les uns. Pour les autres, c'était au moins la protection contre l'Allemagne. Et le symbole était le plus fort.

C'est pourquoi, au bout de peu de temps, une politique renouvelée de Jules Ferry put être reprise sous le couvert de la Russie. Des modérés, des républicains décents s'étaient laissés tenter à leur tour. L'alliance, croyaient-ils, stabilisait l'Europe. Elle était donc propice à de vastes desseins exotiques. Alors on se jeta dans la politique « mondiale », nouveau nom de la politique coloniale. S'aperçut-on, en France, que le ferrysme recommençait ? Nullement. L'alliance russe dissimulait, embellissait tout. La France ne voyait pas que, pour la seconde fois, elle se rapprochait insensiblement de l'Allemagne et qu'elle allait droit à un conflit avec l'Angleterre. Soudain, c'est Fachoda. Le vaisseau a touché un écueil et toute l'armature en tremble... Quel sentiment prévalut alors chez le peuple français? Il le distinguait mal lui-même. Sans doute il y

avait l'humiliation du recul. Il y avait aussi la révélation d'un péril couru sans que personne l'eût vu venir, le sentiment juste que cette lutte inégale de la France, avec ses escadres négligées, contre la première puissance maritime du monde, eût été une folie désastreuse, un crime contre la raison, après lequel l'Allemagne, sur le continent, nous eût tenus à sa merci. Nous venions de côtoyer un abîme...

Fachoda signifiait une chose grave : c'est qu'il n'y avait pas de neutralité possible en Europe pour la France. Entre l'Allemagne et l'Angleterre, il fallait opter. Pas de repos : l'abdication elle-même était une chimère et la triade germano-franco-russe rêvée à Pétersbourg n'eût conduit qu'à d'autres complications. En cette fin du XIXe siècle, l'Europe se cherchait, et dans quelle obscurité ! Depuis 1871, on peut dire qu'elle avait essayé de tout pour composer avec l'existence d'une grande Allemagne et pour s'adapter à cet immense fait nouveau. En vain ! Quelque chose de plus fort que les volontés ramenait les nations vers le problème central. Ce pauvre dix-neuvième siècle, tout chargé de ses illusions et de ses

fautes, ne mourait que pour léguer au vingtième la tâche de liquider ses erreurs.

« Et pourtant, si je veux échapper au passé? » semblait dire alors la démocratie française. L'avertissement sibyllin de Fachoda était survenu au milieu d'une nouvelle crise politique et morale de la France : l'affaire Dreyfus, à maints égards, a fourni une réplique du boulangisme. Seulement les points de départ étaient bien différents. Au lieu d'être, comme dix ans plus tôt, l'agresseur, de prendre l'initiative, le nationalisme fut alors un sentiment de défense. C'est pourquoi ses pulsations furent moins nettes, moins vives, plus diffuses. Contre quoi réagissait l'instinct national qui prenait parti pour l'armée et pour l'état-major? Contre la conception démocratique qui cherchait, par l'antimilitarisme, sa réalisation intégrale. Toute la partie idéaliste du programme dreyfusien, Droit, Justice, cosmopolitisme, c'était le pavillon qui recouvrait la politique du moindre effort. De bonne foi, quelques esprits généreux, nourris de doctrine libérale, ont pu s'y tromper. L'histoire, qui distingue les causes et les effets, ne s'y trompe pas. Les chefs du mouve-

vement n'y virent pas moins clair. Il s'agissait d'organiser définitivement en France un régime fondé sur l'idée du renoncement et de la paix, une société affranchie des traditions et des disciplines d'un autre âge, libérée du passif légué par la génération antérieure, un État dont le principal souci serait d'assurer à l'individu la somme des satisfactions que peuvent procurer les lois sans ruiner l'ordre public. Le droit au bonheur deviendrait le premier des droits. Et quiconque troublait cet épicurisme social, en rappelant, comme Déroulède, le souvenir de 1870, le devoir à l'égard des provinces perdues, était voué aux maisons de fous. « Déroulède à Charenton ! » Ce cri de la rue n'était que la traduction injurieuse et grossière d'une idée de gouvernement, celle de Thiers et de Jules Grévy, épanouie dans une pleine maturité. A la fête du « triomphe de la République », lorsque le drapeau rouge, naguère proscrit, apparut, le président Loubet, fils, petit-fils de propriétaires, ne s'effaroucha pas de ce symbole, non plus que ses ministres bourgeois. On savait ce qu'il voulait dire. La République radicale socialiste était née.

Tout de suite elle prospéra. Des charges militaires réduites, un vaste budget qui, par les milles canaux des emplois publics, des indemnités, des subventions, distribuait les richesses du pays sans en tarir brutalement la source, il y avait de quoi séduire les masses électorales. M. de Freycinet observe, dans ses *Souvenirs*, qu'en 1893 un tiers de la France refusait encore de reconnaître le régime républicain. Depuis, cette opposition n'avait cessé de fondre ou de s'atténuer. A partir de 1902 elle cessa presque entièrement de compter au point de vue parlementaire. Une circonscription qui n'avait pas un député gouvernemental était une circonscription déshéritée, et l'électeur le savait bien. Son bulletin de vote était devenu un billet à ordre dont il s'entendait à tirer les intérêts. On a beaucoup flétri la surenchère électorale. L'admirable, c'est qu'elle ne soit pas allée plus loin, que l'impôt ait continué d'être payé par plus de trois ou quatre cent mille personnes, et qu'une armée encore puissante, malgré tant de lacunes, tant de relâchements successifs, ait coexisté avec cet état de pure démocratie. Le bon sens, l'instinct national des Français avaient

servi de correctif. Ils avaient fait ce premier miracle.

*
* *

Il y avait plus de dix ans que la politique intérieure et la politique extérieure de la France ne se pénétraient plus qu'à peine ou ne se pénétraient plus du tout. En 1905, sept ans après Fachoda, il s'était produit une nouvelle secousse. Cette fois, c'était avec l'Allemagne que la guerre avait failli éclater. Quels soubresauts ! Quels coups de tangage ! Après Charybde, c'était Scylla. Le rapprochement franco-anglais, la liquidation de la vieille et funeste rivalité coloniale, cette œuvre politique si raisonnable et dont le seul défaut était d'avoir trop tardé, avait donc produit cet effet ? L'entente cordiale s'ajoutait à l'alliance russe. Les deux Empires qui, en 1875, s'étaient interposés quand Bismarck voulait en finir avec la France, nous avions enfin réussi à nous les attacher, à ébaucher avec eux un système diplomatique. Et voilà que cette garantie se changeait en un risque nouveau ! Mais, en y regardant de plus près, on découvrait déjà quel-

ques-unes des faiblesses de la Russie, travaillée par la révolution et imprudemment lancée, sous l'impulsion maléfique de l'Allemagne, vers les aventures d'Extrême-Orient. Guillaume II avait réussi à faire battre les Russes et les Japonais, comme Bismarck, lorsqu'il nous envoyait en Afrique, rêvait de nous faire battre avec les Anglais et les Italiens. Et nous lui étions liés, à cette Russie. Notre sort dépendait du sien. De tout ce qui lui arriverait, nous subirions le contre-coup. Non, décidément, il n'y avait pas de sécurité parfaite. Il n'y avait pas de repos.

Depuis le traité de Francfort, pouvions-nous nous appartenir ? Pouvions-nous vivre à notre guise d'une vie indépendante au milieu des nations ? Il y avait trente ans que les gouvernements républicains cherchaient la formule magique qui eût concilié la paix et l'honneur, écarté le risque de guerre sans laisser abdiquer la France. Et l'on se trouvait ramené au point de départ, en face d'une Allemagne qui nous donnait à choisir d'être ses alliés et ses vassaux ou d'être implacablement notre adversaire. Pouvait-on échapper à ce dilemme ? On voulut encore s'en flatter.

Lorsque l'empereur allemand parut à Tanger, la menace à la bouche, pour contester l'accord par lequel l'Angleterre, en échange de nos droits sur l'Égypte, laissait le Maroc à la France, un homme dirigeait depuis sept ans notre politique étrangère. Au milieu de l'inattention générale, il l'avait conduite à son gré. Théophile Delcassé avait écouté, compris, suivi la pensée du roi Edouard VII et des dirigeants anglais. La Triple Entente s'ébauchait. La République radicale-socialiste se trouvait, à son insu, engagée dans un grand système européen qui, pour l'observateur averti, ressemblait à s'y méprendre à ceux du XVIIIe siècle, d'où les deux guerres de Sept Ans étaient nées. Ainsi les traditions que la démocratie extirpait à l'intérieur repoussaient à l'extérieur. Le fameux conseil des ministres du 6 juin 1905 mit en lumière cette contradiction. M. Delcassé y parut comme un accusé, coupable d'avoir péché contre la logique du régime, coupable d'avoir attiré des orages sur la France par sa politique personnelle: on disait presque sa politique occulte, bien que les accords franco-anglais de 1904 eussent été ratifiés par les Chambres. Mais, à la vérité,

l'ultimatum de Guillaume II était pour tout le monde une révélation. Il ne servait à rien de fermer les yeux. Qu'on n'eût pas de politique étrangère, ou qu'on en eût une, et quelle qu'elle fût, il fallait compter avec le monde extérieur.

Restait une attitude à prendre, une dernière expérience à tenter : on s'inclinerait devant l'Allemagne, on chercherait à désarmer son courroux par des concessions. M. Delcassé fut sacrifié sur l'autel de la paix. « Humiliation sans précédent », soupirèrent des républicains qui n'avaient pas cru qu'on verrait jamais un ministre français renversé sur l'injonction de Guillaume II. Pourtant il fallait en passer par là ou par la guerre. Et l'on alla à la Conférence d'Algésiras que l'Allemagne avait exigée. Autre prodige : il y parut que l'Empire allemand était isolé dans le monde, à peine soutenu par quelques comparses dans ses prétentions. L'aréopage international lui résistait, le déboutait et lui marquait sa méfiance : la vaste coalition avec laquelle l'Allemagne est aux prises aujourd'hui s'est esquissée à Algésiras. Dès lors, c'était bien clair : l'Allemagne ne croirait plus qu'à l'intimidation et à la force. Quoiqu'il arrivât, plus

de conférence, plus d'arbitrage, plus de tribunal européen où elle se savait d'avance condamnée par la majorité. En acceptant d'aller à Algésiras, on n'avait abouti qu'à fermer une porte. Plus que jamais, l'Allemagne était convaincue que sa seule issue serait la guerre et elle ne passa plus un jour sans y penser et sans s'y préparer.

Chez nous, il y eut encore des hommes pour croire que nous échapperions à ce destin. Suivant la pensée qui avait guidé les fondateurs du régime, adaptant à la République radicale-socialiste les axiomes de la République conservatrice et opportuniste, ils conçurent et ils désirèrent une entente avec l'Allemagne. De nouveau, dans le pays, les deux courants désormais historiques se reformèrent. Mais, cette fois, l'ensemble de la nation n'y participait que faiblement et de loin. C'est dans les régions supérieures de l'opinion et dans les états-majors du personnel parlementaire que les deux tendances se retrouvèrent aux prises.

Il y avait toujours ceux qui se disaient à eux-mêmes que la France devait se résigner à ne plus être qu'une nation de deuxième ordre,

glorieuse dans le passé, modeste dans le présent et dans l'avenir, comme l'Espagne, comme la Hollande. Son tour était fini, la roue de l'évolution ayant fait monter la puissance allemande. Cette Allemagne, si grande par le nombre, par l'organisation, par les richesses, le mieux était de s'incliner devant elle, de collaborer avec elle. Au moins fallait-il s'écarter de son chemin et, quand on la rencontrait, s'effacer. Telle était la logique du régime électif et de notre démocratie. C'était la thèse de Jean Jaurès qui, périodiquement, à la tribune de la Chambre, agité des tremblements de la pythonisse, annonçait des catastrophes, si, au Maroc, en Orient, on ne se rangeait pas aux vues de l'Allemagne. C'était l'idée de Joseph Caillaux, et il la mettait à exécution en 1911, après le « coup d'Agadir », lorsqu'il cédait à l'Allemagne une vaste part du Congo français, amorce d'un « rapprochement » qu'un député lorrain, en son nom et au nom des représentants des pays frontières, vint dénoncer dans une déclaration qui rappelait celle de Keller à l'assemblée de Bordeaux.

Ainsi, depuis qu'elle était fondée, la Répu-

blique ne cessait de tourner dans le même cercle. Elle n'était pas libre, mais prisonnière de ses origines, et un déterminisme pesait sur elle. Quoi qu'elle tentât, quelque forme qu'elle prît, elle finissait toujours par se retrouver en face de la grande question, celle qu'avaient posée l'ancienne défaite, la perte des deux provinces et l'écrasant voisinage de l'Empire allemand. Alors, après une période de fléchissement et d'abandon, le sentiment national, obscur chez les uns, lucide chez les autres, se ranima. Le coup d'Agadir et le traité du 4 novembre 1911 furent de nouveau le signal d'un de ces réveils. La même voix âpre qui, vingt-cinq ans plus tôt, avait condamné Ferry, accusait Caillaux. Mais comme les temps étaient changés ! Ce vent de fronde, ces chansons, cette alacrité des foules, qui avaient été la marque du boulangisme, avaient fait place à un sentiment grave et anxieux, celui d'un peuple menacé dans son existence, provoqué à tout instant par un adversaire redoutable. Et ce sentiment était celui d'un petit nombre. Ces cortèges qui se rendaient en silence aux autels de la patrie, à la statue de Jeanne d'Arc et à la statue de

Strasbourg — voisine de celle de Lille, qui serait bientôt en deuil, — c'étaient des cortèges à la polonaise, c'était l'élite savante, prévoyante et douée de mémoire, nourrissant le feu sacré de la nationalité dans un pays que l'invasion menaçait et qui ne s'en doutait pas.

L'élection de M. Poincaré à la présidence de la République avait été l'expression politique de cette renaissance du sentiment national. Puis, que d'hésitations, que de rechutes jusqu'à l'heure où la République devrait appeler les citoyens aux armes ! Les élections d'avril-mai 1914 montrèrent que la foule restait insensible à son bien et à son mal, indifférente et aveugle au danger. Si jamais consultation populaire signifia une volonté de paix et de désarmement, ce fut celle-là. Le service de trois ans, rétabli à la demande des chefs de l'armée et de quelques ministres avertis et anxieux qui voyaient monter l'orage, sortait condamné du scrutin. « *Inveni portum*, avait répondu le suffrage universel. Dans le havre démocratique, je suis en sûreté et je suis bien. Je ne cherche querelle à personne et, si quelqu'un nous en cherche une, n'y a-t-il pas le faisceau de nos

alliances et de nos amitiés pour rendre la guerre impossible ? »

Encore quelques semaines, et l'heure redoutée sonnera après quarante-trois ans. La République n'a pu tenir sa promesse de paix : l'illusion était de croire que la guerre ou la paix dépendissent d'elle. Et ses chefs craignent alors les effets de cette promesse répétée, de ce narcotique si longtemps administré à hautes doses, que la démocratie demandait et qui l'a endormie dans la paresse et dans l'insouciance. Ils savent aussi que la France n'est pas prête comme elle devrait l'être, que l'électeur, juge souverain de son propre sort, ne s'est pas forgé à lui-même des armes suffisantes pour le jour de l'assaut.

Ce grand jour inévitable, le voilà arrivé. Un roulement de tambour dans les villages, une dépêche qu'on affiche : c'est le destin qui prononce, pour des millions d'individus et pour la nation. « La mobilisation générale est ordonnée. Le premier jour de la mobilisation est le dimanche 2 août. » Ce premier jour, comme il est loin ! Il s'en est écoulé plus de mille pendant lesquels on a combattu et souffert, pendant

lesquels on est mort. Quarante ans de liberté politique auront eu pour contre-partie des années d'invasion et des années de tranchée... Que de sang, que de larmes et que de ruines ! Dans quelle trompeuse sécurité ce peuple avait vécu ! Mais, au fond de lui-même, il y avait quelque chose d'intestructible. La France avait tout à refaire pour sauver son indépendance et sa nationalité, pour réparer cent ans d'erreurs. Devant l'énorme tâche, elle n'a pas reculé un instant.

*
* *

Nos anciens combattants de 1870 qui, depuis peu, portaient le ruban vert du souvenir, commençaient à se clairsemer, lorsqu'une nouvelle génération de Français s'est trouvée face à face avec une nouvelle génération d'Allemands. Etait-ce toujours la même Allemagne ? Non, elle était pire.

Et d'abord les Français ne voulaient pas croire qu'un peuple entier fût capable d'un tel forfait, d'une agression si perfidement calculée. Ces Allemands, c'étaient des hommes comme

les autres. Eux aussi, ils étaient mobilisés jusqu'aux limites de l'âge mûr et ils avaient des femmes, des enfants, un foyer. C'était leur vie qu'ils exposaient. Et ils auraient voulu cela ? Allons donc ! Ils n'avaient pas leur libre arbitre. Ils étaient gouvernés par un empereur et par une caste militaire qui les envoyaient à la boucherie. Mais ils ne tarderaient pas à secouer ce joug, à se révolter. N'y avait-il pas des millions de socialistes en Allemagne ? Leurs députés ne rencontraient-ils pas les nôtres dans des Congrès ? Scheidemann, en 1912, à la fête du Pré-Saint-Gervais, n'était-il pas venu affirmer la fraternité de l'Internationale ? Cette guerre allemande était une « guerre d'officiers ». Mais il y avait deux Allemagnes, et la seconde, la vraie, la bonne, ne tarderait pas à se révéler...

Jadis, en effet, il y avait eu non pas deux Allemagnes, mais trois. Auprès de la Prusse, colonie militaire en marge des pays germaniques, il y avait une Allemagne réactionnaire et particulariste qui somnolait, une Allemagne libérale et unitaire qui rêvait. Cette pâte avait levé par le ferment prussien. Alors il n'y avait

plus eu qu'une seule Allemagne, inspirée par la plus puissante des idées du siècle, l'idée de nationalité, qui, peu à peu, avait absorbé toutes les autres. Ils avaient disparu ces libéraux, ces révolutionnaires qui, en 1871, au nom du droit des peuples, avaient protesté contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine au risque de la prison. Ils avaient disparu, ces catholiques qui, avec Windthorst, résistaient à Bismarck. Comme les libéraux, les premiers, en avaient donné l'exemple, les socialistes et les catholiques étaient devenus « nationaux ». Avec les années, le courant n'avait fait que devenir plus fort. Par deux fois, en 1887 et en 1893, sous Bismarck et sous Caprivi, il avait fallu dissoudre le Reichstag pour obtenir le vote de nouvelles lois militaires. Depuis, cette opposition n'avait pas reparu. Des charges de plus en plus lourdes étaient imposées au peuple allemand et il approuvait, par le suffrage universel, que ce formidable instrument de guerre lui fût forgé.

En somme, sa révolution politique, l'Allemagne l'avait eue de 1866 à 1870. Cette révolution était dans son passé et continuait à la diriger. Pour redevenir une nation, il avait

fallu qu'elle brisât l'ancien système des petites cours, qu'elle redevînt un Empire, appuyé sur la force de l'Etat prussien et organisé par lui. L'Allemagne était fière et heureuse d'être « une ». Et dans la même mesure où elle était attachée à son unité, si longtemps désirée, source de richesse, de puissance et de gloire, elle était attachée aux conditions de son unité, telles que l'histoire les avait établies. Ces conditions, c'était la monarchie des Hohenzollern et de fortes institutions militaires. Ainsi l'Allemagne, sa dynastie impériale et son militarisme formaient un bloc, dans lequel il était vain de chercher à distinguer. Quelquefois des orages passaient. Pendant les fameuses « journées de novembre » 1908, le peuple allemand avait grondé haut contre Guillaume II. Tout de suite, de lui-même, il apaisait ses tempêtes à la pensée qu'il touchait à l'arche. Un remords l'arrêtait sur le chemin au terme duquel il craignait d'entrevoir la dissociation de l'Allemagne par un divorce entre la nation et l'empereur.

Ainsi ce nationalisme germanique, sorti des grands courants intellectuels au XIXe siècle, associé, à ses origines, à l'idée libérale, s'était

développé dans le sens de l'impérialisme. La liberté qu'avaient conçue les Allemands, ç'avait été d'abord celle de former, au lieu d'une « mosaïque disjointe », un seul peuple affranchi des entraves de la vieille Confédération. Maintenant, ils la concevaient comme la liberté de rayonner à travers le monde, de conquérir, selon le mot de Guillaume II, leur « place au soleil ». Et pour cela, il fallait supplanter les puissances anciennement constituées, la France et l'Angleterre surtout, assises, par droit d'héritage, dans tous ces lieux favorisés qu'à travers les âges se sont toujours disputés les Européens. L'Allemagne était grande. Elle était forte. Elle avait travaillé tandis que les autres se reposaient. Elle se disait donc que son tour était arrivé. Ce qui ne lui était pas accordé parce qu'elle était la dernière venue, elle devait le prendre. Une loi historique le voulait. Sur les mers, dans la Méditerranée, dans cet Orient où une convoitise et une nostalgie n'ont cessé d'attirer les peuples, l'Allemagne devait trouver la large part, la place éminente qui revenaient à son pouvoir.

Voilà pourquoi il était vain d'attendre que le peuple allemand pensât comme nous. Il formait un monde à part qui, depuis 1871, avait eu son évolution particulière, une sorte d'hommes à l'esprit desquels les choses ne se peignaient pas comme à l'esprit du reste des humains, et qui, aux notions élémentaires de la liberté, du droit, du devoir, du juste et de l'injuste, donnaient un sens différent. Quelle erreur avait été celle du XIXe siècle, quand il avait cru, sur la foi du principe des nationalités, que l'unification de l'Allemagne, en simplifiant le système de l'Europe, abolirait les anciennes causes de conflits et préparerait l'harmonie du monde par la naissance d'une nation égale et semblable aux autres nations ! Battre l'Allemagne, il n'y avait plus d'autre ressource pour la France. Il n'y avait plus d'autre moyen de rendre le monde libre et juste, et même habitable seulement...

*
* *

On s'était imaginé que tout finissait et tout ne faisait que recommencer. La démocratie française croyait s'être affranchie du passé. Et

pendant ces longues, lourdes années de guerre, il a fallu se battre pour l'évêché de Verdun comme sous Henri II, aux Dunes et à Lens comme sous Louis XIV. Des profondeurs du temps, toute notre histoire surgissait.

Et c'est aussi ce patrimoine historique, c'est ce riche héritage qui ont assuré le salut de la France. Vieille nation aux fondements solides, elle a pu puiser dans un capital formé par mille ans de travaux et de vie en commun. A ces jours critiques de son existence, elle payait ses erreurs et elle recueillait aussi le fruit de ce qu'elle avait fait de bien et de beau. Ses traditions et ses souvenirs militaires concouraient avec le labeur persévérant, souvent si mal récompensé, de ceux qui, depuis 1871, s'étaient appliqués à lui donner une armée, à lui instruire des états-majors et des soldats. Et, au moment le plus tragique, lorsque, déjà toute saignante, elle était trahie par l'idée révolutionnaire qui détruisait la Russie, l'Amérique, se souvenant qu'elle avait été sauvée grâce à Louis XVI et à Vergennes, grâce à la Fayette et à Rochambeau, venait aider la France à se sauver à son tour.

Si ces lointaines puissances du temps se sont fait sentir, comment des influences plus proches n'auraient-elles pas agi ? Dans la guerre, le grand conflit qui, tant de fois, avait mis les Français aux prises avant la guerre s'est représenté. Ceux qui pensaient au fond d'eux-mêmes qu'il eût mieux valu s'entendre et composer avec l'Allemagne plutôt que de lui résister, ceux-là n'abandonnaient pas leur idée, ou bien ils n'y renonçaient que du bout des lèvres. Mais combien cette idée s'aggravait lorsque l'Allemagne en armes occupait le territoire, lorsqu'une expérience atroce enseignait que tout fléchissement, toute faiblesse morale eussent livré la France à l'ennemi et qu'au mois d'août 1914, l'Allemagne eût exigé la remise de nos places fortes, les clefs de notre maison, en garantie de notre neutralité ! Ce qui avait été une politique, et une politique qui jamais n'avait pu être avouée ni pratiquée au grand jour, tournait à la haute trahison. Le jour où Clemenceau, pareil à ce qu'il avait été lorsqu'il dénonçait Jules Ferry, a envoyé Joseph Caillaux devant la justice, c'est le procès ouvert depuis les origines de la République qu'il a fait juger.

Et maintenant, il s'agit de savoir ce qu'on fera, ce qu'on pensera demain. Il y aura l'Europe à reconstruire. Tous les problèmes du passé sont remontés à la surface, et il s'en est ajouté de nouveaux, de plus vastes, qui, peut-être, n'ont pas encore fini de se développer. Ce ne sont plus seulement quelques peuples qui se trouvent en présence et, comme aux moments les plus difficiles d'autrefois, une demi-douzaine d'États qui avaient l'habitude de rivaliser, de guerroyer et de négocier entre eux. L'âge, que nous aurons encore connu, de la pentarchie ou de l'hexarchie européenne, est sans doute un âge révolu. Le monde entier, avec de jeunes Empires qui naguère se tenaient à l'écart des affaires d'Europe, est impliqué dans cette guerre immense. Quelle sera la place, quelle sera la politique de la France dans cet univers nouveau ?

Car il faudra encore avoir une politique. L'illusion qu'une fois la paix, une bonne paix obtenue, tout ira de soi-même, est la pire des illusions. Si, dans cette grande mêlée de forces et d'intérêts, la France n'apportait que le petit bagage de formules qu'elle tient de la démo-

cratie libérale, elle serait bien dépourvue. Au cours de ces années terribles, nous avons vu renaître, telles qu'ils étaient au milieu du siècle dernier, les rêves et les idées qui, alors, avaient si cruellement desservi le peuple français. Principe des nationalités, Société des Nations, guerre aux autocraties et aux puissances réactionnaires, confiance aux peuples et au progrès : voilà de vieilles connaissances. Ces idées, il est vrai, n'ont plus l'attrait sentimental qu'elles ont exercé chez nous sur une autre génération. Un réalisme acquis par de dures épreuves les tolère par une sorte de respect humain, et s'en impatiente souvent. C'est une sorte de verbalisme conventionnel qui n'a qu'une force de propulsion très faible, et qui, au jour de l'application pratique, s'il ne devait être corrigé par les faits, comporterait moins d'avantages que de déceptions et de dangers.

Ce qui a échoué, ce qui a causé tant de maux dans le passé, comme nous avons essayé de le montrer par ce livre, ne pourra pas être heureux ni bienfaisant dans l'avenir. La démocratie ne deviendra pas plus prévoyante. Les lois de la vie n'auront pas changé. L'espèce hu-

maine non plus. Seulement, la concurrence sera peut-être plus âpre et les rapports entre les nations plus complexes. Un petit nombre de principes simples et assurés, d'axiomes de bon sens, pareils à ceux qui avaient fait grandir la France d'autrefois et qui la protégeaient, seront aussi la ressource de l'avenir. Comme l'avait dit, à une date critique, un Français qui n'a jamais été si bien inspiré que ce jour-là, il n'y a pas de vieille politique, il n'y en a pas de neuve : il y a *la politique éternelle*.

Epilogue

PAROLES DES GOTHAS QUI BOMBARDAIENT PARIS

Ce soir-là, les moteurs des machines ennemies ronflaient au-dessus de nos têtes. C'était comme le bruit d'ailes de l'ange funèbre, l'ange Azraël qui emporte les morts. Mais ils parlaient, ces moteurs bourdonnants. Et, au milieu du fracas des bombes, voici ce qu'entendaient ceux qui comprennent leur langage :

— Moi, disait le premier gotha, je suis chargé d'apprendre aux Français ce que c'est que l'Allemagne. Dire qu'ils auront été si longtemps avant de nous connaître ! Ils nous prenaient pour un peuple de philosophes, de spéculatifs désintéressés... Des naïfs, enfin. Il y a quarante-huit ans qu'un de nos grands intellectuels l'a proclamé : « Nous ne sommes pas des naïfs,

et nous ne voulons l'être à aucun prix. » Tiens, je vole, d'après mon plan, au-dessus d'un quartier où se trouve une rue de Staël. Si je lâchais une bombe, pour enseigner aux Parisiens comme cette dame suisse les a trompés ? Elle avait cru découvrir l'Allemagne parce qu'elle avait causé avec une vieille bête d'idéaliste qui s'appelait Schiller. Mais nous étions idéalistes quand nous étions faibles et vaincus. Maintenant, vive la force ! Il paraît qu'elle avait dit des Allemands, cette Mme de Staël : « L'empire de l'air leur appartient. » Elle nous croyait perdus dans les nuages, rêvant au milieu de la fumée de nos pipes. L'empire de l'air, voici comme nous le concevons : nous le possédons avec nos machines ailées, d'où nous précipitons la ruine et la mort sur les foyers où dorment les petits Français. En l'honneur de Mme de Staël, lâche ta bombe, bombardier !

Et le deuxième gotha mugissait :

— Moi, je suis l'Allemagne politique, je suis le puissant État que le vieux Guillaume et Bismarck ont fondé. Ils l'ont forgé par le fer et par le feu et ils l'ont assis sur le rocher de bronze des Hohenzollern. Déjà, Paris, tu as

appris, en 1871, ce que c'était que la Prusse. Maintenant, la Prusse c'est toute l'Allemagne. Moi-même, d'où suis-je sorti ? D'un de ces petits duchés que les Parisiens trouvaient jadis si ridicules. Pour ce soir je veux me baptiser. Je veux me faire boulevardier, comme von Lucius en personne. Je m'appellerai la *Grande-duchesse de Gerolstein*, et j'irai rire un brin du côté des Variétés.

— Bien dit, répondait le troisième. Assez longtemps nous avons été pulvérisés. L'Europe nous tenait dans la cage de ses traités, comme une bête malfaisante. Nous étions écartelés. On nous avait rogné les dents et les griffes. Mais nous avons été les plus malins en attendant d'être les plus forts. Nous avons apitoyé les libéraux du monde entier. Il y avait, en ce temps-là, un fameux principe qui était déjà à la mode. C'était le principe des nationalités. Nous nous en sommes emparés avec une hypocrisie dont nous nous faisons gloire, car tout est louable lorsqu'il s'agit de la grande Allemagne. Pourquoi ne serions-nous pas unis ? Pourquoi ne formerions-nous pas un seul Etat, comme les autres peuples ? Nous ne deman-

dions que la liberté, le droit, la justice. Nous disions que, quand tous les Allemands vivraient ensemble, ne seraient plus séparés par des barrières artificielles, alors il n'y aurait plus de causes de conflits ni de guerres. Toutes les nations satisfaites vivraient en harmonie. Ce serait l'âge d'or... On nous a crus. Avons-nous été assez habiles! Ainsi nous avons pu endormir les gouvernements qui nous surveillaient, puis les battre l'un après l'autre. Quel chef-d'œuvre ! Nous ne sommes pas encore revenus d'un pareil triomphe... Me voici justement dans les parages de la rue Michelet... Michelet, si je ne me trompe, c'était ce Français crédule et sentimental qui avait pleuré de joie en voyant la première fois le drapeau de la sainte Allemagne. Trop tard il avait versé des larmes de sang sur son erreur... Quelques bombes à la mémoire de Michelet !

Le quatrième gotha, qui survolait des quartiers riches, ronronnait pendant ce temps :

— Mon pilote est un étudiant lettré. Il a fait une thèse de neuf cents pages sur le poète Victor Hugo considéré du point de vue de la politique et de l'histoire. Il a été reçu docteur

avec les félicitations du jury pour avoir démontré que les idées de Victor Hugo sur l'avenir de l'humanité étaient en contradiction formelle avec les données de la science allemande. Il paraît pourtant que ce Victor Hugo était un très grand poète. Il avait annoncé que des oiseaux humains vogueraient un jour dans le ciel et qu'ils apporteraient la concorde comme une gerbe. Il bénissait la nef magique et suprême du progrès qui ferait entrer dans l'homme tant d'azur que les patries en seraient supprimées. Mon pilote, qui est un homme d'esprit, est en train de redire ces vers dans la damnée langue des Français. C'est un poème qui se nomme « Plein ciel » et qui se trouve dans la *Légende des siècles*... L'avenue Victor Hugo est à nos pieds, silencieuse. Que du plein ciel descende une bonne pétarade qui chante notre chanson allemande, la légende vraie du siècle vingtième...

Cependant un cinquième engin planait au-dessus des quartiers pauvres.

— Prolétaires endormis, disait-il, vos rues portent les noms de vos guides et de vos chefs. Oh ! les cordiaux utopistes ! Ils se figuraient que

la classe ouvrière allemande avait les mêmes intérêts que la classe ouvrière française. Mais la France, c'est le pays du pain blanc et du vin rouge, c'est une terre de richesse et d'abondance. Qu'on la montre au Michel allemand. Alors il se dégoûte de sa saucisse et de sa bière aigre et il se rue à la conquête. Nos socialistes à nous l'ont bien dit, qu'en somme tout se ramène à une question de nourriture. Pour que l'assiette des Allemands soit aussi bien garnie que celle des Français, des bombes, encore des bombes ! Je suis la conception matérialiste de l'histoire...

Ainsi parlaient les gothas. Et, ayant répandu la mort, ils retournèrent en Allemagne.

FIN.

TABLE DES MATIÈRES

ACHEVÉ D'IMPRIMER

PAR

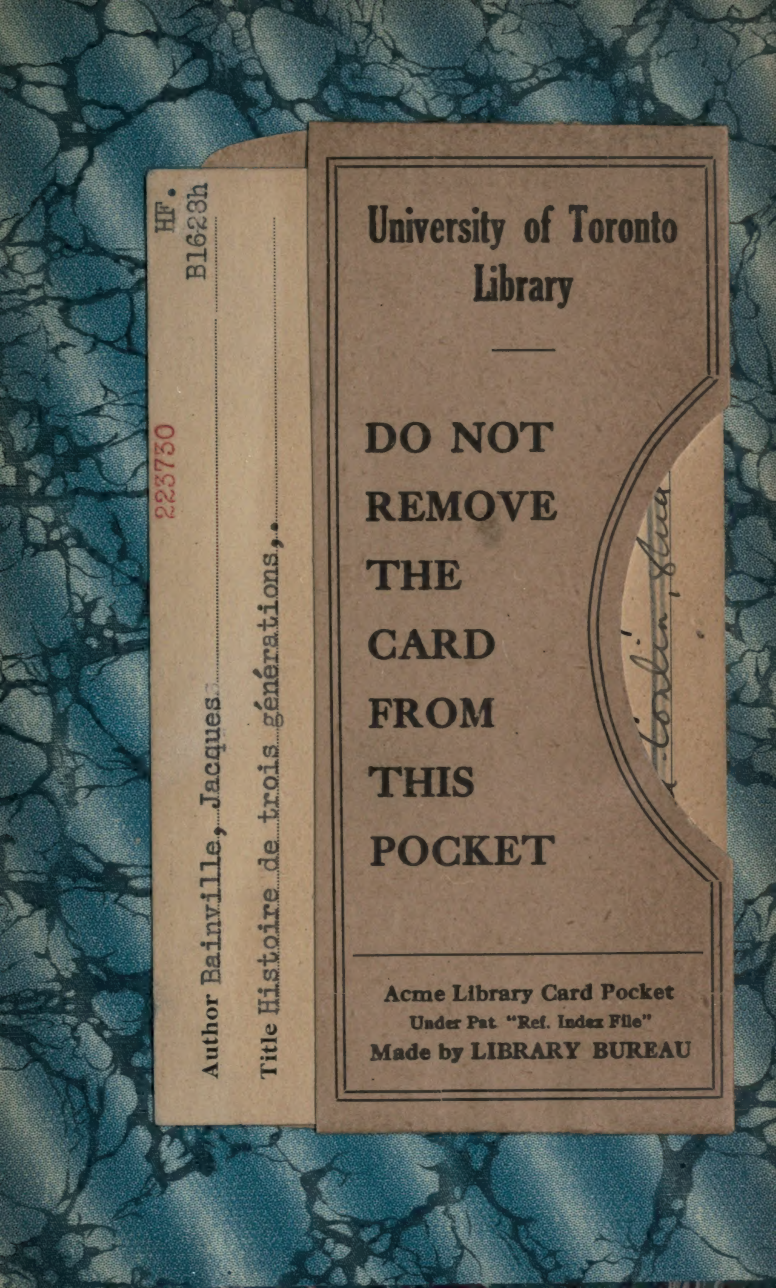
L'IMPRIMERIE CHARLES COLIN, A MAYENNE
LE QUATORZE OCTOBRE MIL NEUF CENT DIX-HUIT

POUR

LA NOUVELLE LIBRAIRIE NATIONALE

XI, RUE DE MÉDICIS, PARIS




HF.
B1623h
223750
Author Bainville, Jacques
Title Histoire de trois générations,.
University of Toronto
Library
DO NOT
REMOVE
THE
CARD
FROM
THIS
POCKET
Acme Library Card Pocket
Under Pat "Ref. Index File"
Made by LIBRARY BUREAU

